



Montreal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Jacques.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 16 MAI 1936.

QUEBEC, SATURDAY, 16TH MAY, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement.

2481—18-9-0

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

2482—18-9-0

Lettres patentes

Letters patent

"Atlas Mines, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1936, constituant en corporation: Alphonse Lemay, comptable, Albert-J. Bonin, vendeur, et Chs Turcot, courtier, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur commerciale à ces minerais par quelque procédé que ce soit, les fondre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder, et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de pré-emption ou toute part dans ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention, ou le droit de se servir de ces appareils ou inventions brevetées, pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir, exploiter sur ces propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de téléphone et de télégraphe, jetées, digues, biez, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, chemins, bâtiments, et autres, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises et d'ouvrage faits, des actions, bons et obligations ou toute autre valeur d'une compagnie minière, les garder et en disposer;

Acquérir l'actif, les entreprises, les biens et les privilèges, franchises, bureaux, ou droits d'une

"Atlas Mines, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1936, incorporating: Alphonse Lemay, accountant, Albert J. Bonin, salesman, and Chs. Turcot, broker, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rock, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and smelt or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any share therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, roads, buildings, and other works necessary or useful to its operations;

To manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company for its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and the transport of its products;

To receive, hold or dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprises, property, privileges, franchises, offices or rights of persons

personne, ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle ne peut exercer elle-même, les payer en tout ou en partie, en assumer les dettes ou les libérer;

Faire tous actes ou opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus mentionnés, pour faciliter les opérations du but de la présente compagnie;

Payer tous les services rendus ou toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie de manière qui sera jugée convenable, et en particulier de les payer par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "Atlas Mines, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
2765-0 Sous-secrétaire de la Province.

or companies carrying on any industry or business which it itself may not carry on and pay for the same by shares in whole or in part, undertake and settle the debts appertaining thereto;

To do all such acts and operations necessary to those above mentioned or to facilitate the attainment of the objects of the present company;

To pay for the services rendered or any properties or rights acquired by the company in the manner deemed expedient, and in particular to pay for the same by the issue of shares or other securities of the company, under the name of "Atlas Mines, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into ninety nine thousand (99,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2766 Assistant Provincial Secretary.

"Auto Parts Warehousing Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1936, constituant en corporation: Bleadon Mac Morine, comptable, Stuart A. Cobbett, statisticien, William D. Keuninckx, agent, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail, de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectifs d'iceux;

Exercer tout autre commerce, soit de fabrication ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercé en rapport avec son commerce ou jugé pouvoir directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitable quelque propriété ou droit de la compagnie;

Acquérir de toute manière quelconque, posséder et détenir, exploiter et utiliser toutes sortes de franchises et privilèges;

Placer toutes ou aucune partie de ses actions, fonds, débetures, obligations ou autres valeurs en échange ou en paiement de tous autres intérêts de toutes sortes quelconques, y compris des actions, débetures et obligations de toute autre compagnie, association ou société;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile et nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, en aucun temps, et aussi aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Faire tous contrats comprenant les baux, services, valeurs, mandats, agences et transactions et généralement tous contrats et conventions qu'une corporation pourra conclure sans aucune exception;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées et non sujettes à appel des actions, obligations, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement de tous services rendus, dettes ou responsabilités de la compagnie;

"Auto Parts Warehousing Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1936, incorporating: Bleadon Mac Morine, accountant, Stuart A. Cobbett, statistician, William D. Keuninckx, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, either wholesale or retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, ships, canoes, boats, trucks, wagons, motorcycles, as well as all parts, spare parts, pieces incidental thereto directly or indirectly, and any things capable of being used in connection with the said objects or in the manufacture, maintenance and operation thereof respectively;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or capable of directly or indirectly enhancing the value of or rendering profitable any of the property or rights of the company;

To acquire in any manner whatsoever, own and hold, operate and utilize all kinds of franchises and privileges;

To invest all or any part of its shares, funds, debentures, bonds or other securities in exchange or in payment for any other interests of any kind whatsoever, including debenture stock and bonds of any other company, association or partnership;

To borrow any amounts which the company may deem useful and necessary to borrow for the purposes of its undertakings or for the exercise of any of its powers, at any time, and also upon terms and conditions and by giving the securities and hypothecs which the company may deem reasonable;

To make any contracts comprising leases, services, securities, mandates, agencies and transactions and generally any contracts and agreements which a corporation may enter into without any exception;

To issue and allot as fully paid up and non-assessable shares, bonds, debenture stock or other securities of the company in payment for any services rendered, debts or liabilities of the company;

Faire tous autres actes et choses qui seront jugés avantageux ou nécessaires à l'exécution des objets pour lesquels l'incorporation est actuellement sollicitée, ou qui peuvent nécessairement ou convenablement découler de l'exercice des fins de l'incorporation ou qui peuvent être convenables ou nécessaires pour icelle, sous le nom de "Auto Parts Warehousing Co., Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en mille cinq cents (1,500) actions de capital privilégié à 6% d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune, et 5,000 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00);

Les dites actions privilégiées à 6% seront sujettes aux privilèges, priorités, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions suivantes respectivement, à savoir:

a) Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote et recevront un dividende privilégié jusqu'à concurrence de six pour cent (6%) par année sur la valeur au pair des dites actions et nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie durant aucune année avant que les dits dividendes privilégiés aient été déclarés et payés. Les dividendes privilégiés seront non cumulatifs. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucune autre participation dans les profits de la Compagnie, excepté tel que susdit. Le dividende ou les dividendes seront payables annuellement, semi-annuellement ou trimestriellement, de la manière que les actionnaires le détermineront de temps à autre;

b) La compagnie aura le droit en aucun temps, et de temps à autre, de racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à ou conformément au prix alors déterminé par les directeurs, et / ou racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à la valeur au pair d'icelles. Si la compagnie désire en aucun temps racheter moins que la totalité des actions privilégiées en cours, les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage de la manière qui sera prescrite par le bureau de direction de la compagnie. Un avis de trente jours sera donné par écrit de l'intention de la compagnie de racheter une partie des dites actions privilégiées, le dit avis sera envoyé par poste recommandée, à la dernière adresse connue de chacun des porteurs des actions privilégiées. Si moins que la totalité des actions privilégiées en cours et acquittées doit être racheté, le nombre des actions à être ainsi rachetées, sera mentionné dans le dit avis, ainsi que la date et l'endroit où les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage, tel que prévu dans les présentes. Les actions ordinaires seront sujettes aux droits antérieurs des porteurs d'actions privilégiées à 6%, et conféreront seules le droit de voter et d'être qualifié comme pouvant devenir directeur de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, dans notre Province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
2767-o Sous-secrétaire de la Province.

"A. Villeneuve, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Louis Ferland, entrepreneur, Alfred

To do any other acts and things which may be deemed advantageous or necessary for the execution of the objects for which incorporation is hereby requested, or which may necessarily or incidentally proceed from the exercise of the purposes of the incorporation or which may be suitable or necessary thereto, under the name of Auto Parts "Warehousing Co., Ltd."

The capital stock of the company is twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand five hundred (1,500) shares of 6% preferred stock of a par value of ten dollars (\$10.00) each, and 5,000 shares of common stock of a par value of one dollar (\$1.00);

The said 6% preferred shares shall be subject to the following privileges, priorities, powers, limitations, conditions and restrictions respectively, namely:

a) The preferred shares shall not be entitled to vote and shall receive a preferred dividend up to but not exceeding six per cent (6%) per annum on the par value of the said shares and no dividend shall be declared nor paid on the common shares of the company during any year before the said preferred dividend shall have been declared and paid. The preferred dividends shall be non-cumulative. The preferred shares shall not be entitled to any further participation in the profits of the company, except as aforesaid. The dividend or dividends shall be payable annually, semi-annually or quarterly in the manner to be determined by the shareholders from time to time;

b) The company shall have the right at any time, and from time to time, to redeem all or part of the preferred shares outstanding at or in conformity with the price already determined by the directors, and / or to redeem all or part of the preferred shares outstanding at the par value thereof. If the company desires at any time to redeem less than the totality of the preferred shares outstanding, the shares to be so redeemed shall be chosen by drawing lots in the manner to be prescribed by the Board of Directors of the company. A thirty days' notice shall be given in writing of the intention of the company to redeem a part of the said preferred shares, the said notice shall be sent by registered mail, to the last known address of each of the holders of preferred shares. If less than the totality of the preferred shares outstanding and paid up are to be redeemed, the number of shares to be so redeemed shall be mentioned in the said notice, as well as the date and place where the shares to be so redeemed shall be chosen by drawing lots, as provided for in these presents. The common shares shall be subject to the prior rights of the 6% preferred shares, and shall confer only the right to vote and of being qualified as capable of becoming a director of the company.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in our Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2768 Assistant Provincial Secretary.

"A. Villeneuve, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1936, incorporating: Louis Ferland, contractor, Alfred Villeneuve, manager, and

Villeneuve, gérant, et Lucien Ferland, commis, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer, en gros et en détail, comme manufacturiers, importateurs ou négociants, le commerce général de quincaillerie et plomberie, peinture, métaux, huiles, menus objets, accessoires de peinture, accessoires de plombier, ainsi que faire et exercer le commerce de poêles et ses accessoires et généralement de toutes autres choses nécessaires, propices et convenables pour l'achat, vente, importation et manufacture d'effets identiques à ceux vendus par les marchands quincailliers, plombiers et manufacturiers, ainsi que tous les autres effets, articles, marchandises et outils, équipements et machineries se rattachant à l'industrie de la quincaillerie et de la plomberie;

Manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter et vendre ou autrement céder toutes sortes d'accessoires de fournitures de plomberie, tuyaux forgés ou en fonte, produits de céréales et végétaux, produits chimiques, dynamite, poudre à canon, cellulose, et ses dérivés, composés, extraits, matières premières ou brutes, et manufacturés et autres produits de cette sorte;

Faire le commerce de gazoline et à cet effet posséder et acquérir des pompes, cuves et réservoirs pour y entreposer la gazoline, et la vendre en gros et en détail;

Manufacturer, acheter, vendre des moteurs électriques, dynamos, et autres machineries, appareils et outillages électriques, acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer, louer et disposer d'appareils électriques et d'effets de toutes sortes et de machines de tous genres;

Manufacturer, acheter, vendre toutes sortes de peinture et d'huiles;

Acheter, vendre et manufacturer, réparer, altérer et échanger, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui seront nécessaires pour les objets des affaires de la Compagnie à être présentement formée, ou communément ou ordinairement employés ou vendus par les personnes ou compagnie engagées dans semblable industrie ou qui paraîtraient capables d'être avantageusement employées en rapport avec ladite industrie;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins de fabrique, brevets, droits de brevets, licences, privilèges ou autorités concernant toute invention qui sembleront utiles à la Compagnie;

Faire le commerce en gros et en détail des pièces et accessoires d'automobiles, importer, exporter, acheter, vendre, troquer et faire le commerce en général d'automobiles, de pièces d'automobiles et accessoires, bandages pneumatiques, articles en caoutchouc, articles en cuir, capotes, carrosseries d'automobiles, gazoline, pétrole, huile, matières lubrifiantes, ainsi que tous les effets, articles, marchandises, outils, équipements et machineries se rattachant à l'industrie de l'automobile;

Faire tous et chacun des actes et choses qui sont incidents et conduisent à la réalisation des objets précités et à l'accomplissement des fins pour lesquelles elle a été formée, sous le nom de "A. Villeneuve, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

2769-o

Lucien Ferland, clerk, all of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on, wholesale and retail, as manufacturers, importers or dealers, a general hardware and plumbing business, paint, metals, oil, varnish, small wares, painters' supplies, plumbers' supplies, and also carry on business and deal in stoves and the accessories thereof, and generally in anything which may be necessary, proper or suitable for the purchase, sale importation and manufacture of goods of a similar kind as those sold by hardware dealers, plumbers and manufacturers, and also any other wares, articles, merchandise and tools, equipment and machinery connected with the hardware and plumbing business;

To manufacture, produce, adapt, prepare, purchase and sell or otherwise dispose of all kinds of accessories for plumbing supplies, wrought or cast iron pipes, cereal and vegetable products, chemicals, dynamite, gunpowder, celluloid and the by-products thereof, compounds, extracts, rough or raw and manufactured materials and other products of the same kind;

To deal in gasoline and for such purpose to own and acquire pumps, tanks and reservoirs for the storing of gasoline, and to sell gasoline wholesale or retail;

To manufacture, purchase, sell electric motors, dynamos, and other electric machinery, apparatus and equipment, to purchase, sell, manufacture, repair, convert, alter, lease and dispose of electrical appliances and goods of all sorts and machines of every kind;

To manufacture, purchase, sell all kinds of paint and oil;

To purchase, sell, and manufacture, repair, alter and exchange, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the business purposes of the company hereby incorporated or commonly or usually used or sold by persons or companies engaged in a similar business, or which may seem capable of being advantageously used in connection with the said business;

To acquire any trade-marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorizations respecting any invention which may appear useful to the company;

To deal, wholesale and retail, in automobile parts and accessories, to import, export, purchase, sell, barter and deal generally in automobiles, automobile parts and accessories, pneumatic tires, rubber goods, leather goods, automobile tops and bodies, gasoline, petroleum, oil, lubricants and also any goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected with the automobile industry;

To do all or any acts and things which may be incidental and conducive to the attainment of the foregoing objects, and the carrying out of the corporate purposes, under the name of "A. Villeneuve, Inc." with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

2770

"Better Theatres, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Peter Joseph Usher, avocat, Réal Robillard, huissier, et Juliette Tessier, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Posséder, administrer, maintenir et exploiter des théâtres, cinémas, et établissements de vaudeville, et exercer les fonctions de propriétaires et gérants de théâtres et cinémas et pourvoir à la production, représentation et l'exécution d'opéras, pièces, burlesques, vaudevilles, pantomimes, promenades et autres concerts et représentations musicales et dramatiques; pourvoir à la représentation d'exhibition cinématographiques, kinéscopiques et biographiques et autres appareils pour la production et la représentation de vues cinématographiques, sujet aux règlements provinciaux et municipaux à cet effet, et faire le commerce de films, appareils et accessoires cinématographiques; et acheter, vendre, posséder et construire des théâtres et autres édifices et travaux convenables pour des fins théâtrales, et louer, administrer, maintenir et exploiter ces édifices après leur construction;

(b) Exercer le négoce de restaurateurs, agents de théâtres, agents de location, propriétaires de salles de concert, hôteliers, sujet aux règlements provinciaux et municipaux; et d'éditeurs et imprimeurs de pièces dramatiques et musicales, et faire des arrangements de toutes sortes avec des artistes, scénarios, écrivains et d'autres personnes, et généralement faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs connexes aux objets pour lesquels la compagnie est constituée;

(c) Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal et posséder et détenir des terrains et immeubles de toute description nécessaires ou utiles pour les fins industrielles de la compagnie et vendre, louer, affermer, transporter, échanger, hypothéquer, disposer et faire le commerce autrement des dits terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

(d) Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droit, privilèges, commerce ou franchises que cette compagnie peut acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

(e) Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets à ordre, lettres de change, et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

(f) Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toutes personnes ou compagnies exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

(g) Acheter, prendre en échange ou en paiement, ou acquérir autrement, posséder et détenir, et vendre et aliéner des actions, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans et d'autres compagnies ou individus;

(h) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses qui sont incidentes

"Better Theatres, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of April, 1936, incorporating: Peter Joseph Usher, Advocate, Real Robillard, Bailiff, and Juliette Tessier, Secretary, Spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(a) To own, manage, maintain and operate theatres, moving picture theatres and vaudeville establishments, and to carry on the business of theatre and moving picture proprietors and managers, and to provide for the production, representation and performance of operas, stage plays, burlesques, vaudevilles, pantomimes, promenade and other concerts and musical and dramatic entertainments; and to provide for the production of kinematograph, kinetoscopic and biograph exhibitions and other devices for the production and exhibition of moving pictures, subject to provincial and municipal regulations in that behalf, and to deal in moving picture films, apparatus and accessories; and to buy, sell, own and construct theatres and other buildings and works convenient for the purposes thereof, and to lease, manage, maintain and carry on such buildings so erected;

(b) To carry on business as restaurant keepers, theatrical agents, box-office keepers, concert room proprietors, hotel proprietors, subject to municipal and provincial regulations, and as dramatic and musical publishers and printers, and to enter into engagements of all kinds with artists, scenario writers and others, and generally to do all acts and exercise any and all powers germane to the objects for which the company is incorporated;

(c) To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, hypothecate, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the Company may think fit;

(d) To pay for any property, moveable and immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company;

(e) To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, and other obligations of any other corporation, firm or individual;

(f) To amalgamate with, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

(g) To purchase, take, in exchange or in payment, or otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, bonds and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

(h) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the

à la formation et à l'organisation d'icelle, ou que la compagnie pourra considérer comme préliminaires;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphé par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens immobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie;

Il ne sera fait aucun appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Better Theatres, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2771

Sous-secrétaire de la Province.

formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the Company or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Better Theatres, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2772-0

Assistant Provincial Secretary.

"Bordet Glove Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril, 1936, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, de la cité de Montréal, Eleanor Reed, de la cité d'Outremont, et Albertina-Amelia Hodge, de la cité de Ville Lasalle, sténographes, filles majeures, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations qui consistent à manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement négocier en gros et en détail les marchandises sèches de toute nature et de toute description et toutes telles autres choses qui se rapportent généralement au commerce de marchandises sèches;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que

"Bordet Glove Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1936, incorporating: Paul Galt Michaud, advocate, of the City of Montreal, Eleanor Reed, of the City of Outremont, and Albertina Amelia Hodge, of the City of Ville Lasalle, stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturing, buying, selling, importing, exporting and otherwise deal wholesale and retail in dry goods of all natures and description and all other such things as are generally connected with a dry goods business;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently

- son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;
3. Acheter, vendre, améliorer, administrer, développer, louer, utiliser et avoir la jouissance, ou autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;
4. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débetures ou autrement;
5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférer aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraissent susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits, ou renseignements acquis;
6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;
7. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;
8. Prêter ou faire des avances de deniers, garantir les contrats ou indemniser ou se porter garant de, ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu, et placer aucun des deniers de cette compagnie dans ou sur toute propriété, mobilière ou immobilière, et telles autres entreprises ou valeurs que la présente compagnie jugera de temps à autre convenables;
9. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps exercés ou exploités par cette compagnie, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;
10. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;
11. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières et immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;
12. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;
13. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;
14. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;
15. Prendre et détenir des mortgages, hypo-
- carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;
3. To buy, sell, improve, administer, develop, lease, use and enjoy, or otherwise deal in or with immoveable property;
4. To borrow money upon the credit of the company by the issue of bonds, debentures or otherwise;
5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;
6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;
7. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;
8. To lend or advance monies to or guarantee the contracts of or indemnity or become security for or otherwise assist any company, firm or individual and to invest any of the monies of this company in or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertaking or securities as this company may from time to time deem expedient;
9. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time assessed or engaged by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;
10. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;
11. To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable and immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;
12. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;
13. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;
14. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;
15. To take and hold mortgages, hypothecs,

thèques, privilèges ou charges en garantie du paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de tous deniers dus à la compagnie des achats ou avances faits par la compagnie aux acheteurs ou autres pour fins de construction ou autres améliorations, ou deniers dus à la compagnie pour toute cause;

16. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

17. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

18. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toutes propriétés mobilières et immobilières que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour son commerce ou ses opérations;

19. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Bordet Glove Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'avril, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2773

Sous-secrétaire de la Province.

"Chenor, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Norman Pedvis, marchand, Julius Schwartzman, commis, et Feodora Sternlieb, fille majeure, tous de Québec, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, pour du comptant ou à crédit, ou autrement faire le commerce et le trafic de laine, tissus, lainages, soies, toile et vêtements de toutes sortes; exercer l'industrie de la fabrication, de l'achat et de la vente de vêtements de toutes descriptions, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements et marchandises sèches pour hommes et pour dames;

2. Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autrement) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

4. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous droits personnels et privilèges que la com-

liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchases or advances by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements, or monies owing to the company for any reason;

16. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

17. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

18. To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation;

19. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Bordet Glove Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2774-o

Assistant Provincial Secretary.

"Chenor, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of April, 1936, incorporating: Norman Pedvis, Merchant, Julius Schwartzman, Clerk, and Feodora Sternlieb, Spinster, all of Quebec, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, for cash or on credit, or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce import and export all kinds of men's and women's clothing and dry goods;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

4. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any personal rights and privileges which the

pagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

5. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

6. Vendre, ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

7. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

8. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, ou soit seuls ou conjointement avec d'autres;

9. Hypothéquer, gager ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, garantir le paiement des prêts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

10. Émettre, répartir et livrer comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toute propriété ou de tous droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

11. Hypothéquer, nantir ou gager toute propriété, mobilière ou immobilière, présente ou future, aux fins de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que la compagnie est, par la loi, autorisée à émettre;

12. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer d'aucune ou de toutes les propriétés, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, droits en tout temps possédés ou détenus par cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie jugera à propos;

13. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Chenor Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2775

Sous-secrétaire de la Province.

Club Monsabre".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er jour de mai 1936, constituant en corporation, sans capital-actions: Jean-Baptiste Ruel, commerçant, Augustin Bouchard, commis, tous deux de la cité de Montréal, de Saint-Georges WeilBrenner, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Établir, maintenir et opérer un club pour l'accommodation de ses membres et de leurs amis et procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations qu'ils reçoivent généralement d'un club et promouvoir

company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

5. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

6. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

7. To sell, improve, manage, develop, exchange lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all of any part of the property and rights of the company;

8. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise or either alone or in conjunction with others;

9. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the Company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

10. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

11. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

12. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

13. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Chenor Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2776-0

Assistant Provincial Secretary.

Club Monsabre".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Jean Baptiste Ruel, trader, Augustin Bouchard, clerk, both of the city of Montreal, de St-Georges WeilBrenner, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

(a) To establish, maintain and operate a club for the accommodation of its members and their friends and to procure for the members and their friends all the privileges, advantages and accommodations which are usual in a club and to pro-

parmi les membres des relations amicales et sociales;

(b) Acquérir, posséder, acheter, louer et vendre tous immeubles pour être aménagés comme maison de club, ainsi que toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou privilèges que la corporation jugera nécessaires ou utiles pour la conduite de ses affaires et de ses opérations;

(c) Aménager les établissements et propriétés de la corporation pour l'exercice des sports et pour l'accommodation de ses membres et opérer, maintenir et exploiter une salle de divertissements, salle de lecture, salle à manger ou restaurant pour le bien-être de ses membres;

(d) Faire tous les arrangements que la corporation jugera utiles avec toutes autorités, municipales, locales ou autres, pour l'obtention de droits, permis, privilèges ou concessions qu'elle estimera nécessaires ou utiles pour la conduite de ses affaires;

(e) Établir des classes de membres et établir des règlements concernant leur admission, leur expulsion ou leur suspension;

(f) Pourvoir à l'établissement d'une contribution pour devenir membre de la corporation, fixer le montant de la première contribution et des contributions annuelles des membres;

(g) Instituer des cotisations générales ou spéciales pour l'entretien et l'amélioration du club;

(h) Transiger toutes affaires, faire tous actes et exercer tous pouvoirs qui pourraient être avantageux au bon exercice des objets pour lesquels la corporation est constituée ou nécessaires à rendre profitable l'exercice de son entreprise, sous le nom de "Club Monsabre".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

2777-o

mote among the members, friendly and social relations;

(b) To acquire, own, buy, lease and sell any immovables to be equipped as a club house, as well as any movable or immovable properties, rights, privileges which the corporation may deem necessary or useful for the conduct of its business and its operations;

(c) To furnish the establishments and properties of the corporation for the exercise of sports and for the accommodation of its members and to operate, maintain and exploit a recreation hall, reading room, dining room or restaurant for the welfare of its members;

(d) To make any arrangements which the corporation may deem useful with any authorities, municipal, local or otherwise, for the obtaining of rights, licenses, privileges or concessions which it may deem necessary or useful for the conduct of its business;

(e) To establish classes of members and to establish by-laws concerning their admission, expulsion or their suspension;

(f) To provide for the establishment of a membership fee to join the corporation, to fix the amount of the initiation fee and annual dues of the members;

(g) To institute general or special dues for the upkeep and improvement of the club;

(h) To transact any business, do all acts and exercise all powers which may seem advantageous for the proper carrying out of the objects for which the corporation is incorporated or necessary to render profitable the exercise of its undertaking, under the name of "Club Monsabre".

The amount to which shall be limited the immovable properties which the corporation may possess is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

2778

"Gaston-J. Guay, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Gaston Guay, entrepreneur-démolisseur, Lucien-E. Larose, comptable, tous deux de Montréal, Etienne Guay, mécanicien, de Sainte-Dorothée, comté de Laval, P.Q., dans les buts suivants:

Entreprendre des contrats pour la démolition de toutes sortes de construction, acheter des meubles et des immeubles pour les démolir, les améliorer, les modifier, les transformer, en extraire toute et chacune des parties ou matériaux qui les composent, les revendre ou les employer de nouveau, le tout après les avoir transformés ou modifiés ou non;

Maintenir des dépôts, cours, bureaux aux fins de recevoir et de disposer de tous matériaux de construction ou de matériaux d'utilité publique de toutes sortes, neufs ou d'occasion, et en faire commerce, ouvrir, construire, exploiter des usines, manufactures ou boutiques ou cours pour la fabrication de quelques matériaux de construction ou d'utilité publique de quelque nature que ce soit, les modifier, les transformer, les améliorer, les utiliser de nouveau et en faire commerce, le tout

"Gaston-J. Guay, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1936, incorporating: Gaston Guay, wrecking-contractor, Lucien E. Larose, accountant, both of Montreal, Etienne Guay, mechanic, of Sainte Dorothée, County of Laval, P.Q., for the following purposes:

To undertake contracts for the demolition of all kinds of constructions, to purchase moveables and immovables for the purpose of demolishing, improving, transforming the same, to salvage therefrom all and any of the parts or materials which compose them, re-sell or again use the same, the whole after having transformed or modified them, or otherwise;

To maintain depots, yards, offices, for the purpose of receiving and disposing of any building materials, or public utility materials, either new or second-hand, and to deal therein, to open, construct, operate plants, factories or work-shops or yards for the manufacturing of any building or public utility materials, of any kind whatsoever, to alter, transform, improve, to again use and deal in the same, the whole inasmuch as the company may deem expedient and capable of

selon qu'il semblera bon à la compagnie et susceptible d'être commodément exercé par elle en rapport avec son commerce ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur pour rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Posséder des outils, machineries, instruments, engins, chaudières, moteurs mus par quelque force que ce soit susceptibles d'être utilisés dans les entreprises de construction et de démolition ou dans toute autre entreprise analogue, les dits objets neufs ou d'occasion, en fabriquer, construire ou modifier ou inventer des nouveaux et en faire commerce;

Faire affaires comme constructeurs de charpentes métalliques, inspecteurs, estimateurs de quantité et spécialistes en travaux de construction et démolition dans toutes leurs spécialités respectives;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire ou démolir et aménager des travaux et bâtiments publics et privés et comme entrepreneurs en électricité, et toutes autres affaires dans lesquelles l'application de l'électricité ou de toute autre énergie est ou peut être utile ou appropriée;

Démolir, bâtir, faire, exécuter, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux publics et privés et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général pour ce qui suit, et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, réclamations, améliorations, tuyaux d'égout, de drainage, d'hygiène, service hydraulique, usines à gaz, téléphone, télégraphe, usines d'énergie, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics ainsi que tous travaux et commodités publics et privés;

Faire affaires comme entrepreneurs-démolisseurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, commerçants et manufacturiers de béton, béton armé, ciment, asphalte, feuilles en métal, armatures en acier, préparations de toiture et autres matériaux qui peuvent être employés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs;

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement du terrain, des bâtisses, de la propriété immobilière d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférent, aucuns droits attachés ou connexes à icelle et la faire valoir comme on le croira bon, et particulièrement en la disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toute espèce, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banque, restaurant, fins industrielles ou autres, aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant, administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situées tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres des rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation;

being conveniently dealt in, in connection with its business or calculated to enhance, directly or indirectly, the value of and render profitable any of the property or rights of the company;

To possess tools, machinery, instruments, engines, boilers, motors, propelled by any power whatsoever, capable of being used in building and demolition undertakings or in any other similar undertaking, both new or second-hand, to manufacture, construct or alter the same or invent new ones and to deal therein;

To carry on business as structural steel contractors, inspectors, quantity estimators, and specialists in all the respective branches of construction and demolition works;

To carry on the business of general contractors for the construction or demolition and equipment of public and private works and buildings, and as electrical contractors, and any other business wherein the applying of electricity or of any other energy is or may be useful or appropriate;

To demolish, build, make, execute, improve, operate, develop, administer, manage and control public and private works and conveniences of every kind, the said expression not being liable to any restriction as to its general sense for the following, and comprising docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, dikes, irrigations, claims, improvements, sewer pipes, drain pipes, sanitation drains, waterworks, gas plants, telephone, telegraph, power plants, hotels, warehouses, markets and public buildings and also any public and private works and conveniences;

To carry on business as wrecking-contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, reinforced concrete, asphalt, sheet metal, steel structures, roofing preparations and other materials capable of being used, directly or indirectly by contractors, builders or roofers;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings, and moveable and immoveable property of any tenure or description, and any interest therein, and any rights over or connected therewith and turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including more particularly buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other purposes and by consolidating or connecting or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of same, and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers, and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, services and supplies, according to their profession or business;

Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et la démolition de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts, une ou des usines génératrices de lumière ou autres améliorations jugées susceptibles de rendre plus faciles d'accès les propriétés de la compagnie ou d'augmenter leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des propriétés de la compagnie vendues par la compagnie, ou de toutes sommes de deniers dues à la compagnie par les acheteurs ou avancées par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations; donner une décharge partielle et finale, accorder main-levée d'hypothèque avec ou sans considération;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie ou qui exploite toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des propriétés ou du passif de tout individu ou compagnie exploitant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exploiter et en faire le paiement avec des actions de la compagnie. Tout particulièrement acquérir en entier l'entreprise d'entrepreneurs-démolisseurs actuellement exploitée par Monsieur Gaston Guay au numéro 1582 de la rue Delorimier, à Montréal, avec tout ce qu'elle comporte, savoir: les baux, licences, droits et privilèges que détient présentement ledit Gaston Guay, tout le stock de matériaux, outils, instruments, machines que possède actuellement ledit Gaston Guay ainsi que l'achalandage et le nom dudit commerce, aussi en plus, toutes les créances que peut avoir ledit Gaston Guay actuellement faisant affaires sous son nom comme entrepreneur-démolisseur au numéro précité. Ladite acquisition devant être payée comptant par la compagnie en parts acquittées de son capital social, mais ladite compagnie ne devant pas payer telle entreprise de démolition à un prix supérieur à la valeur marchande actuelle de tout ce qui peut se trouver dans ledit commerce, telle valeur et tel prix devant être établis après un inventaire complet et détaillé de tout. Ladite acquisition devant se faire par acte notarié selon les prescriptions de la loi concernant toute vente en bloc;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, échange, donation, dation en paiement, ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits et biens tant corporels qu'incorporels qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière et à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans le paragraphe précédent;

Grever de servitudes et hypothèques tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, waterworks, sewers, lighting plant or plants and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements; to give partial and final discharge, *main-levée* of hypothecs with or without consideration;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property or liabilities of any individual or company carrying on any business which the company is authorized to carry on and to pay therefor with shares of the company. In particular, to acquire the whole of the wrecking business actually carried on by Mr. Gaston Guay, at number 1582 Delorimier Street, at Montreal, with everything connected therewith, to wit: the leases, licenses, rights and privileges actually held by the said Gaston Guay, all the stock of materials, tools, equipment, machinery, actually owned by the said Gaston Guay, and also the good-will and name of the said business, and with, moreover, any claims which may actually be held by the said Gaston Guay carrying on business under his own name as wrecking contractor at the aforesaid street number. The said acquisition to be paid cash by the company in paid-up shares of its capital stock but the said company shall not pay for the said wrecking business a price higher than the actual market value of everything which is to be found in the said business, the said value and said price to be established after a complete and detailed inventory of the whole. The said acquisition to be made by notarial deed, in accordance with the provisions of the law, respecting any sale "*en bloc*";

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To charge with servitude or hypothecate any immovables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteutic lease;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on

ses pouvoirs, et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle jugera à propos et faire les dits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Gaston-J. Guay, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2779-o Sous-secrétaire de la Province.

"I. Caron, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Charles-Omer Bousquet, président, Paul Gonthier, banquier, Jacqueline Bourassa, sténographe, fille majeure, Charles-Emile Charbonneau, marchand, tous de Montréal, et Roland Bousquet, avocat, de Longueuil, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, cultivate, produce, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce et le trafic de pain, produits alimentaires, des petits pains, gâteaux, biscuits, pâtés, craquelins, pâtes alimentaires, céréales, bonbons, crème glacée, confiseries, produits de boulangerie, produits alimentaires, thé, café, grains, blé, froment, orge, farine, engrais alimentaires et céréales ou aucun des ingrédients qui entrent dans la production du pain, des gâteaux ou pâtisseries ou qui peuvent être utilisés par des boulangers et confiseurs en rapport avec leur commerce, et faire les affaires en gros et en détail de boulangers, confiseurs et épiciers généralement, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, approvisionner et autrement faire le commerce et le trafic de fours et accessoires qui peuvent être utilisés pour la boulangerie et la production du pain et autres produits du grain, de la farine, engrais alimentaires et céréales généralement, comprenant toutes sortes de commodités, marchandises, matériels, machineries et installations utilisés en rapport avec la dite industrie, et construire, acheter, louer, ou autrement acquérir et garnir, travailler, maintenir, posséder, mettre en opération et conduire des restaurants, cafés, confiseries, magasins et moulins, fabriques, entrepôts, boutiques et généralement faire les affaires qui consistent à manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, réparer, modifier, louer, arrenter et faire le trafic et le commerce de machineries, accessoires et installations, selleries et harnais de toutes sortes, quincaillerie, couvertures pour chevaux et autres et du cuir et des articles en cuir de toutes sortes, voitures, wagons, boghies, traîneaux, carrioles et toutes sortes de véhicules, automobiles et camions, et leurs accessoires et tous appareils et dispositifs s'y rapportant;

(b) Faire les affaires de gérants, administrateurs, agents et marchands à commission de com-

of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To do all or any of the aforesaid things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do any such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes, under the name of "Gaston-J. Guay, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2780 Assistant Provincial Secretary.

"I. Caron, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1936, incorporating: Charles Omer Bousquet, President, Paul Gonthier, Banker, Jacqueline Bourassa, Stenographer, Spinster, Charles Emile Charbonneau, Merchant, all of Montreal, and Roland Bousquet, Advocate, of Longueuil, for the following purposes:

(a) To manufacture, grow, produce, buy, sell, import, export, and otherwise deal in and with bread, food products, rolls, cakes, biscuits, pies, crackers, Italian paste, cereal products, candies ice cream, confectionery, bread stuffs, food stuffs, tea, coffee, grain, wheat, corn, barley, flour, meal and cereals, or any of the ingredients which enter into the production of bread, cakes or pastry, or which are used by bakers and confectioners in their business, and to carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and grocers generally, and to manufacture, buy, sell, import, export, supply and otherwise deal in and with ovens and appliances which may be used in baking and the production of bread and other products of grain, flour, meal and cereals generally, including all kinds of commodities, merchandise, materials, machinery and plant used in connection with the said business, and to construct, purchase, lease or otherwise acquire and equip, work, maintain, own, operate and conduct restaurants, cafes, confectionery, stores and mills, factories, warehouses and shops and generally to carry on the business of manufacturing, importing, exporting, buying, selling, repairing, altering, leasing, hiring and dealing in and with machinery, appliances and plants, saddlery and harness of all kinds, hardware, horse and other blankets and leather goods of all kinds, carriages, waggons, buggies, sleighs, cutters and all kinds of vehicles, motor cars and motor trucks, and their accessories and all apparatus and appliances in connection therewith;

(b) To carry on business as managers, administrators, agents, and commission merchants of

merces similaires, et placer, souscrire, garantir, acheter, vendre, prendre ou autrement acquérir, louer et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale et jouir, assigner, transférer, échanger, voter ou autrement négocier des bons, débiteures, stocks, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, puissance, province, autorité étrangère ou suprême, municipale, locale ou autre, et des bons, débiteures, stocks, certificats, obligations, actions, hypothèques ou valeurs de tout individu ou de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée;

(c) Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement négocier et gérer, administrer et convertir des propriétés réelles et personnelles et des droits de toutes sortes, et particulièrement des terrains, édifices, héritages, affaires ou entreprises industrielles et industries, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livre et tout intérêt sur des propriétés réelles ou personnelles et toutes réclamations contre telles propriétés ou contre toute personne ou compagnie, et des privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

(d) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(e) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions partiellement ou totalement libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(f) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débiteures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(g) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et/ou valeurs de toute telle société, association ou com-

similar businesses and to invest in, subscribe for, underwrite, buy, sell, take or otherwise acquire, lease and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, assign, transfer, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and bonds, debentures, stock, scrip, obligation, shares, mortgages or securities of any individual or of any company or corporation whatsoever, whether public or private;

(c) To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in and to manage, administer and realize upon real and personal property and rights of all kinds, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company and privileges and choses-in-action of all kinds;

(d) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, trade-names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(e) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue partly or fully paid up shares or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

(f) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(g) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and/or securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or

- pagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;
- (h) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;
- (i) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;
- (j) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;
- (k) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, débetures, actions ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;
- (l) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;
- (m) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;
- (n) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions, ou faire des contrats avec toute compagnie pour les payer;
- (o) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures, ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;
- (p) Hypothéquer, transporter, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;
- (q) Exercer toute autre industrie ou activité que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou à les rendre profitables;
- (r) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits; et faire chacune ou toutes les choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;
- without guarantee, or otherwise deal with the same;
- (h) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;
- (i) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;
- (j) To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;
- (k) To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided for in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;
- (l) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;
- (m) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;
- (n) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;
- (o) To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;
- (p) To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the Company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the Company;
- (q) To carry on any other business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights or products;
- (r) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, membres ou employés, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), à l'exception des employés actuels et des anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi.

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "I. Caron Limitée".

Le capital-actions de la compagnie, divisé en cinq mille actions d'une valeur au pair de un dollar chacune, sera fixé au montant de cinq mille dollars, monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, en notre dite Province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2781 Sous-secrétaire de la Province.

And it is further ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are shareholders, members or employees, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty (20) exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ.

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden, under the name of "I. Caron, Limitée".

The capital-stock of the company, divided into five thousand shares of the par value of one dollar each, to be fixed at the sum of five thousand dollars, current money of Canada.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the County of Hochelaga, in our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2782-0 Assistant Provincial Secretary.

"Jos. Dufresne, Limitée (1936)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Joseph Dufresne, financier, Viateur Dufresne, marchand, Dame Gabrielle Croteau, épouse séparée de biens dudit Viateur Dufresne, Charles-Eusèbe Croteau, agent, et S.-Alfred Lavallée, notaire, tous de la cité de Joliette, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de tous produits alimentaires, et plus spécialement de biscuits, sucreries, confiseries, bonbons, chocolats, épiceries;

Exercer toute autre entreprise, manufacturière ou autre, qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner, améliorer, construire, louer et autrement faire le commerce de propriétés immobilières;

Acquérir, détenir et vendre des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie et les payer en totalité ou en partie en deniers ou en valeurs de la compagnie, voter sur telles actions ou obligations ou autres valeurs par un fondé de pouvoirs nommé par les administrateurs de la compagnie;

Emettre des certificats d'actions au porteur

"Jos. Dufresne, Limitée (1936)".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of April, 1936, incorporating: Joseph Dufresne, financier, Viateur Dufresne, merchant, Dame Gabrielle Croteau, wife separated as to property of the said Viateur Dufresne, Charles-Eusèbe Croteau, agent, and S. Alfred Lavallée, notary, all of the city of Joliette, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in food-stuffs, and more particularly biscuits, sweets, confectionery, candies, chocolates, groceries;

To carry on any other undertaking, manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its undertaking or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire, own, sell or otherwise deal with, improve, construct, lease or otherwise deal in immovable properties;

To acquire, hold and sell shares, debentures, bonds or other securities of any other company and to pay therefor altogether or in part in cash or shares of the company, to vote on such shares bonds or securities through a proxy appointed by the Directors of the company;

To issue share-warrants with or without cou-

(share-warrants) avec ou sans coupons pour le paiement des dividendes accrus sur les actions comprises dans tels certificats;

Acquérir ou entreprendre, en tout ou en partie, l'industrie, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Conclure des arrangements avec les autorités, municipales, locales ou autres, qui semblent propres aux fins de la compagnie, ou à l'une quelconque de ces fins, et obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables, obtenir, exécuter et observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

Favoriser toute compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou partie des biens et obligations de la compagnie ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers et tous droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce ou de son industrie, et en particulier les machines, le matériel et l'outillage d'exploitation et le fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter et diriger des chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement sur les propriétés de la compagnie, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines, ateliers, magasins et autres installations qui peuvent sembler de nature à favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer à leur construction, amélioration, entretien, mise en service, administration, exécution ou direction, les subventionner ou autrement les aider ou y prendre part;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, lettres de voiture, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner en tout ou en partie l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie pourra juger convenable, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses incidentes ou connexes à la formation et à l'organisation de la compagnie ou qui seront considérées par la compagnie comme préliminaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou de débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par voie de publicité dans les journaux, par circulaires, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de partie des biens et droits de la compagnie;

Réaliser la totalité ou partie des objets de la compagnie à titre de commettants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

bons for the payment of accrued dividends on the shares included in such certificates;

To acquire or undertake, in whole or in part, the industry, assets and liabilities of any person or company carrying on an industry which the company is authorized to carry on, or possessed of properties suitable for the purposes of the company;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its industry and business, and in particular, any machinery, plant, equipment and stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, on the properties of the company, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers or others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, bonds or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To take such means of making known the products of the company as may seem expedient and particularly by advertising in the press, by circulars, and by the granting of prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, turn to account, exchange, lease, alienate, enhance the value of or otherwise dispose of the whole or of part of the property and rights of the company;

To carry out all or part of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

Accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints par les termes des autres paragraphes, sous le nom de "Jos. Dufresne, Limitée (1936)".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 4,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars.

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2783-o Sous-secrétaire de la Province.

"Laboratoire Pasteur, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1936, constituant en corporation: Adalbert Charbonnier, pharmacien, Dame Emilia Bédard Charbonnier, épouse séparée de biens par contrat de mariage du dit Adalbert Charbonnier, et par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Mlle Yvette Kirouac, fille majeure, garde-malade, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Fabriquer, importer ou exporter et la vente en gros des instruments de chirurgie, de chimie, de physique et de photographie;

2. Préparer et exploiter en gros de toutes les variétés des plantes médicinales, des produits chimiques, pharmaceutiques, médicinaux, ainsi que les médecines brevetées;

3. Fabriquer, importer ou exporter et exploiter en gros et en détail des articles de pharmacie, de parfumerie, de toilette et de photographie;

4. Exploiter des laboratoires de chimie et des dispensaires;

5. Donner des soins médicaux à l'aide de médecins payés par la compagnie à des membres souscripteurs à cette fin, sans dérogation aux privilèges reconnus par la Loi des médecins;

6. Donner des actions acquittées de la compagnie, en paiement de tous les biens meubles et immeubles acquis, et pour tous les services que la compagnie jugera nécessaires et utiles et qu'elle aura requis; employer ses fonds en tout ou en partie pour l'acquisition d'actions d'autres compagnies, ou pour l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne ou société exploitant un négoce connexe;

7. Faire avec toute corporation, société ou personne des conventions pour l'acquisition de services nécessaires à la compagnie et payer ces services en deniers comptants ou par des actions acquittées de la compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions acquittées, sous le nom de "Laboratoire Pasteur, Limitée", avec un capital total de deux mille cinq cents dollars (\$2,500.00), divisé en cinq cents (500) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

2785-o Sous-secrétaire de la Province.

To accomplish the other things connected with or incidental to the attainment of the objects of the company;

The powers contained in each of the foregoing paragraphs shall in nowise be restricted by the terms of other paragraphs, under the name of "Jos. Dufresne, Limitée (1936)".

The capital stock of the company is divided into 4,000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company shall commence its operations is twenty thousand dollars.

The shares shall be issued and allotted at the price to be fixed by the directors.

The head office of the Company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2784 Assistant Provincial Secretary.

"Laboratoire Pasteur, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1936, incorporating: Adalbert Charbonnier, druggist, Dame Emilia Bédard Charbonnier, wife separate as to property by marriage contract of the said Adalbert Charbonnier and by the latter duly authorized for the purposes hereof, Miss Yvette Kirouac, spinster of the age of majority, nurse, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, import or export and sell wholesale surgical, chemical, physical and photographic instruments;

2. To prepare and carry on the wholesale business of all varieties of medicinal plants, chemical, pharmaceutical, medicinal products as well as patent medicines;

3. To manufacture, import or export and carry on the wholesale and retail business of pharmaceutical goods, perfumery, toilet articles and photographic supplies;

4. To operate laboratories for chemistry and dispensaries;

5. To give medical care with the assistance of physicians paid by the company to subscribers to this object, without derogation to the privileges recognized by the Medical Act;

6. To give paid up shares of the company; in payment for any movable and immovable properties acquired, and for any services which the company may deem necessary and useful and which it may require; to use its funds in whole or in part for the acquisition of shares of other companies, or for the acquisition of the assets and goodwill of any person or partnership carrying on a similar business;

7. To enter into agreements with any corporation, partnership or person for the acquisition of the services necessary to the company and to pay for the said services in cash or with paid up shares of the company or partly in cash and partly with paid up shares of the company, under the name of "Laboratoire Pasteur, Limitée", with a total capital stock of two thousand five hundred dollars (\$2,500.00), divided into five hundred (500) shares of five dollars (\$5.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2786 Assistant Provincial Secretary.

"Martin Casa Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1936, constituant en corporation: Gordon Murphy Webster et Jean Loranger, avocats, et John Donald Geddes, commis, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Établir et faire les opérations d'un club et/ou association dans la province de Québec;
2. Obtenir et exploiter des permis pour la vente du vin et/ou bière, d'après les termes et dispositions de la Loi des Liqueurs Alcooliques de Québec, et/ou tous amendements qui pourront être faits à cette loi;
3. Obtenir un permis de la Commission des Liqueurs de Québec pour l'installation d'armoires et la garde de liqueurs alcooliques appartenant à ses membres, et/ou tous autres permis de telle Commission pour la vente, l'usage, la consommation et/ou distribution de liqueurs alcooliques, qui pourront être émis en vertu des lois de la province de Québec;
4. Acheter et autrement acquérir, vendre et disposer autrement, louer et autrement faire le commerce et le négoce de terrains, bâtisses et/ou tous droits dans et sur eux, propriétés réelles et personnelles, meubles, ameublements et effets de toutes sortes et descriptions;
5. Promouvoir, encourager, entretenir et développer des allées de quilles, salles de billard, piscines, combats de lutte et de boxe et/ou autres sports et amusements parmi et pour les membres du club;
6. Pourvoir à diverses et différentes classes de membres dans le club avec ou sans la nécessité pour un membre de posséder des titres ou actions dans l'organisation du dit club; stipuler qu'un membre ne soit pas nécessairement un actionnaire de la corporation ou vice versa, et faire, adopter, modifier, varier, changer, corriger et amender les règlements de la corporation en ce qui concerne les membres et/ou aux qualités requises pour être membre en aucun temps de façon à pourvoir et/ou créer différentes classes de membres, avec ou sans la nécessité de posséder des actions ou titres dans le dit club;
7. Aménager les locaux et propriétés du club comme un club et pourvoir une maison de club et autres accommodations, et généralement offrir aux membres, leurs amis et leurs hôtes tous les privilèges, concessions et accommodations ordinaires d'un club;
8. Maintenir, opérer, conduire et gérer des restaurants, salles à dîner, buffets et salles de rafraichissements pour le bénéfice du club, ses membres et/ou leurs hôtes;
9. Conclure tout arrangement avec les autorités municipales ou autres, ou avec d'autres personnes, qui semblera avantageux aux objets du club et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges et concessions que le club jugera convenable ou désirable d'obtenir dans leurs intérêts, et exécuter, exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;
10. Promouvoir, organiser, conduire et gérer un club social, récréatif et d'amusements, et promouvoir le bien-être de ses membres, avec pouvoir de faire et d'adopter des règlements, règles et réglementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, et pour leur gouvernement et pour l'établissement de différentes classes de membres, et pour la perception d'honoraires et cotisations, pour l'élection et la

"Martin Casa Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1936, incorporating: Gordon Murphy Webster and Jean Loranger, advocates, and John Donald Geddes, clerk, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To establish and operate a club and/or association in the Province of Quebec;
2. To obtain and operate licenses for the sale of wine and/or beer under the terms and provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act, and/or any amendments that may be made to such law;
3. To obtain a permit from the Quebec Liquor Commission for the installation of cupboards and the keeping of alcoholic beverages belonging to its members, and/or any other permits from such Commission for the sale, use, consumption and/or distribution of alcoholic beverages that may be granted in accordance with the laws of the Province of Quebec;
4. To purchase and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, lease or otherwise deal in and with lands, buildings and/or any rights in and to the same, real and personal property, moveables, furniture and effects of all kinds and descriptions;
5. To promote, encourage, maintain and develop bowling alleys, billiard halls, swimming pools, wrestling and boxing matches and/or other sports and amusements among and for the members of the club;
6. To provide for various and different classes of membership in the club with or without the necessity of any member holding stock or shares in the organization of the said Club; to provide that a member need not be a shareholder of the corporation or vice versa, and to make, pass, modify, vary, change, alter and amend the by-laws of the corporation as to membership and/or requirements of the same at any time so as to provide for and/or create the various classes of membership, with or without the necessity of owning shares or stock in the said Club;
7. To equip the club premises and properties as a club and to provide a club house and other conveniences, and generally afford to members, their friends and guests all the usual privileges, concessions and accommodations of a club;
8. To maintain, operate, conduct and manage restaurants, dining rooms, grill rooms and refreshment rooms for the benefit of the club, its members and/or their guests;
9. To enter into any arrangement with the municipal or other authorities, or other persons, that may seem conducive to the objects of the club, and to obtain from such authority any rights, privileges and concessions which the club may think advisable or desirable in their interests to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;
10. To promote, organize, conduct and manage a social, recreation and amusement Club, and to promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government and for the establishing of different classes of membership, and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its di-

nomination de ses directeurs et autres officiers, et définir leurs fonctions, et pour la sauvegarde et la protection de ses propriétés et de ses fonds, et en général, régler, gérer et protéger ses propriétés et intérêts, et de temps à autre modifier, révoquer, abroger ou changer tels règlements, règles et réglementations ou aucun d'eux;

11. Fixer par règlement et / ou résolution du club les contributions annuelles et autres impositions générales et spéciales, et fixer et déterminer les conditions d'entrée ou demande faite au club;

12. Avoir, posséder et autrement acquérir, ou détenir des actions dans tout autre club ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette corporation;

13. Assumer comme une entreprise en exploitation tout autre club ou compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette corporation et payer pour telle acquisition en actions du capital, privilèges de membres ou autrement;

14. Exercer toute autre industrie de nature semblable ou similaire qui semblera à la corporation susceptible d'être exercée en rapport avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la corporation;

15. Emprunter de l'argent des membres et / ou de toute autre personne aux termes et / ou considération qui pourront être déterminés de temps à autre;

16. Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17. Vendre ou disposer de l'entreprise du club, ou toute partie d'icelle, pour telle considération que le club jugera à propos;

18. Émettre et répartir des actions entièrement libérées du club en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, achetées ou autrement acquises par le club;

19. Prendre les moyens de faire connaître le club, comme il sera jugé convenable, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

20. Distribuer, en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la totalité ou de toute partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie des biens et responsabilités de cette compagnie;

21. Payer à même les fonds de la compagnie toute ou aucune des dépenses de ou incidentes à la formation et l'organisation d'icelle, ou que la compagnie jugera devoir être préliminaires;

22. Placer et disposer des deniers de la corporation qui ne sont pas immédiatement requis, de telle manière qui sera déterminée de temps à autre;

23. Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers

rectors and other officers, and to define their duties, and for the safe-keeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests, and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations or any of them;

11. To fix by by-law and / or resolution of the club the annual contributions and other general and special assessments, and to fix and determine the conditions of entrance or appliance to the club;

12. To have, own and otherwise acquire, or hold shares in any other club or corporation having objects altogether or in part similar to those of this corporation;

13. To take over as a going concern any other club or company, having objects similar to those of this corporation and to pay for the same in shares of stock, memberships or otherwise;

14. To carry on any other business of the same or similar nature which may seem to the corporation capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the corporation's property or rights;

15. To borrow money from members and / or any other person on such terms and / or consideration as may from time to time be arranged;

16. To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or other transferable instruments;

17. To sell or dispse of the undertaking of the club or any part thereof, for such consideration as the club may think fit;

18. To issue and allot fully paid up shares of the club in payment or part payment of any real or personal property, purchased or otherwise acquired by the club;

19. To adopt such means of making known the club as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibitions of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

20. To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as a consideration of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

21. To pay out of the funds of the company all or any of the expense of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

22. To invest and deal with the moneys of the corporation not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

23. And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such transaction or con-

ou employés, telle transaction ou contrat ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu, toutefois, que dans tout tel cas, le fait de tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction.

Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt déclaré contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

24. Faire toutes les choses précitées comme principaux, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

25. Faire toutes autres choses incidentes ou propres à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Martin Casa Club, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le deuxième jour de mai 1936.

2787

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

tract shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction.

No director or directors having such disclosed adverse interest shall be liable to the company or to any stockholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

24. To do all the above things as principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

25. To do all other things incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Martin Casa Club, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of May, 1936.

2788-o

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Place d'Armes Restaurant, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'avril 1936, constituant en corporation: George Miller Hyde et Henry Weir Davis, avocats, et James Burnett Taylor, gérant de bureau, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce de restaurant, café, taverne et de tenanciers de salles de rafraîchissement, épiciers licenciés, marchands de vins, bière et tabac, importateurs et fabricants d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, pourvoyeurs, victuailleurs, et généralement exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de tenanciers de restaurant et de taverne, conformément aux dispositions de la Loi des liqueurs de Québec, et tout commerce qui pourra être exercé ou qui est un accessoire de ce dit commerce, demander, acquérir, aliéner, louer, posséder, exploiter, administrer et exploiter des permis pour la vente au détail du vin, de la bière, et tels autres permis que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de son commerce;

(b) Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(c) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des propriétés et engagements ou biens de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente

"Place d'Armes Restaurant, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1936, incorporating: George Miller Hyde and Henry Weir Davis, advocates, and James Burnett Taylor, office manager, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on the business of restaurant, café, tavern and refreshment booth keepers, licensed victuallers, wine, beer and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers and generally to carry on in all its branches the business of restaurant and tavern keepers in conformity with the provisions of the Quebec Liquor Act, and any business which may be carried on or is accessory to the same, and to apply for, acquire, alienate, lease, possess, operate, manage and conduct licenses for the retailing of wine and beer, and such other licenses as the company may deem necessary or advisable for the purposes of its business;

(b) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(c) To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to

compagnie, et émettre des actions acquittées, ou obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat d'iceux;

(d) Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie, ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(e) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les gager, charger, les vendre ou autrement en disposer;

(f) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(g) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce;

(h) Prêter des fonds aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires, ou à toute compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

(i) Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(j) Prendre les moyens de faire connaître les affaires et les services de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

(k) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(l) Emettre et répartir comme entièrement ou partiellement acquittées les actions de la compagnie, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchises, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, titres, obligations et débetures ou autres biens ou droits qui peuvent être légalement acquis, en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, ou de tous services rendus ou à être rendus à la compagnie;

(m) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues

issue paid up shares, or bonds, or both, for the payment of the purchase price thereof;

(d) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(e) To subscribe for, take up, or otherwise acquired and hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(f) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(g) To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

(h) To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

(i) To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(j) To adopt such means of making known the business and services of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(k) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(l) To issue and allot as fully paid or partly paid up shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, or of any services rendered or to be rendered to the company;

(m) To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as a consideration of

comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(n) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à la formation et à l'organisation d'icelle, ou que la compagnie pourra considérer comme préliminaires;

(o) Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(p) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(q) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(r) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets de la compagnie;

Et qu'il soit ordonné et déclaré que:

1. Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs, énoncé par résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

2. Le nombre de ses actionnaires ou de ses membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, n'excèdera pas cinquante;

3. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions ou débetures de la compagnie, sous le nom de "Place d'Armes Restaurant, Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2789 Sous-secrétaire de la Province.

the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(n) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(o) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(p) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(q) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue;

(r) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

And that it be ordained and declared that:

1. The shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

2. The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company, shall not exceed fifty;

3. Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Place d'Armes Restaurant, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one thousand (\$1,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2790-0 Assistant Provincial Secretary.

"Power & Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril, 1936, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, Herbert William Jackson, comptable, Clifford George Meek, teneur de livres, Alfred John Martin et Joseph Thomas Harrington, secrétaires, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mi-

"Power & Mines, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of April, 1936, incorporating: Francis George Bush, Manager, Herbert William Jackson, Accountant, Clifford George Meek, Bookkeeper, Alfred John Martin and Joseph Thomas Harrington, Secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines,

nes, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou du droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 et 112 de la Loi des Mines de Québec, (Chap. 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréer et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures, ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandise ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette Loi, et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Power & Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Le montant du capital total de la compagnie sera de trois cent trois mille trois cent cinquante-trois dollars (\$303,353.00), divisé en trois cent trois mille trois cent cinquante-trois (303,353) actions d'un dollar (\$1.00) chacune, à être fixé à la somme de trois cent trois mille trois cent cinquante-trois dollars (\$303,353.00) monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2791

Sous-secrétaire de la Province.

mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit, upon its own properties or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Power & Mines, Limited" (No Personal Liability).

The amount of the capital stock of the Company is to be three hundred and three thousand three hundred and fifty three dollars (\$303,353), divided into three hundred and three thousand, three hundred and fifty three (303,353) shares of one dollar (\$1) each, to be fixed at the sum of three hundred and three thousand, three hundred and fifty three dollars (\$303,353) current money of Canada.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the County of Hochelaga.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April 1936.

ALEX. DESMEULES,

2792-0

Assistant Provincial Secretary.

"Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners, Ltd". "Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Frederick Samuel Rugg, avocat et Conseil en Loi du Roi, Bartley Nelson Holtham, et Harry Edward Grundy, avocats, tous de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce ci-devant exercé en so-

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighteenth day of April, 1936, incorporating: Frederick Samuel Rugg, Advocate and King's Counsel, Bartley Nelson Holtham, and Harry Edward Grundy, Advocates, all of the City of Sherbrooke, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern and carry on the business heretofore carried on

ciété avec Annie Lothrop, née Sangster, et Nelson Sangster Lothrop, en la cité de Sherbrooke, Province de Québec, sous la raison sociale de "Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners" et assumer les obligations de la dite société et payer les biens et entreprise ainsi acquis totalement ou partiellement en argent ou titres, obligations ou autres valeurs entièrement acquittés et non-sujets à appel de cette compagnie;

Teindre, nettoyer, embellir, renouveler et réparer toutes sortes de drap, tissus, articles, matériels et articles de maison, et exercer un commerce général qui consiste à teindre, nettoyer, presser, réparer et tailler; laver, repasser, calandrer et presser toutes sortes de matériels à vêtements, fournitures de maison, et autres articles et exercer un commerce de buanderie en général; emmagasiner toutes sortes de biens meubles moyennant rémunération et en garantir le retour ou le paiement de la valeur;

Exercer les opérations d'une buanderie à vapeur et en général, et laver, nettoyer, purifier, lessiver, blanchir, tordre, teindre, repasser, colorer, sécher, désinfecter, renouveler et préparer pour l'usage tous articles de vêtements, linge de maison, d'usage domestique et autres marchandises en toile, coton et laine, draps et tissus de toutes sortes, et acheter, vendre, louer, fabriquer, réparer, arrenter, modifier, améliorer, traiter et négocier tous appareils, machines, matériaux et articles de toutes sortes qui sont susceptibles d'être utilisés pour telles fins seulement;

Faire le commerce qui consiste à teindre, planchir, éponger, finir, mélanger des soieries, filés, toiles, lainages, cotonnades, tissus et autres textiles;

Exercer toutes ou aucune des opérations de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes, drapiers, chapeliers, modistes, pelletiers, gantiers, négociants en textiles de toutes sortes, merciers, manufacturiers d'articles imperméables et manufacturiers et négociants de tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers et agents à commission pour toutes sortes d'articles, objets, effets, marchandises et matériaux nécessaires aux fins de la compagnie et acheter et vendre tous ou aucun des objets susdits, soit en gros ou en détail ou les deux à la fois;

Exercer aucun commerce que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Se consolider ou se fusionner, s'associer ou conclure des arrangements pour le partage des profits, union des intérêts, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute autre personne ou compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, bail ou autrement les biens, franchises, entreprises et commerce de

in partnership by Annie Lothrop, née Sangster, and Nelson Sangster Lothrop at the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec, under the firm name of Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners and to assume the obligations of the said partnership and to pay for the assets and undertakings so acquired wholly or partly in cash or stocks, bonds or other securities of this company fully paid up and non-assessable;

To dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of cloth, fabrics, household goods, materials and articles, and carry on a general dyeing, cleaning, pressing, repairing and tailoring business; to wash, iron, mangle and press all kinds of wearing material, household furnishings and other articles and carry on a general laundry business; to store all kinds of moveable property for remuneration and guarantee the return thereof or payment of the value;

To carry on the business of a steam and general laundry, and to wash, clean, purify, scour, bleach, wring, dye, iron, colour, dry, disinfect, renovate and prepare for use all articles of wearing apparel, household, domestic and other linen, cotton and woollen goods, clothing and fabrics of all kinds, and to buy, sell, hire, manufacture, repair, let on hire, alter, improve, treat and deal in all apparatus, machines, materials and articles of all kinds which are capable of being used for only such purposes;

To engage in the business of dyeing, bleaching, sponging, finishing, compounding silks, yarns, linens, woollens, cottons, fabrics and other textiles;

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, drapers, hatters, milliners, furriers, glovers, dealers in textiles of all kinds, haberdashers, manufacturers of waterproof goods and manufacturers and dealers in any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents and commission agents of all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials necessary for the purposes of the company and to buy and sell all or any of the above whether wholesale or retail or both;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect, of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To consolidate or amalgamate, enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other person or company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchise, undertaking and business of any

toute telle personne ou compagnie et en assumer les obligations, et les payer en tout ou en partie en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie; prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle des affaires ou opérations de toute telle compagnie ou entreprise;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissances, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute autre personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporations ou par toutes telles personnes ou personne;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute espèce ou nature, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou objets de la compagnie encourues ou à être encourues en rapport avec les fins et objets de la compagnie;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée par les directeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement négocier, faire le commerce de terrains et édifices et droits en ic eux et ce d'aucune nature ou description;

Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, de manière à garantir le paiement des prêts ou paiement ou réalisation de toutes autres dettes, contrat ou obligations de la compagnie, et émettre des obligations en paiement d'ic eux et en garantie pour ic eux;

Faire tous ou aucun des objets de la compagnie comme mandant., agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres; et le bu-

such person or company and to assume the obligations thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company; to take part in the management, supervision or control of the business or operation of any such company or undertaking;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts of any such persons;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To remunerate any other person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To take, acquire and hold securities of any matter or kind, real or personal, for debts, liabilities or objects to the company incurred to or be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the directors of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in, with lands and buildings and rights therein and that of any kind of description;

To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, in order to secure payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company, and to issue bonds in payment thereof and as security therefor;

To carry out any or all of the objects of the company as principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and

reau-chef de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, Province de Québec;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune partie des dépenses incidentes à la formation ou à l'organisation de la compagnie;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2793 Sous-secrétaire de la Province.

"Société de Livres Educationnels, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Jean Renaud, commis, LaSalle Renaud, voyageur de commerce, tous deux de Montréal, et Martin Jean, comptable, de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce de libraires, publicistes, éditeurs de livres, revues, magazines, journaux et autres publications;

2. Etablir et maintenir des bibliothèques, salles de lecture et écriture, faire affaires comme papeteriers, imprimeurs, graveurs, relieurs, photographes, manufacturiers de papier;

3. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

4. Promouvoir, organiser, développer ou administrer ou aider à la promotion, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation susceptible d'être convenablement exercés en même temps que l'industrie de la compagnie, et prélever ou contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, primes, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs, toute telle compagnie ou corporation et offrir pour souscription publique toutes actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs de toute telle compagnie ou corporation, commerce ou entreprise et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

5. Faire toutes les autres choses incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

6. Acquérir par achat, location ou autrement, ou se charger de la totalité ou de toute partie du commerce, des franchises, biens, droits et obligations de toute personne, firme ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie, et payer pour toutes telles acquisitions en deniers ou, avec l'approbation des actionnaires, en actions, obligations ou débetures de la compagnie, ou les deux ensemble;

7. Rémunérer soit en deniers ou, avec l'approbation des actionnaires, en actions, obligations ou débetures de la compagnie, ou les deux ensemble, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus à la compa-

ny head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec;

To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses or incidental to the formation and organization thereof;

To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2794-o Assistant Provincial Secretary.

"Société de Livres Educationnels, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1936, incorporating: Jean Renaud, clerk, LaSalle Renaud, commercial traveller, both of Montreal, and Martin Jean, accountant, of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on business as stationers, publishers, editors of books, reviews, magazines, newspapers and other publications;

2. To establish and maintain libraries, reading and writing rooms, to carry on business as stationers, printers, engravers, binders, photographers, paper manufacturers;

3. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property, rights or products;

4. To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking capable of being conveniently carried on in connection with the business of the Company, and to raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, any such company or corporation and to offer for public subscription, any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any such company or corporations, business or undertaking and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

5. To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing purposes;

6. To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company and to pay for any such acquisitions in cash, or with the approval of the shareholders, in shares, bonds or debentures of the company, or both together;

7. To remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in stocks, bonds or debentures of the company, or both together any person, firm or corporation for services rendered, or to be rendered to the company in connection

gnie en rapport avec sa constitution, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite d'aucune des entreprises de la compagnie, ou dans ou au sujet du paiement ou de la satisfaction des dettes ou obligations dues par la compagnie;

8. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts ou tous autres risques communs semblables, avec toute personne, firme ou compagnie que la compagnie croira convenable, sous le nom de "Société de Livres Educationnels, Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions sans valeur au pair ou nominale et en deux cents actions privilégiées de cinquante dollars chacune, portant intérêt au taux de huit pour cent par an, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de six mille dollars.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de cinq dollars, ou une considération équivalente.

Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à un dividende cumulatif de 8% par année avant qu'aucun dividende ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires.

Seules les actions ordinaires auront droit de vote.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2795-o Sous-secrétaire de la Province.

with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of any of the company's business or in or toward payment or satisfaction of debts or liabilities owed by the company;

8. To enter into agreement for the sharing of profits, union of interests or any other similar joint adventure, with any person, firm or company, which the company may deem expedient, under the name of "Société de Livres Educationnels, Inc."

The capital stock of the company shall be divided into one thousand shares without par or nominal value and two hundred preferred shares of fifty dollars each, bearing interest at the rate of eight per cent per annum and the amount with which the company shall begin its operations is six thousand dollars.

Shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at a price of five dollars or for similar consideration.

The holders of preferred shares shall be entitled to an 8% per annum cumulative dividend before any dividend may be paid to the holders of common shares.

The common shares only shall be entitled to vote.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2796 Assistant Provincial Secretary.

"Société Lufrolac de Paris, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Joseph-Lucien Fortin, pharmacien, Léon Bourbonnière, gérant, et Hervé De Charette, agent, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer un commerce général d'annonces et de Publicité dans toutes ses spécialités, et comme mandants et agents, y compris la préparation et l'arrangement d'annonces et matières d'annonces, et acquérir et exploiter des franchises ou privilèges pour fins d'annonces, ou pour l'achat ou la vente de droits, franchises ou privilèges d'annonces, et négocier tous autres articles ou choses d'un caractère semblable ou analogue à ceux précités ou l'un quelconque d'iceux, ou se rapportant à iceux et, généralement entreprendre et transiger toutes sortes d'opérations d'agences qu'un individu peut légalement entreprendre et transiger, pour ou se rapportant à aucun des objets et fins susdits;

2. Exercer l'industrie d'imprimeur, lithographe, peintre, décorateur, dessinateur et poseur d'affiches en rapport avec ces commerces d'annonces susmentionnés;

3. Passer des contrats, acheter, obtenir, contrôler et vendre ou autrement aliéner pour fins d'annonces des espaces et parties de journaux, magazines, revues périodiques et autres publications, et passer des contrats et faire insérer ou publier des annonces dans les journaux, magazines, revues périodiques et autres publications;

4. Conduire le commerce général d'annonces à l'extérieur, et comme mandants et agents, et manufacturer, construire, acheter ou autrement acquérir, vendre, prendre à bail, louer, utiliser, distribuer et autrement disposer de dispositions et nouveautés d'annonces de toutes sortes;

"Société Lufrolac de Paris, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fifth day of April 1936, incorporating: Joseph Lucien Fortin, pharmacist, Léon Bourbonnière, manager, and Hervé De Charette, agent, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on a general advertising and publicity business in all its branches, both as principal and agent, including the preparation and arrangement of advertisements and advertising matter, and to acquire and operate franchises or privileges for advertising purposes, or for the buying or selling of advertising rights, franchises or privileges, and to deal in all other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith, and, in general, to undertake and transact all kinds of agency business which an individual may legally undertake and transact, for or connected with any of the above objects and purposes;

2. To carry on the business of printers, lithographers, painters, decorators, designers and bill-posters in connection with its aforementioned advertising business;

3. To contract for, purchase, secure, control, and sell or otherwise dispose of, for advertising purposes, space in and portions of newspapers, magazines, periodicals and other publications, and to contract for and cause the insertion or publication of advertisements in newspapers, magazines, periodicals and other publications;

4. To conduct a general outdoor advertising business, both as principal and agent, and to manufacture, construct, purchase or otherwise acquire, sell, hire, lease, use, distribute and otherwise dispose of advertising devices and novelties of all kinds;

5. Eriger, construire, acheter, louer ou autrement acquérir, passer des contrats, obtenir contrôle et vendre ou autrement aliéner des clôtures, panneaux-réclames, enseignes, panneaux, le long des chemins de fer à la campagne, édifices et autres constructions, procédés et lieux convenant pour les fins d'annonces;

6. Employer et diriger au nom de la compagnie les services de personnes convenablement qualifiées en rapport avec l'aspect industriel, financier et de génie des dessins, enquêtes, recherches, expertises, évaluations et rapports;

7. Distribuer tous biens de la compagnie entre ses actionnaires au moyen de dividendes légalement déclarés à même les surplus de la compagnie; ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des Cies de Québec;

8. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

9. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce, des biens ou entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie jugera convenable;

10. Exercer tout autre commerce ou exploiter toute autre activité que les directeurs trouveront incidents ou avantageux à la réalisation des objets précités, ou de nature à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

11. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de mandants, agents, procureurs, entrepreneurs, commissionnaires, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs, étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la Province de Québec;

12. Emettre des actions acquittées, actions-débetures, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts, qui peuvent être acquis par la compagnie;

13. Payer tous les services rendus ou toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie de la manière qui sera jugée convenable et particulièrement les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

14. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Société Lufrolac de Paris, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et en 150 actions privilégiées de \$100.00 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$6,500.00 ou son équivalent.

Les dites actions privilégiées donneront droit

5. To erect, construct, purchase, lease or otherwise acquire, contract for, secure, control and sell or otherwise dispose of fences, billboards, signboards, railroad field boards, buildings and other structures, contrivances, and places suitable for advertising purposes;

6. To employ and direct the services on the Company's behalf of suitably qualified persons in connection with the performance of or consultation regarding the industrial, financial, and engineering aspect of designing, investigations, research, appraisals, estimates, and reports;

7. To distribute any assets of the company amongst its shareholders by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act;

8. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

9. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit;

10. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the Directors to be incidental or conducive to the attainment of the above objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

11. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company; and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

12. To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests, which may be acquired by the company;

13. To pay for any services rendered to the company or any properties or rights acquired by the company in the manner which may be deemed expedient and particularly to pay for the same in whole or in part by the issue of shares or other securities of the company;

14. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any other securities of the company, in or about the formation or promotion of the company, or in the conduct of its business, under the name of "Société Lufrolac de Paris, Limitée".

The capital stock of the company is divided into 1000 shares without nominal or par value, and into 150 preferred shares of \$100.00 each and the amount with which the company will commence its operations is \$6,500.00 or its equivalent.

The said preferred shares shall entitle their

à leurs détenteurs à un dividende de 6% par an, cumulatif, avant qu'aucun dividende ne soit payé aux détenteurs d'actions ordinaires et ne confèrent pas le droit de vote.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de cinq dollars chacune, ou autre considération équivalente.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2797-0 Sous-secrétaire de la Province.

holders to a cumulative dividend of 6% per annum, before any dividend be paid to the holders of common shares and shall not confer a voting right.

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price of five dollars each, or other equivalent consideration.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April 1936.

ALEX. DESMEULES,
2798 Assistant Provincial Secretary.

"Sylvia's Beauty Salon, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Harry Cohen, avocat, Harry Worsoff, commis, Margaret McMartin et Eileen Gibbons, toutes deux filles majeures, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, coupe des cheveux, ondulations permanentes aux cheveux; et traitements du cuir chevelu, de la figure, des cheveux, des ongles et de la peau; et en général exercer l'industrie de la coiffure, culture de la beauté, culture physique, teinture des cheveux et shampooing et le commerce d'un salon de beauté généralement et de toutes choses s'y rapportant;

Exercer le négoce et le commerce de marchand et manufacturiers de parfums, teintures pour cheveux, lotions pour cheveux et crèmes de toutes sortes et tout autre produit utilisé ou vendu dans les établissements de coiffure et de culture de beauté, et toutes sortes d'accessoires de toilette, et acheter, vendre, faire le commerce et la fabrication, en gros ou au détail, de tous ou d'aucun des produits sus mentionnés;

Mettre en opération et entretenir des bains à la vapeur et bains turcs et autres bains;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec son industrie ou de nature à accroître, directement ou indirectement, la valeur de, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Acquérir et assumer comme entreprise en exploitation le commerce et la clientèle et tous ou aucun des biens et responsabilités de la firme de "Sylvia's Beauty Salon, Reg'd.", faisant affaires en la cité de Montréal, et payer pour telle acquisition par l'émission d'actions libérées du capitalisations de la compagnie ou autrement;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité de les utiliser, ou tout secret ou autre information concernant toute invention susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis à cet égard, ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou information ainsi acquis;

Acheter prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, tout immeuble et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier tout terrain, édi-

"Sylvia's Beauty Salon, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1936, incorporating: Harry Cohen, advocate, Harry Worsoff, clerk, Margaret McMartin and Eileen Gibbons, both spinsters, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hair-dressers, hair-cutting, giving permanent waves to hair; and scalp, facial head, hair, nail and skin treatments, and in general to carry on the business of hair-dressing, beauty culture, physical culture, hair dyeing and shampooing and the business of a beauty parlour generally and all things incidental thereto;

To carry on the trade and business of dealers in and manufacturers of perfumes, hair-dyes, hair lotions and creams of all kinds and every other product used or sold in hair-dressing and beauty culture establishments, and all kinds of toilet requisites, and to buy, sell, deal in and manufacture, wholesale or retail, all or any of the above mentioned products;

To operate and maintain steam and Turkish baths and such like;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and take over as a going concern the business and goodwill and all or any of the assets and liabilities of the firm of "Sylvia's Beauty Salon, Reg'd.", carrying on business at the City of Montreal, and to pay for the same by the issue of paid up shares in the capital stock of the company or otherwise;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire and hold, any real estate and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land,

gages, servitudes, machineries, installations et fonds de commerce ou outillages;

Prêter de l'argent à toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Etablir des succursales;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

Acquérir les biens et la clientèle de toute personne ou firme exerçant toute industrie quelconque, payer le prix de tels achats en deniers ou avec des actions libérées, ou partie en deniers et partie avec des actions libérées de la compagnie;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissaires ou autres titres de créance, et les garantir par des hypothèques ou sur la garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

Souscrire, détenir et payer pour des actions et débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou toutes compagnies incorporées;

Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement avec toute autre personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction susceptibles d'être conduits de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie et prélever ou aider au prélèvement de deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, promesse, endossement, garantie ou obligations, débetures ou autres valeurs, ou autrement, et garantir la réalisation des contrats par toute telle personne, firme ou compagnie, ou toute autre personne ou personnes avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle personne, firme ou compagnie, et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Émettre des actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel, obligations, débetures, actions-débetures et autres valeurs, en paiement en tout ou en partie de toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières et immobilières, ou autres droits, locations, commerce, franchises, entreprise, pouvoirs, privilèges, brevets ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce similaire ou connexe au commerce de cette compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de cette compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, échanger, gager, louer, nantir, charger, mettre en valeur, disposer et faire le commerce de propriétés, réelles et personnelles et droits et intérêts de toutes sortes, mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, et sans modifier la généralité de ce qui précède, plus particulièrement avec des baux, options, contrats, obligations, participations commerciales et entreprises de toute description;

buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade and equipment;

To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company, and to guarantee performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To establish branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To acquire the assets and goodwill of any persons or firm carrying on any business whatsoever, to pay the price of such purchases in cash or paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness, and to secure the same by mortgages or by guarantee of the immovables belonging to the company;

To subscribe for, hold and pay for shares and debentures or other securities in any incorporated company or companies;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or bonds, debentures or other securities, or otherwise, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company, or any other person or persons with whom this company may have business relations, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-sell without or with guarantee or otherwise deal with the same;

To issue fully paid and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable and immovable, or other rights, leases, business, franchises, undertaking power, privilege, license, or concession which this company may lawfully acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To purchase or otherwise acquire and to sell, exchange, pledge, lease, mortgage, charge, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal and rights and interests of all kinds, moveable and immovable, corporeal and incorporeal, and without altering the generality of the foregoing, more particularly with leases, options, contracts, obligations, business concerns and undertakings of every description;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou nécessaires à la réalisation d'aucun ou de tous les objets précités;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que:

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie, sous le nom de "Sylvia's Beauty Salon, Inc.", avec un capital total de six mille dollars (\$6,000.00), divisé en soixante (60) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, valeur au pair.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2799

Sous-secrétaire de la Province.

"Verdun Tennis Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Alfred Dubeau, officier de Police, et John Adams, comptable de Verdun, district de Montréal, et Théo. Mathieu, bijoutier (gérant), Montréal, dans les buts suivants:

a) Promouvoir des concours dans toutes les branches de sport et de tournois pour l'amusement du public;

b) Organiser, promouvoir des clubs de tennis de la province de Québec, organiser des concours pour la promotion de ces clubs et organiser et promouvoir tous autres événements dans le but de promouvoir l'intérêt des membres et du public en général dans le tennis;

c) Organiser et promouvoir des parties de boxe ou de lutte dans la province ou tous autres amusements pour le public en général, en se conformant aux règlements établis, à l'occasion desquelles parties pourront être décidés les championnats, soit chez les amateurs ou les professionnels, boxeurs et lutteurs;

d) Organiser, réglementer et faire des courses de toutes sortes, chevaux ou autres dans toute la province;

e) Établir, acquérir, posséder, louer, et exploiter des parcs pour la récréation et l'amusement du public et établir et maintenir des restaurants et comptoirs de rafraîchissements dans tels parcs; construire, acquérir, louer et exploiter des bateaux et chaloupes à la vapeur et à l'électricité ou à toute autre force motrice et toutes sortes de dispositifs destinés à récréer et amuser et tous autres brevets, droits brevetés et droits d'auteur s'y rapportant; donner des représentations théâtrales, du vaudeville et toutes sortes d'amusements semblables tels que danses et jeux et charger un droit d'entrée au dit parc et pour la jouissance d'aucun des dits dispositifs; promouvoir des sports en plein air et promouvoir des amusements, des exercices hygiéniques et des relations sociales pour le public;

f) Exploiter pour le bénéfice de la compagnie des clubs aquatiques, baseball, tennis, skis, hockey et tous autres jeux, sports et amusements que la compagnie croira utiles et nécessaires;

g) Louer, posséder, acquérir tous immeubles ou aucune partie d'iceux, y tenir des salles à manger, restaurants, tavernes, pensions et à

To do all such other things as are incidental or necessary to the attainment of any or all of the above objects;

And it is hereby ordained and declared that:

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the company, under the name of "Sylvia's Beauty Salon, Inc.", with a total capital stock of six thousand dollars (\$6,000.00), divided into sixty (60) shares of one hundred dollars (\$100.00) par value.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2800-o

Assistant Provincial Secretary.

"Verdun Tennis Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of April, 1936, incorporating: Alfred Dubeau, police officer, and John Adams, accountant, of Verdun, district of Montreal, and Theo. Mathieu, jeweller, (manager) of Montreal, for the following purposes:

a) To promote competitions in all sorts of sports and tournaments for the amusement of the public;

b) To organize and promote tennis clubs in the Province of Quebec, to organize competitions for the promotion of said clubs and to organize and promote any other events for the purpose of promoting the interest of the members and of the public in general, towards tennis;

c) To organize and promote boxing and wrestling matches in the Province or any other amusements for the public in general, in conformity with the established regulations at which championship matches may be decided, either as amateur or professional boxers and wrestlers;

d) To organize, regulate and hold races of all kinds, horse or other races throughout the Province;

e) To establish, acquire, possess, lease and operate parks for the recreation and amusement of the public, and to establish and maintain restaurants and refreshment booths attached to such parks; to construct, acquire, lease and operate boats and crafts propelled by steam, electricity or other motive power and any kinds of appliances destined for recreation and amusement and any other patents, patent rights and copyrights covering and concerning same; to give theatrical representations, vaudeville, and any kind of like amusements such as dances and games; to charge an entrance fee to the said parks and for the enjoyment of any of the said appliances; to promote outdoor sports, and to provide recreation, healthful exercise and social intercourse for the public;

f) To operate for the profit of the company aquatic, baseball, tennis, ski, hockey, clubs and any other games, sports and amusements which the company may think useful or necessary;

g) To lease, possess, acquire any immovables or any part thereof, to open therein dining-rooms, restaurants, taverns, boarding-houses, and, to

cette fin, la corporation est autorisée à acheter, vendre et faire le commerce de vins et bières, conformément à la loi des liqueurs alcooliques 1921, et ses amendements, tabac, aliments, eaux gazeuses minérales ou artificielles et passer des contrats avec des victualliers et restaurateurs, pour fournir aux membres du club des aliments et boissons et le logement;

h) Organiser, promouvoir et conduire des concours, des tournois et exhibitions de toutes sortes pour l'encouragement d'exercices athlétiques et tours d'adresse;

i) S'unir ou se joindre à toute autre personne, firme ou corporation exerçant tout commerce semblable ou connexe;

j) Rémunérer soit en argent, soit en stock totalement payé ou en débetures de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie relativement à sa promotion ou à des affaires de la compagnie ou pour toutes propriétés ou pour tous droits acquis par la compagnie;

k) Tout particulièrement acheter, assumer ou autrement acquérir les droits, l'actif et le passif de Alfred Dubeau, John Adams, Théo. Mathieu, Rév. A.-W. Horton, J.-A. Parson, F. Reid, R.-J. Gandey, A.-M. Mitchell, Mlle Madeleine-F. Rogers, fille majeure et usant de ses droits, Norman Parry;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction.

l) Et tout particulièrement acheter, assumer ou autrement acquérir l'actif et le passif et tous les droits de Verdun Tennis Enregistré et Riverview Tennis Club et passer des règlements à cet effet, tous droits et contrats maintenant détenus par les personnes plus haut mentionnées, sujets aux obligations les affectant et payer pour l'acquit de ces droits, inventions et autres, en actions acquittées de la dite compagnie non sujettes à appel, les directeurs provisoires auront plein pouvoir à cet effet;

m) Nul actionnaire ne pourra, sans le consentement des directeurs, vendre, aliéner ou transporter la totalité ou toute partie des actions qu'il détient dans la compagnie à une personne autre qu'un actionnaire à moins que les actions en tout ou en partie aient été d'abord offertes aux directeurs qui auront une option d'acheter, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis par écrit de la part de l'actionnaire vendeur, la totalité ou toute partie des dites actions offertes en vente au même prix que l'actionnaire vendeur est prêt à accepter de toute autre personne de qui il a reçu une offre par écrit faite de bonne foi, de laquelle offre les directeurs ont droit de prendre connaissance;

n) Faire toutes les choses ci-dessus mention-

that end, the corporation is authorized to purchase, sell and deal in wine and beer, in accordance to the Alcoholic Liquor Act, 1921, and amendments thereto, tobacco, eatables, aerated, mineral or artificial water or to contract with purveyors and restaurateurs for the supplying to the members of this club, food, drink or lodging;

h) To organize, promote and conduct competitions, tournaments and exhibitions of all kinds for the promotion of athletic exercises and games of skill;

i) To unite or amalgamate with any other person, firm or corporation carrying on a similar or incidental business;

j) To remunerate, either in cash or with fully paid up shares or debentures of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its promotion or the business of the company or for any property or rights acquired by the company;

k) More particularly, to purchase, take over or otherwise acquire the rights, assets and liabilities of Alfred Dubeau, John Adams, Theo. Mathieu, Rev. A. W. Horton, J. A. Parson, F. Reid, R. J. Gandey, A. M. Mitchell, Miss Madeleine F. Rogers, spinsters of age and in use of her rights, Norman Parry;

And it is ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm or which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

l) And more particularly, to purchase, take over or otherwise acquire the assets and liabilities and all the rights of Verdun Tennis Registered and Riverview Tennis Club and to enact by-laws to that effect, all the rights and contracts now held by the persons hereinabove mentioned, subject to any obligations affecting the same, and to pay for the acquisition of said rights, inventions and otherwise, in paid-up, non-assessable shares of the said company, the provisory Directors having full powers to that effect;

m) No shareholder shall, without the consent of the directors, sell, alienate or transfer the whole or any part of the shares which he holds in the company, to any person other than a shareholder, unless the said shares in whole or in part be first offered to the directors who shall have the option of purchasing them within the thirty (30) days after the reception of a written notice from the shareholder wishing to sell the same, the whole or part of the said shares offered for sale at the same price which the shareholder selling same is ready to accept from any other person from whom he has received a written offer made in good faith, the directors having a right to take cognizance of the said offer;

n) To do all of the hereinabove things, as prin-

nées en qualité de principal, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

o) Fixer la contribution annuelle que les actionnaires auront à payer pour l'usage du club ou des clubs, du terrain ou des terrains que le Verdun Tennis Club Inc., auront à mettre à la disposition des membres et de voter tous règlements nécessaires pour forcer les membres et les actionnaires à payer les dites contributions ou imposer toutes sanctions jugées nécessaires par le bureau de direction;

p) De donner ou afficher dans les locaux du dit Club toutes les nouvelles se rapportant aux événements sportifs, tels que leurs promotions, résultats de parties de boxe, lutte, tennis, courses, hockey, base-ball et tous autres événements quelconques;

q) Faire toutes les autres choses se rattachant ou de nature à atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "Verdun Tennis Club, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ville de Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2801-o

Sous-secrétaire de la Province.

principals, agents, contractors or otherwise and either alone or jointly with others;

o) To fix the annual contribution which the shareholders shall pay for the use of the club or clubs, of the ground or grounds which the Verdun Tennis Club, Inc., may place at the disposal of the members and to enact any by-laws required to compel the members or shareholders to pay the said contributions or to impose any penalties deemed necessary by the Board of Directors;

p) To give or post up in the premises of the said club any news respecting sporting events, such as the promotion thereof, results of boxing, wrestling, tennis matches, races, hockey, baseball matches and any other events whatsoever;

q) To do all things connected with or incidental to the attainment of the hereinabove objects, under the name of "Verdun Tennis Club, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the Town of Verdun, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2802

Assistant Provincial Secretary.

"Hogue & Lajeunesse, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1936, constituant en corporation: Ivanhoe Hogue, vendeur et publiciste, de la cité d'Outremont, Léo-Paul Lajeunesse, comptable, Roger Ouimet et A. de Gaspé Taché, deux avocats, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, ou autrement acquérir, fabriquer, manufacturer, vendre ou disposer, céder, louer, transporter, prendre à bail ou en consignation de quelque manière, faire le commerce en gros et en détail comme agent, importateur et exportateur, et le négoce des objets mentionnés dans l'énumération qui va suivre, ou s'y rapportant;

a) Des machines, appareils, ou instruments sonores ou destinés à reproduire ou enregistrer le son, ainsi que leurs accessoires-disques, films ou autres;

b) Des pianos, phonographes, appareils de télégraphie et de téléphonie sans fils, postes émetteurs et récepteurs de radio, appareils de radiophonie, et de télévision et leurs dérivés et accessoires;

c) Musique en feuille, en rouleau, instruments de musique de tout genre et aussi leurs accessoires et leurs dérivés;

d) Meubles meublants, ameublements de toute sorte et de toutes descriptions; appliques électriques ou autres;

e) Brûleurs à l'huile, à l'électricité, au gaz, ou autres, ainsi que tous moteurs s'y rattachant comme accessoires ou autrement;

f) Appareils de réfrigération interne ou externe, glacières, réfrigérateurs, machines à congélation électrique, chimique, mécanique, galvanique ou autres, machines à laver ou autres;

g) Caméras, réflecteurs, appareils, instruments de photographie, d'optique, de cinématographie et tous leurs accessoires;

h) Poêles, chaufferettes, grille-pains, et généralement tous appareils fonctionnant par l'électricité, le gaz ou autrement;

"Hogue & Lajeunesse, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1936, incorporating: Ivanhoe Hogue, salesman and publicist, of the city of Outremont, Léo-Paul Lajeunesse, accountant, Roger Ouimet, and A. de Gaspé Taché, both advocates, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase or otherwise acquire, make, manufacture, sell or dispose of, convey, lease, transfer, take on lease or in consignment, in any manner, carry on business wholesale and retail, as agent, importer and exporter, and deal in the objects mentioned in the following enumeration or connected therewith;

a) Machines, apparatus or instruments, whether sound recording or intended to produce or register sound, and also the accessories thereof, records disks, films or others;

b) Pianos, phonographs, wireless telegraph and telephone apparatus, radio broadcasting and receiving stations, radiophone and television apparatus and the derivatives and accessories thereof;

c) Sheet music, roll music, musical instruments of every kind and also the accessories and derivatives thereof;

d) House furniture of every kind and of every description; electric fixtures or others;

e) Oil, electric, gas or other burners, as well as any motors connected therewith as accessories or otherwise;

f) Apparatus for inside and outside refrigeration, ice-boxes, refrigerators, freezing machines, whether electric, chemical, mechanical, galvanic or otherwise, washing-machines or others;

g) Cameras, reflectors, apparatus, photographic, optical, cinematographic instruments and all the accessories thereof;

h) Stoves, heaters, toasters and generally any apparatus driven by electricity, gas or otherwise;

2. Acquérir, assumer la totalité ou toute partie de l'actif, de l'achalandage, du commerce, de la propriété et du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant quelque commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens appropriés aux fins de la compagnie, et les payer en argent, en actions, obligations, débetures ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie ou autrement;
3. Acquérir tous brevets, droits de brevets, licences, concession, copyrights, marques de commerce conférant quelque droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de tous biens secrets ou publics ou informations ou inventions qui peuvent être utilisés pour l'un quelconque des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut directement ou indirectement bénéficier à la compagnie et se servir, développer et transporter lesdits droits, licences ou autres, ou en disposer de quelque manière que ce soit pour le bénéfice de la compagnie;
4. Faire société ou conclure toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou tout genre d'affaires susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle corporation, et les vendre ou détenir, les revendre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;
5. Organiser une ou plusieurs compagnies afin d'acquérir ou d'assumer la totalité ou toute partie de la propriété, de l'actif et du passif de la compagnie ou pour tout autre objet qui paraîtra propre à profiter à la compagnie, directement ou indirectement;
6. Conclure avec tout gouvernement, toute autorité municipale, locale ou autre, tout ce qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie ou à quelqu'un d'entre eux et obtenir de ces gouvernements ou autorités, tous droits, privilèges et concession que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer ces arrangements, droits et privilèges et concessions et s'y conformer;
7. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie et exerçant un commerce ou une industrie qui puisse bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;
8. Etablir et maintenir ou aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies et commodités de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou les individus à charge ou parents de ces personnes, et accorder des pensions et allocations, et effectuer des paiements d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;
9. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner tous biens réels ou personnels, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires, convenables ou appropriés aux fins de son commerce et de son industrie, et particulièrement toutes propriétés immobilières ou mobilières telles que des terrains, bâtiments, servitudes, machines, outillage et matériel d'exploitation, fonds de commerce;
2. To acquire, take over the whole or any part of the assets, good-will, business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay therefor in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the present company or otherwise;
3. To acquire any patents, patent rights, licenses, concessions, copyrights, trade-marks, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use secret or public assets or information or invention capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may benefit the company directly or indirectly, and to use, develop and transfer the said rights, licenses or otherwise, and to dispose of same in any manner whatsoever for the benefit of the company;
4. To enter into partnership or any agreement for the sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on any business or any kind of transaction capable of being carried on so as to benefit the corporation directly or indirectly; also to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to subscribe for or otherwise acquire the shares and securities of any such corporation and to sell or hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;
5. To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property, assets and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;
6. To enter into any arrangements with any governments or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such governments or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;
7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and carrying on any business or industry capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;
8. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful object;
9. To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire and hold, sell or otherwise alienate any real or personal property and any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its business and industry, and in particular any immoveable or moveable property such as lands, buildings, servitudes, machinery, equipment, plant and stock-in-trade;

10. Construire, améliorer, maintenir, gérer ou contrôler tous chemins, voies, voies d'évitement, sur les propriétés de la compagnie ou celles dont elle a le contrôle et pour les seules fins de son commerce et de son industrie, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines, magasins et autres avantages qui sont propres, directement ou indirectement, à promouvoir l'intérêt de la compagnie et contribuer par tous autres moyens d'assistance à la construction, à l'amélioration et au maintien des choses ci-dessus;

11. Prêter des fonds à toute autre compagnie, ou une société, firme ou personne en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec qui la compagnie se propose d'entrer en relations d'affaires, ou à une autre compagnie dont la compagnie détient un certain nombre d'actions;

12. Tirer, faire, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre, et payer des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

13. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie pour quelque considération que la compagnie jugera profitable et en particulier des actions, débetures ou autres garanties ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

14. Demander, obtenir, acquérir par subvention, disposition législative, cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et utiliser tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou une corporation ou un autre corps public peut avoir la faculté d'accorder et de payer, aider et de contribuer à les mettre en vigueur, et d'affecter les actions, débetures ou autres titres et actif de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays ou endroit étranger, et y désigner les personnes, en conformité des lois de ce pays étranger, pour représenter la compagnie et recevoir la signification de toute assignation ou poursuite pour la compagnie et en son nom;

16. Prélever et contribuer à prélever des fonds pour toute autre compagnie avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ou dont des actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie, et l'aider au moyen de gratification, prêt, promesses, endossement, garantie ou autrement, et garantir l'exécution des contrats ou obligations de cette compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et en particulier de débetures ou autres titres, hypothèques et engagements de toute semblable compagnie;

17. Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par voie de publicité dans les journaux, à la radio, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art, ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques et par l'octroi de prix; récompenses et dons;

18. Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner ou faire valoir la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie ou en disposer autrement;

19. Acquitter, à même les fonds de la compagnie, la totalité ou partie des frais de sa formation et de son organisation, ou qui s'y rattachent, ou que la compagnie peut considérer comme frais préliminaires;

10. To construct, improve, maintain, manage, or control any roads, ways, sidings, on the properties held or controlled by the company and for the sole purposes of its business and industry, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, factories, warehouses, work-shops, stores, and other conveniences which may seem calculated directly or indirectly, to promote the interests of the company, and to contribute by any other means of assistance to the construction, improvement, maintenance of the foregoing;

11. To lend money to any other company or to any partnership, firm or person having business dealings with the company, or with whom the company intends to engage in business dealings, or any other company in which the company holds a certain number of shares;

12. To draw, make, subscribe, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other guarantees or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by subsidy, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To raise and assist in raising money for any other company with which the company may have business dealings or the shares, debentures and other bonds of which are held by the company, and to assist the same by means of grant, bonus, promise, endorsement, guarantee or otherwise, and to guarantee the performance of contracts or obligations of such company, and of any person with whom the company may have business dealings, and in particular to guarantee the payment of the capital and interest on debentures or other securities, hypothecs and liabilities of any such company;

17. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press by radio, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

18. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

19. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

20. Etablir des agences et des succursales;
21. Placer et négocier les deniers de la compagnie non requis immédiatement, de la manière qui peut être déterminée au besoin;

22. Demander, favoriser, et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative qui peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie et opposer toutes procédures ou demande qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement aux intérêts de la compagnie;

23. Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou pour tout solde impayé du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque espèce que ce soit, qu'elle a vendus, ou tous deniers dus à la compagnie par des acheteurs et autres; et vendre ou autrement aliéner lesdits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

24. a) Réaliser la totalité ou une partie des objets de la compagnie et faire tout ou partie des choses susdites à titre de commettant, d'agent, d'entrepreneur ou autrement, et, soit seule, soit conjointement avec d'autres;

25. b) Accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets et l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

26. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20);

27. Aucun actionnaire ne pourra transporter ses actions ou fractions d'action à qui que ce soit, sans le consentement par écrit des directeurs;

28. De même aucune action, sauf les actions des requérants, ne pourra être émise par la compagnie sans un consentement semblable de la part des mêmes personnes, sous le nom de "Hogue & Lajeunesse, Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
2803-o Sous-secrétaire de la Province.

20. To establish agencies and branches;
21. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may be determined as and when occasion arise;

22. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or legislative enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

23. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell, or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

24. a) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

25. b) To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

26. The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20);

27. No shareholder may transfer his shares or any fraction of share to any person whatsoever without the written consent of the Directors;

28. Likewise, no share, save the shares of the petitioners, may be issued by the company without a similar consent on the part of the same persons, under the name of "Hogue & Lajeunesse, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2804 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Fortier Auto Service, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour d'avril 1936, changeant le nom de la compagnie "Simard Service Station Limited", en celui de "Fortier Auto Service Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2805-o Sous-secrétaire de la Province.

"Pacona, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour d'avril 1936, à la compagnie

Supplementary Letters Patent

"Fortier Auto Service, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1936, changing the name of the company "Simard Service Station Limited", to that of "Fortier Auto Service Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2806 Assistant Provincial Secretary.

"Pacona, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1936, to the Company

"Pacona Ltd", ratifiant les Règlements Nos B-2 et B-3 comme suit, à savoir:

Règlement No B-2

Qu'il soit et il est par les présentes décrété par les directeurs de la compagnie "Pacona Ltd", comme un règlement de la compagnie, ce qui suit:

Le capital-actions de la compagnie est par les présentes augmenté de mille (1,000) actions sans valeur nominale ou au pair à un million deux cent mille (1,200,000) actions sans valeur nominale ou au pair.

Règlement No B-3

Qu'il soit et il est par les présentes décrété par les directeurs de la compagnie "Pacona Ltd", par règlement de la compagnie, ce qui suit:

Attendu que par le règlement No B-2 le capital-actions autorisé de la compagnie est augmenté de mille (1,000) actions sans valeur nominale ou au pair à un million deux cent mille (1,200,000) actions sans valeur nominale ou au pair;

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations à compter de la date de confirmation par lettres patentes supplémentaires des dits règlements Nos B-2 et B-3, sera de six millions de dollars (\$6,000,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2807

Sous-secrétaire de la Province.

"R. & G. Dress, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour d'avril 1936 changeant le nom de la compagnie "Roth Dress Company", en celui de "R.-G. Dress Incorporated".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2809-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Read-Authier Mine, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de mai 1936 à la compagnie: "Read-Authier Mine, Ltd", ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que sujet à confirmation par Lettres Patentes Supplémentaires, un million (1,000,000) d'actions du capital-actions de la Compagnie détenues par General Trust of Canada soient et elles sont par les présentes, annulées, le capital-autorisé de la compagnie est, en conséquence, réduit à deux millions (2,000,000) d'actions d'une valeur au pair de un dollar chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

2811

Sous-secrétaire de la Province.

"Société de Placements Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41, paragraphe B, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des

"Pacona Ltd", ratifying By-laws Nos B-2 and B-3 as follows, to wit:

By-law No. B-2

Be it and it is hereby enacted by the Directors of "Pacona, Ltd", as a By-law of the Company, as follows:

The capital stock of the Company is hereby increased from one thousand (1,000) shares without nominal or par value to one million two hundred (1,200,000) shares without nominal or par value.

By-law No. B-3

Be it and it is hereby enacted by the Directors of "Pacona, Ltd", as a By-law of the Company, as follows:

Whereas by By-law No. B-2 of the Company the authorized capital stock of the Company is increased from one thousand (1,000) shares without nominal or par value to one million two hundred thousand (1,200,000) shares without nominal or par value;

The amount of the capital with which the Company will carry on its business as and from the date of confirmation by supplementary letters patent of said By-laws Nos B-2 and B-3 is six million dollars (\$6,000,000).

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty-fourth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2808-o

Assistant Provincial Secretary

"R. & G. Dress, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1936, changing the name of the company "Roth Dress Company", to that of "R. & G. Dress Incorporated".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2810

Assistant Provincial Secretary.

"Read-Authier Mine, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1936, to the company: "Read-Authier Mine, Ltd", ratifying a by-law of the Company, as follows, to wit:

That subject to confirmation by Supplementary Letters Patent, one Million (1,000,000) shares of the Company's capital stock held by General Trust of Canada be and the same are hereby cancelled, the authorized capital stock of the Company being in consequence reduced to two million (2,000,000) shares of the par value of one dollar each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2812-o

Assistant Provincial Secretary.

"Société de Placements Inc".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41 paragraph B, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de mai 1936, à la compagnie: "Société de Placements Inc.", ratifiant un règlement de la compagnie modifiant son capital, comme suit, à savoir:

Le capital-actions de la compagnie consiste en cinq cents (500) actions de la Classe "A" avec droit de vote, et mille cinq cents (1,500) actions de la Classe "B" sans droit de vote, toutes sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie exercera ses opérations est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Les porteurs d'actions de la Classe "B" sans droit de vote, comme tels, n'auront pas droit à recevoir un avis d'assemblée, d'assister ou de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, que cette assemblée soit générale ou spéciale.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mai 1936.

2813 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"Epiciers Unis Incorporée—United Grocers Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier mai 1936, à la compagnie: "Epiciers Unis Incorporée—United Grocers Incorporated", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

Que le capital de la compagnie soit augmenté par la création de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune comportant les mêmes privilèges attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes en date du 7 février 1930, de manière que le capital de la compagnie se compose à l'avenir de 550 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et de 2,800 actions ordinaires sans valeur au pair et que le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations soit fixé à \$19,500.00.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mai 1936.

2815-0 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1936, to the Company "Société de Placements Inc.", ratifying a by-law of the Company, modifying its capital, as follows, to wit:

The capital stock of the Company shall consist of five hundred (500) Class "A" voting shares and one thousand five hundred (1,500) Class "B" non-voting shares, all without nominal or par value and the amount with which the Company will carry on its business is ten thousand dollars (\$100,00).

The holders of Class "B" non-voting shares, as such, shall not be entitled to receive notice of, attend or vote at any meeting of the shareholders of the company, whether general or special.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1936.

2814-0 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Epiciers Unis, Incorporée—United, Grocers Incorporated"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1936, to the company: "Epiciers Unis Incorporée—United Grocers Incorporated", ratifying a by-law, increasing its capital stock, as follows, to wit:

That the capital stock of the company be increased by the creation of 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each bearing the same privileges as those attached to the preferred shares created by letters patent dated February 7th., 1930, so that the capital stock of the company shall in the future be composed of 550 preferred shares of the par value of \$100.00 each and of 2,800 common shares without par value and that the amount with which the company shall continue its operations shall be fixed at \$19,500.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1936.

2816 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "National Liberty Insurance Company" a obtenu le permis et a été enregistrée chez le Trésorier de la Province comme compagnie d'assurance, pour transiger dans cette province des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce huitième jour de mai 1936.

L'assistant-Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,
Pour le trésorier de la Province. 2821-20-2-0

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Saint-Léon-le-Grand-de-Dumontier, dans le com-

Insurances

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the National Liberty Insurance Company has been licensed and registered with the Treasurer of the Province as an insurance company to transact the business of inland and ocean marine insurance.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this eighth day of May, 1936.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province. 2822-20-2-0

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Saint Léon le Grand de Dumontier" in the

té de Maskinongé, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, les animaux de ferme ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S.R.Q., 1925), ce septième jour de mai 1936.

Le Surintendant des Assurances,
B.-A. DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2819-20-2-o

county of Maskinongé, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind any building erected upon taxable land within the said municipality, farm live stock as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q. 1925), this seventh day of May 1936.

B. A. DUGAL,
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2820-20-2-o

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Dame Alice Amyot, épouse de Albert Paquet, médecin, Dame Gabrielle Amyot, épouse de Henri Bray, financier, tous quatre de la cité de Québec, district de Québec, et Heratio-Euclide-Joseph Amyot, industriel, de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, aux fins de faire autoriser les exécuteurs testamentaires et fiduciaires de feu l'Honorable Georges-Elie Amyot, à placer les deniers dépendant de la Succession de ce dernier, soit en conformité avec les dispositions de la clause dix-huit du testament de celui-ci, soit en conformité des dispositions de l'article 981-o Code Civil, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 23 avril 1936.

Les procureurs des pétitionnaires,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.
2551-18-4-o

Avis est par les présentes donné que Dame Mercédès Laurence, épouse séparée de biens par jugement de Léonard Lafrance, et autres, présenteront à la session actuelle du Parlement de la Province de Québec, un projet de loi à l'effet d'être autorisés à contracter un emprunt hypothécaire sur les biens à eux laissés par Dame Céline Laurin, leur mère, en fiducie en vertu du testament de cette dernière.

Le procureur pour les requérants,
2831-20-4-o LUDGER LABROSSE,
Notaire.

Avis public est par les présentes donné par les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Ville Montréal-Est, dans le comté de Laval, qu'ils s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un projet de loi pour rectifier certaines erreurs qui se sont glissées dans l'acte d'incorporation de la dite Municipalité Scolaire relativement aux lots connus et désignés sous les numéros dix-neuf, quarante-sept, quarante-huit et quarante-neuf (19, 47, 48 et 49) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, approuvant l'entente intervenue entre les dits Commissaires et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Saint-Jules, dans le comté de Laval, telle que contenue dans une résolution des dits Commissaires d'Écoles de la Municipalité de

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Dame Alice Amyot, wife of Albert Paquet, physician, Dame Gabrielle Amyot, wife of Henri Bray, financier, all four of the city of Quebec, district of Quebec, and Heratio Euclide Joseph Amyot, manufacturer, of the city of Montreal, district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the purpose of authorizing the testamentary executors and trustees of the late Honourable Georges Elie Amyot, to invest the monies belonging to the Estate, in accordance with the provisions of clause eighteen of the last will and testament of the said late Georges Elie Amyot, or in accordance with the provisions of section 981-o Civil Code, and for all other purposes.

Montreal, April 23rd., 1936.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the Petitioners.
2552-18-4-o

Notice is hereby given that Dame Mercédès Laurence, wife separate as to property of Léonard Lafrance, *et al.*, will introduce to the present sitting of the Parliament of Quebec, a Bill to the effect of being authorized to affect by a mortgage the properties left to them in trust by Dame Céline Laurin, their mother.

LUDGER LABROSSE,
Notary,
2832-20-4-o Attorney for the petitioners.

Public notice is hereby given by the School Commissioners for the Municipality of Town of Montreal-East, in the county of Laval, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the enactment of a law rectifying certain errors committed in the incorporation act of the said School Municipality with respect to lots known and designated under numbers nineteen, forty seven, forty eight and forty nine (19, 47, 48 and 49) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, approving the agreement entered into between the said Commissioners and the School Commissioners for the Municipality of Saint-Jules, in the county of Laval, as contained in a resolution by the said School Commissioners for the Municipality of Saint-Jules, in the County of

Saint-Jules, dans le comté de Laval, en date du 28 avril 1936, et d'une résolution des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, en date du 4 mai 1936, déclarant les dites résolutions légales, valides et obligatoires, et donnant aux Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, les pouvoirs nécessaires pour donner aux dites résolutions plein et entier effet, et en particulier, les autorisant à emprunter une somme de \$7,500, à un taux d'intérêt n'excédant pas 5% l'an, remboursable dans une période n'excédant pas dix ans.

Montréal, ce 9 mai 1936.

Les procureurs des requérants,
VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU.

2833-20-4-o

Le "Sun Trust, Limitée", en sa qualité de séquestre de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company, sous la section XXII de la Loi des chemins de fer de Québec, donne avis public qu'il s'adressera à la législature de Québec, au cours de sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi confirmant de nouveau les droits et pouvoirs de la dite Compagnie, en vertu de sa charte et pour prolonger le délai de la construction de ses lignes de chemin de fer.

Québec, 11 mai 1936.

LE SUN TRUST, LIMITEE

Pétitionnaire.

Par J-ALPH. FUGERE,

2855-20-4-o

Gérant.

Laval, dated April 28th., 1936, and in a resolution by the School Commissioners for the Municipality of Town of Montreal-East, in the county of Laval, dated May 4th., 1936, declaring the said resolutions legal, valid and binding, and giving to the said School Commissioners for the Municipality of Town of Montreal-East, in the County of Laval, the necessary powers to give full effect to the said resolutions and, in particular, authorizing them to borrow a sum of \$7,500.00 at a rate of interest not exceeding five per centum per annum, and payable within a period not exceeding ten years.

Montreal, May 9th., 1936.

VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU,
Attorneys for the Petitioners.

2834-20-4-o

Public notice is hereby given that the "Sun Trust, Limited", sequestrator of the Quebec Saguenay & Chibougamau Railway Company, under section XXII of the Quebec Railway Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, for the passing of a law again ratifying the rights and powers of the said company, under its charter, and extending the delay for the construction of its railway lines.

Quebec, May 11th., 1936.

"THE SUN TRUST, LIMITED"

Petitioner.

Per J. ALPH. FUGERE,

2856-20-4-o

Manager.

Bureaux-chefs

Chief Offices

McKAY (QUEBEC) EXPLORATION, LIMITED

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de la compagnie "MacKay (Quebec) Exploration, Limited" a été déménagé de la Chambre 702, Edifice "Insurance Exchange", 276 rue Saint-Jacques-ouest, Montréal, P.Q., à la Chambre 401, Edifice "Canadian Pacific Express", 215 rue Saint-Jacques-ouest, Montréal, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

McKAY (QUEBEC) EXPLORATION, LIMITED,

2825

Par le secrétaire,
R. B. WIGHTMAN.

McKAY (QUEBEC) EXPLORATION, LIMITED

Notice is hereby given that the Head Office of McKay (Quebec) Exploration, Limited has been changed from Room 702, Insurance Exchange Building, 276 Saint James Street West, Montreal, P. Q., to Room 401, Canadian Pacific Express Building, 215 Saint James Street West, Montreal, P. Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 8th day of May 1936.

McKAY (QUEBEC) EXPLORATION, LIMITED,
R. B. WIGHTMAN,

2826-o

Secretary.

CONSOLIDATED CHIBOUGAMAU GOLDFIELDS, LIMITED

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de la compagnie "Consolidated Chibougamau Goldfields, Limited", a été déménagé de la Chambre 702, Edifice "Insurance Exchange", 276 rue Saint-Jacques-ouest, Montréal, P.Q., à la Chambre 401, Edifice "Canadian Pacific Express", 215 rue Saint-Jacques-ouest, Montréal, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, P.Q., ce Sième jour de mai 1936.

"CONSOLIDATED CHIBOUGAMAU GOLDFIELDS,
LIMITED"

2827

Par le secrétaire,
R. B. WIGHTMAN.

CONSOLIDATED CHIBOUGAMAU GOLDFIELDS, LIMITED

Notice is hereby given that the Head Office of Consolidated Chibougamau Goldfields, Limited, has been changed from Room 702, Insurance Exchange Building, 276 Saint James Street West, Montreal, P.Q., to Room 401, Canadian Pacific Express Building, 215 Saint James Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 8th day of May 1936.

CONSOLIDATED CHIBOUGAMAU GOLDFIELDS,
LIMITED.

2828-o

Per R. B. WIGHTMAN,
Secretary.

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est par ces présentes donné que demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par F. Walters & Company, Limited, le priant de lui accorder la permission d'abandonner sa charte, le et à partir de la date que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien indiquer.

Quebec, P. Q. 8 mai 1936.

LOUIS E. CURRAN,
Procureur du requérant.

266 rue Saint-Jacques-ouest,
Montréal, Qué.

2829-0

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor in Council by F. Walters & Company, Limited, praying that permission be granted to surrender its charter from and after the date which the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to determine.

Quebec, P. Q. May 8th, 1936.

LOUIS E. CURRAN,
Attorney for petitioner.

266 Saint James Street, West,
Montreal, Que.

2830-0

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jos. Bonhomme, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du Sième jour de juillet 1911.

Avis est de plus donné qu'à compter du 9ème jour de mai 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

2841-0

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jos. Bonhomme, Limitée", by letters patent dated the 8th day of July 1911.

Notice is also given that from and after the ninth day of May 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

2842

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Silver Plan, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16ième jour de mai 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

2843-0

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Silver Plan, Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th November 1933.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of May 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

2844

"LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE BEAUCE"

Avis est par le présent donné que la Compagnie ci-dessus a l'intention, conformément à un règlement adopté le 8 janvier 1936, à cet effet, de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, sous l'autorité de l'article 119, de la loi des Compagnies de Québec.

"LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE BEAUCE"

Par le secrétaire,
P.-E. GAGNON.

2905-0

"LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE BEAUCE"

Notice is hereby given that the above company has the intention, pursuant to a by-law adopted on January 8, 1936, to that effect, to apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter, under the provisions of Article 119, of the Quebec Companies' Act.

"LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE BEAUCE"

Per P. E. GAGNON,
Secretary.

2906

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies authorized to do business

La compagnie "The Cudahy Packing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en

The company "The Cudahy Packing Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue

Avis divers

Miscellaneous Notices

Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers
24-25 Georges V, 1934, S.D.C.

Farmers and Creditors Arrangement Act, 24-25
George V, 1934, D.C.S.

AVIS DE CESSIION

NOTICE OF ASSIGNMENT

Dans l'affaire de Arthur Robichaud, cultivateur, de Roxton Falls, cédant.

In the matter of Arthur Robichaud, farmer, of Roxton Falls, assignor.

Avis est par les présentes donné que Arthur Robichaud, cultivateur, de Roxton Falls, a fait une cession de biens le 5^{ème} jour de mai 1936, et que l'assemblée des créanciers sera tenue le 19^{ème} jour de mai 1936, à Waterloo (au bureau d'enregistrement) à deux heures de l'après-midi (heure avancée) aux fins de nommer des inspecteurs.

Notice is hereby given that Arthur Robichaud, farmer, of Roxton Falls, has made an assignment of his assets on the 5th day of May, 1936, and that the meeting of creditors will be held on the 19th day of May, 1936, at Waterloo (at the registry office) at two o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time) for the purpose of appointing inspectors.

Pour y voter, les preuves de créance et procurations doivent au préalable être produites entre mes mains.

To vote thereat, proofs of claims and proxies must be filed with us prior thereto.

Ceux qui ont des créances contre la faillite doivent les produire entre les mains du syndic soussigné avant que distribution soit faite, sans quoi le produit de l'actif sera distribué entre les ayants droit sans égard à telles créances.

These having claims against the estate must file the same with the undersigned trustee before distribution is made, otherwise the proceeds of the estate will be distributed among the parties entitled thereto, without regard to such claims.

Le séquestre officiel,
ALBÉRIC PINSONNEAULT,
Bedford, P. Q.

ALBERIC PINSONNEAULT,
Official Receiver,
Bedford, P. Q.

2817-o

2818

"TELEPHONE SECURITIES, LIMITED"

"TELEPHONE SECURITIES, LIMITED"

Règlement "C".

By-Law "C".

Qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit:

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. Que, sujet à l'approbation des actionnaires, le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq à sept et que la première phrase de la section 1 du Règlement III des règlements généraux de la compagnie soit et elle est par les présentes amendée de façon à se lire comme suit:

1. That, subject to approval of the shareholders the number of Directors of the Company be and is hereby increased from five to seven and that the first sentence of section 1 of By-law III of the Company's General By-laws be and is hereby amended so as to read as follows:

"Section 1.—Le nombre des directeurs est de sept".

"Section 1.—The number of Directors is seven".

2. Que les directeurs soient par les présentes autorisés à soumettre ce règlement pour approbation à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer le règlement, et, s'il est approuvé à ladite assemblée, produire une copie du règlement certifié sous le sceau de la compagnie, au bureau du Secrétaire Provincial et en faire faire la publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. That the Directors are hereby authorized to submit this By-law for approval to a Special General Meeting of the shareholders duly called for considering the By-law, and, if approved thereat, to file a copy of the By-law certified under the seal of the Company with the Provincial Secretary and cause it to be published in the *Quebec Official Gazette*.

Daté à Montréal, ce 27^{ème} jour d'avril 1936.

Dated at Montreal, this 27th day of April, 1936.

Le secrétaire,
2869 GEOFFREY PURDY.

GEOFFREY PURDY,
2870-o Secretary.

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, le 20 avril, 1936.

Quebec, April 20, 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Jean-Marie Gagnon, demeurant et pratiquant à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, de cette partie du greffe du notaire Paul Gagnon, en son vivant pratiquant à Saint-Octave-de-Métis, district de Rimouski, concernant les actes et minutes reçus par M. Paul Gagnon du 1^{er} septembre 1900 au 15 août 1932, savoir les minutes portant les numéros 1 à 10, 253 inclusivement.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Jean Marie Gagnon, residing and practising in Mont Joli, judicial district of Rimouski, whereby he asks for the transfer, in his favour, of that part of the notarial records of notary Paul Gagnon, in his lifetime practising in Saint Octave de Métis, district of Rimouski, respecting the deeds and minutes received by Mr. Paul Gagnon, from September 1, 1900 to August 15, 1932, namely the minutes bearing numbers 1 to 10, 253 inclusively.

ALEX. DESMEULES,
2345-17-5-o Sous-secrétaire de la Province.

ALEX. DESMEULES,
2346-17-5 Assistant Provincial Secretary.

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, (en faillite), No 95. In re: Mathias Beauchamp, cédant autorisé; et Georges Duclos, syndic requérant.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, (Bankruptcy Act), No. 95. In re: Mathias Beauchamp, assignor; and Georges Duclos, trustee petitioner.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Député Régistrare de la Loi de Faillite, District de Montréal, en date du 28^{ème} jour d'avril 1936, seront vendus par encan public, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Montréal, le JEUDI, QUATRIEME jour de JUIN 1936, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Deputy Registrar of the Bankruptcy Court, district of Montreal, rendered under date of April 28th., 1936, will be sold by public auction at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the FOURTH day of JUNE, 1936, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, the immovables hereinafter designated:

1. Un immeuble situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Delorimier, connu et désigné sous le numéro deux du lot numéro soixante-huit, deux du lot numéro soixante-neuf, deux du lot numéro soixante-dix, deux du lot numéro soixante et onze, tous de la subdivision du lot originaire cent cinquante-deux (152-71-2, 70-2, 69-2, 68-2) des plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte de la Visitation—avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 4356-58-60 et 62 de la dite rue Delorimier avec droit de passage en commun sur le lot numéro six du lot numéro soixante-et onze, du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-71-6) et soixante-quinze-A du lot originaire cent cinquante-deux (152-75-A) des dits plan et livre de renvoi officiels, avec droit de passage pour les deux propriétés ci-haut désignées, et vue sur les lots numéro six du lot numéro soixante et onze, du lot originaire cent cinquante-deux (152-71-6) des mêmes plan et livre de renvoi officiels, tel que réservé dans un acte de vente par Beauchamp à Séguin, devant le notaire G. Mayrand, le 16 août 1922, et enregistré sous le numéro 450978, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

1. One immovable situated in the city of Montreal, fronting on Delorimier Street, known and designated under number two of lot number sixty eight, two of lot number sixty nine, two of lot number seventy, two of lot number seventy one, all of the subdivision of original lot number one hundred and fifty two (152-71-2, 70-2, 69-2 and 68-2) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation—with all buildings thereon erected, bearing civic numbers 4356-58-60 and 62 of the said Delorimier Street, with right of way in common on lot number six of lot number seventy one, of the original lot number one hundred and fifty two (152-71-6) and seventy five-A of the original lot number one hundred and fifty two (152-75-A), on the said official plan and book of reference, with right of way for the two properties above designated, and with view on the lots number six of lot number seventy one, of the original lot number one hundred and fifty two (152-71-6), on the same official plan and book of reference, as reserved in a deed of sale by Beauchamp to Séguin, before notary G. Mayrand, on August 16th., 1922, and registered under number 450978, as the whole now stands, with all servitudes active or passive, apparent or otherwise attached to the said immovables.

2. Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro cinq cent soixante-dix-huit du lot primitif numéro deux cent huit (208-578) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation; cet immeuble mesure vingt-cinq pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisse y érigée, portant les numéros civiques 5967-5969 et 5971 de la rue Fullum, en la cité de Montréal.

2. One immovable known and designated as being the official subdivision number five hundred and seventy eight of the primitive lot number two hundred and eight (208-578), on the official plan and book of reference of the Village of La Côte de la Visitation; the said immovable measuring twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure, and more or less—with building thereon erected, bearing civic numbers 5967-5969 and 5971 of Fullum Street, in the city of Montreal.

Les dites ventes seront faites en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chapitre 11, et auront l'effet du décret.

The said sales will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs Nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 11, and will have the effect of a Sheriff's sale.

Pour le cahier des charges, conditions de vente, et toute autre information, s'adresser au sousigné.

For book of charges, conditions of sale, and any other information, apply to the undersigned.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

GEORGES DUCLOS,

Trustee.

10 Est Saint-Jacques,
Montréal.

2603—18-2-o

10 East Saint James St.,
Montreal.

2604—18-2-o

(Sous la Loi d'Arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934.)

(Under the Farmer's Creditors Arrangement Act, 1934.)

Dans l'affaire de Albert Hamel, cultivateur, Sainte-Gréguire, comté de Nicolet.

In the matter of Albert Hamel, farmer, of the parish of Sainte Gertrude, county of Nicolet, Que.

Avis est par le présent donné que, pour faire suite à une Ordonnance de la Cour Supérieure,

Notice is hereby given that, in accordance with a judgment of the Superior Court, rendered

rendue au palais de Justice, en la ville de Nicolet, le septième jour de mai courant (1936), MARDI, le SEIZIEME jour de JUIN prochain (1936), à DIX heures du matin, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Gertrude, dans le comté et district de Nicolet, seront vendus aux enchères publiques, et adjugés aux derniers et plus offrant enchérisseurs, les immeubles suivants:

1. Une terre située sur le côté nord-est du rang Saint-Antoine, en la paroisse Sainte-Gertrude, de deux arpents de largeur, plus ou moins, sur environ quarante-deux arpents de profondeur; connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse Sainte-Gertrude, sous le numéro soixante et cinq (65);

2. Une autre terre, côté nord-est du rang Saint-Antoine, paroisse Sainte-Gertrude, contenant un arpent de largeur par environ quarante arpents de profondeur; connue et désignée au cadastre officiel pour la dite paroisse Sainte-Gertrude, par le numéro soixante et six (66)—avec les bâtisses dessus construites.

Cette vente, faite suivant les dispositions du C.P.C. et en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement:—Argent comptant.

Le séquestre officiel et syndic,

ELISEE BEAULAC.

Bureau: Saint-Grégoire,

Comté de Nicolet.

2857—20—2—0

at the Court House, at Nicolet, the 7th. day of May instant (1936), on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE next, (1936), at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of the parish of Sainte Gertrude, in the county of Nicolet, shall be sold at public auction, to the highest bidder, the following immoveables:

1. A land situate on the Northeast side of Saint Antoine range, in the parish of Sainte Gertrude, containing two arpents wide, more or less, by forty two arpents in depth; designated on the official cadastre for the parish of Sainte Gertrude, as being lot number sixty five (65);

2. A land situate on the Northeast side of Saint Antoine range, in the parish of Sainte Gertrude, containing one arpent wide by about forty arpents in depth; designated on the official cadastre for the parish of Sainte Gertrude, as being lot number sixty six (66)—with the buildings thereon erected.

This sale, made pursuant to C. P. C., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, has the same effects as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

ELISEE BEAULAC,

Official Receiver and Trustee.

Office: Saint Gregoire,

County of Nicolet.

2858—20—2—0

Ventes par licitation

Sales by licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No E-154105. Dame Alida Blanchard, demanderesse; vs Oswald-Aimé Lacroix *et al.* défendeurs.

Avis public est donné que, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, prononcé le 6 mai 1936, dans une cause dans laquelle Dame Alida Blanchard, veuve de Arthur Rivest, en son vivant agent, des cité et district de Montréal et non remariée, est demanderesse, et Oswald-Aimé Lacroix, tant personnellement, pour autant que besoin sera, que comme tuteur à ses enfants mineurs Gérard et Jean-Paul Lacroix, Demoiselle Jeannine Lacroix, fille majeure, et Emerentien Lacroix, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée, savoir:

Un lot de terre situé sur le niveau de la rue Sainte-Catherine-Est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent trente-huit (No 638-5) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, le dit terrain contenant environ vingt-deux pieds six pouces de front par toute la profondeur comprise entre ladite rue Sainte-Catherine et la ruelle Dansereau—avec bâtisses dessus érigées, et portant les Nos civiques 1691 et 1693 de ladite rue Sainte-Catherine-Est et les Nos 1692 à 1696 de la ruelle Dansereau; le tout avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, et toutes les circonstances et dépendances;

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIEME jour de JUIN 1936, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, No 31 ou tout autre local où les parties seront référées, à DIX heures ET DEMIE

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. E-154105. Mrs. Alida Blanchard, plaintiff; vs Oswald Aimé Lacroix *et al.* defendants.

Public notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 6th. of May, 1936, in a case in which Mrs. Alida Blanchard, unremarried widow of Arthur Rivest, in his lifetime agent, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Oswald Aimé Lacroix, both personally as much as need may be, and in his quality of tutor to his minor children Gérard and Jean Paul Lacroix, and Miss Jeannine Lacroix, spinster, and Emerentien Lacroix, all of the city and district of Montreal, are defendants, the licitation of the hereafter-described property has been ordered, namely:

A lot of land on the level of Saint Catherine Street East, in the city of Montreal, known and designated as being number five of the official subdivision of the original lot number six hundred and thirty eight (638-5), in the official plan and book of reference of Saint Mary Ward, containing said lot about 22 feet 6 inches in front by the depth comprised between Saint Catherine Street and Dansereau Lane—with buildings thereon erected and bearing civic numbers 1691 and 1693 of said Saint Catherine Street East, and 1692 to 1696 Dansereau Lane; the whole with the servitudes on said lot, active and passive, apparent or unapparent, attached to said immoveable and all circumstances and appurtenances.

The above described immoveable property will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the EIGHTEENTH day of JUNE, 1936, by this Court, *Cour tenante*, in room No. 31, at the Court House of Montreal, or in any other room where the parties may be

du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Prothonotaire de ladite Cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Prothonotaire de ladite Cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Conformément au cahier des charges et conditions homologués par la Cour Supérieure de Montréal, le 8 mai 1936 et auxquelles la vente par licitation en cette cause doit se faire, il sera exigé de tout enchérisseur, quel qu'il soit, un dépôt de \$1,700.00 en argent ou par chèque accepté, pour réception de son enchère, et ce montant pourra être confisqué en paiement pour autant des frais et charges, la balance devant être attribuée aux parties suivant leurs droits, faute par l'adjudicataire de payer la balance de son prix de vente, sous réserve des autres recours de droit, en particulier pour revente à la folle enchère.

Montréal, 9 mai 1936.

Le procureur des demandeurs,
CHARLES-AUGUSTE BERTRAND,
2835-20-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-144113. Société d'Administration et de Fiducie, *es-qualité*, demanderesse; vs Oswald Soulière et autres, défendeurs et "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited," intervenante.

Avis est par le présent donné que les immeubles ou lots de Laprairie qui doivent être vendus par licitation en cette cause le 5 juin 1936, à 10.30 hr. du matin, au Palais de Justice en la cité de Montréal, sont connus et désignés comme suit:

Un morceau de terre situé à Laprairie, composé des lots Nos 183 à 198 inclusivement de la subdivision officielle du lot No 673 (673-183 à 198 incl.) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie—sans bâtisses, et que le paragraphe 6 des avis de vente par licitation publiés en cette affaire a été amendé en conséquence, en vertu d'un jugement rendu le 11 mai 1936 par la Cour Supérieure, siégeant à Montréal.

Montréal, 11 mai 1936.

Les procureurs de la demanderesse,
DUSSAULT, CADOTTE et LAFONTAINE,
2837-o

referred, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the Prothonotary's office of the said Court and all oppositions to annul, or *afin de charge*, or *afin de distraire* to said licitation, should be filed at said Prothonotary's office at least 12 days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition for payment in the 6 days following the adjudication, in default of which right to file same will be exhausted as according to law.

In conformity with the list of charges and conditions homologated by the Superior Court of Montreal, on the 8th. day of May, 1936, and under which the sale by licitation in this case will be made, a deposit of \$1,700.00 in cash or by accepted cheque will be required from any bidder, for acceptance of his bid, and this deposit is liable to be confiscated in payment for so much of the costs and charges, the balance being distributed to the parties in this case as according to their respective rights, on default by the purchaser of paying the balance of his price of sale, under reserve of all other legal recourses, specially the resale for false bidding.

Montréal, May 9th., 1936.

CHARLES AUGUSTE BERTRAND,
Attorney for plaintiff.
2836-20-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. A-144113, Société d'Administration et de Fiducie, *es-qualité*, plaintiff; vs Oswald Soulière and others, defendants; and the Canadian Credit Men's Trust Association, Limited, intervenant.

Notice is hereby given that the immovables or lots of land of Laprairie, which were to have been sold by licitation in this cause on the 5th. of June, 1936, at 10.30 o'clock in the forenoon, at the Court House, in the city of Montreal, are known and designated as follows:

A parcel of land situate at Laprairie, composed of lots Nos. 183 to 198 inclusively of the official subdivision of lot No. 673 (673-183 to 198 incl.), on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie—without buildings, and that paragraph 6 of the notice of sale by licitation published in this matter has been consequently amended, pursuant to a judgment rendered the 11th. of May, 1936, by the Superior Court, sitting at Montreal.

Montréal, May 11, 1936.

DUSSAULT, CADOTTE and LAFONTAINE,
Attorneys for plaintiff.
2838

Ministère du Travail

AVIS

Conformément à l'article V de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable M. Edgar Rochette, ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 428 du 8 février 1935, amendé par l'arrêté ministériel No 2597 du 11 septembre 1935—convention collective de travail relative à l'industrie de la cons-

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to Article V of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Game and Fisheries, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 428 of the 8th of February, 1935, amended by the Order in Council No. 2597 of the 11th of September, 1935—collective labour agreement relating to the building trades in the

truction de la région de Hull—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

1o L'alinéa suivant est ajouté au sous-paragraphe 3 du paragraphe i de l'article I:

"Le règlement d'apprentissage déterminé au paragraphe précédent ne s'appliquera pas dans les municipalités de la juridiction territoriale déterminée à l'article V, ayant une population de moins de cinq mille (5,000) âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, et où les contrats généraux de construction, salaires et matériaux compris, est de moins de \$5,000.00."

2o Le paragraphe b de l'article II est remplacé par le suivant:

"Notwithstanding les dispositions du paragraphe précédent et à l'exception de la cité de Hull et d'un rayon de dix milles de ses limites, il est convenu et stipulé que dans toutes les municipalités de la juridiction territoriale déterminée à l'article V, ayant une population de moins de cinq mille (5,000) âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, et où les contrats généraux de construction dont le coût total, salaires et matériaux compris, est de moins de \$5,000.00, l'échelle suivante des salaires dans les divers métiers ci-après mentionnés, prendra effet, à savoir:

Métiers	Salaires horaires
Briqueleur	\$0 70
Maçon	0 70
Plâtrier	0 60
Charpentier-menuisier	0 50
Manœuvre et aide (ouvrier non-qualifié)	0 30
Brasseur de célanite et de mortier	0 35
Couleur de blanc	0 35
Porteur d'oiseau	0 35
Drilleur	0 35
Mécanicien de machine fixe ou portable	0 50
Peintre	0 50

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministre du Travail,
de la Chasse et des Pêcheries.
Québec, le 16 mai 1936. 2883-o

Hull district—have requested the following modifications to the said Order in Council:

1o The following paragraph is added after subsection 3 of section i of article I:

"The apprenticeship rule determined in the preceding paragraph shall not apply in the municipalities situated within the territorial jurisdiction described in section V, the population whereof is less than 5,000 souls according to the last census of the Dominion of Canada, and of general building contracts of less than \$5,000.00, salaries and material including."

2o Section b of article II is replaced by the following:

"Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph and with the exception of the city of Hull and within a radius of 10 miles of its limits, it is stipulated and agreed that in all the municipalities of the said jurisdiction, determined in article V, having a population of less than five thousand (5,000) persons, according to the last census of the Dominion of Canada where the general building contracts whereof the total cost, salaries and material included, is less than \$5,000.00, the following rate of wages for the different trades hereinafter mentioned, shall be put in force, to wit:

Trades	Wages per hour
Bricklayer	\$0 70
Mason	0 70
Plasterer	0 60
Carpenter and joiner	0 50
Common labourer and helper	0 30
Mortar maker and celanite mixer	0 35
Plaster pourer	0 35
Hod carrier	0 35
Driller	0 35
Stationary enginemen and mechanic	0 50
Painter	0 50

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Game and Fisheries.
Quebec, May 16th, 1936. 2884-o

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant la formation d'une société d'agriculture de district dans le district judiciaire de Saint-Hyacinthe

Avis est par le présent donné qu'une société d'agriculture de district a été constituée dans le district judiciaire de Saint-Hyacinthe, sous le nom de "Société d'agriculture du district de Saint-Hyacinthe", conformément à l'article 18 de la Loi des sociétés d'agriculture (Statuts refondus de 1925, chapitre 54).

Le sous-ministre de l'agriculture,
J. ANTONIO GRENIER.
Québec, le 11 mai 1936. 2823-o

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Respecting the formation of a district agricultural society in the judicial district of Saint Hyacinthe.

Notice is hereby given that a district agricultural society has been formed in the judicial district of Saint Hyacinthe, under the name of "Agricultural Society of the district of Saint Hyacinthe", pursuant to Article 18 of the Agricultural Society Act (Revised Statutes of 1925, chapter 54).

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, May 11, 1936. 2824

AVIS PUBLIC

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la municipalité de la partie ouest du canton Ely, comté de Shefford.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Shefford, sous le nom de "Cercle agricole de la municipalité de la partie ouest du Canton Ely", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55, des S. R. Q., 1925).

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, ce 14 mai 1936. 2917-0

PUBLIC NOTICE

Respecting the formation of a farmers' club in the Municipality of the West part of the township of Ely, county of Shefford.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' Club in the county of Shefford, under the name of "Farmers' Club of the Municipality of the West part of the township of Ely", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Club Act. (Chap. 55, of the R. S. Q., 1925).

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.
Québec, May 14, 1936. 2918

Action en séparation de biens

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, No 1577. Dame Méréline Lanoie, de Saint-Edmond-de-Grantham, épouse commune en biens de Jean Côté, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs Jean Côté, de Saint-Edmond-de-Grantham, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

Drummondville, le 12 mai 1936.

Les procureurs de la demanderesse,
2901-0 BIRON ET ROUSSEAU.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 1577. Dame Méréline Lanoie, of Saint Edmond de Grantham, wife common as to property of Jean Côté, farmer, of the same place, plaintiff; vs Jean Côté, of Saint Edmond de Grantham, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant.

Drummondville, May 12th., 1936.

2902 BIRON AND ROUSSEAU,
Attorneys for the plaintiff.

Département de l'Instruction publique

No 724-35.

Québec, le 7 mai 1936.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bernard, dans le comté de Dorchester, les lots Nos 455, 459, 460, 461 et 462 du cadastre officiel de Saint-Bernard, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Elzéar, comté de Beauce. 2907-20-20

Department of Public Instruction

No. 724-35.

Quebec, May 7th., 1936.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Bernard, in the county of Dorchester, lots Nos. 455, 459, 460, 461 and 462 of the official cadastre of Saint Bernard, and to annex the same to the school municipality of Saint Elzéar, county of Beauce. 2908-20-2

No 258-36.

Québec, le 11 mai 1936.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire protestante de Eaton, comté de Compton, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Bulwer", dans le comté de Compton, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots Nos 16 à 28 inclusivement, du rang I;

Le lot No 15 moins la partie situé à l'est du chemin connu sous le nom du Moulin Kingsey-Leavitt, ainsi que la partie ouest du lot No 14 située au nord du même chemin;

Les lots Nos 14 à 28 inclusivement des rangs II et III;

Les lots Nos 11 à 28 inclusivement du rang IV;

Les lots Nos 18 à 28 inclusivement du rang V, moins toutefois la demie nord du lot No 18;

Les lots Nos 18 à 28 inclusivement du rang VI, moins la demie est du lot No 18;

Les lots nos 18 à 28 inclusivement du rang VII, tous du canton d'Eaton. 2909-20-2-0

No. 258-36.

Quebec, May 11th., 1936.

Application is made to detach from the Protestant School Municipality of Eaton, county of Compton, and to erect into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Bulwer", in the county of Compton, the hereinbelow described territory, namely:

Lots Nos. 16 to 28 inclusively, of range I;

Lot No. 15 less that part situate East of the road known under the name of Kingsey-Leavitt Mill, as well as the West part of lot No. 14 situate North of the same road;

Lots Nos. 14 to 28 inclusively of ranges II and III;

Lots Nos. 11 to 28 inclusively of range IV;

Lots Nos. 18 to 28 inclusively of range V, less however the Northern half of lot No. 18;

Lots Nos. 18 to 28 inclusively of range VI, less the Eastern half of lot No. 18;

Lots Nos. 18 to 28 inclusively of range VII, all of the township of Eaton. 2910-20-2

No 302-34.

Québec, le 13 mai 1936.

Attendu que certaines erreurs ont été commises lors de l'érection de la municipalité scolaire de la ville de Montréal-Est, je donne avis qu'il y a lieu de les rectifier de manière à ce que le lot No 19 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et ses subdivisions feront partie, pour fins scolaires, du territoire de la municipalité scolaire de Saint-Jules, dans le comté de Laval; les lots Nos 47, 48 et 49 du même cadastre officiel et leurs subdivisions feront partie et seront considérés comme faisant partie du territoire de la municipalité scolaire de la ville de Montréal-est, dans le même comté.

2911—20—2o

No. 302-34.

Quebec, May 13th., 1936.

Whereas certain errors were made at the time of the erection of the School Municipality of the Town of Montreal-East, I give notice that it is expedient to rectify these errors in such a way that lot No. 19 of the official plan and book of reference of the parish of La Pointe aux Trembles and its subdivisions shall form part, for school purposes, of the territory of the School Municipality of Saint Jules, in the county of Laval; lots Nos. 47, 48 and 49 of the said official cadastre and their subdivisions shall form part and be considered as forming part of the territory of the School Municipality of the Town of Montreal-East, in the same county.

2912—20—2

Assurance

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de Kamenetzer Protective Association a été autorisée par un ordre en conseil portant le No 1237 et approuvé par le lieutenant-Gouverneur le 25 avril, 1936.

Le but de la dite société est déclaré être: au moyen de souscriptions de ses membres de pourvoir à ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie et, dans le cas de mort des membres, de pourvoir aux frais de funérailles et d'enterrement ainsi que des veuves et orphelins ou représentants légaux.

Le siège principal de la dite société est déclaré être dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce septième jour de mai, 1936.

L'Assistant Surintendant des Assurances,

J.-A. PARADIS.

2921—o

Pour le trésorier de la Province.

Insurance

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a mutual benefit association under the name of Kamenetzer Protective Association has been authorized by an order in council bearing No. 1237 and approved by the Lieutenant-Governor on the 25th of April 1936.

The purposes of the said association are stated to be: by means of contributions from its members of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, and in case of death of members to provide for their funeral and burial expenses and to provide for their widows and orphans or legal representatives.

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this seventh day of May 1936.

J. A. PARADIS,

Assistant Superintendent of Insurance.

2922—o

For the Treasurer of the Province.

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 8 mai, 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 9 mai, 1936.

Concernant le métier de tailleur de pierre dans la région de Hull.

No 1413

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 8 mai (1936) recommande:

Que l'arrêté ministériel No 1205 du 21 avril 1936, rendant obligatoire la convention collective de travail relative au métier de tailleur de pierre dans la région de Hull, soit corrigé de la façon suivante:

La phrase précédant immédiatement l'article I doit se lire comme suit:

"soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé suivant les conditions ci-après:"

Certifié,

A. MORISSET,

2875—o

Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated May 8, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 9, 1936.

Concerning the stone cutting trade in the district of Hull.

No. 1413.

The Honourable the Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated May 8 (1936) recommends:

That Order in Council No. 1205 of the 21st of April, 1936, rendering obligatory the collective labour agreement relating to the stone cutting trade in the district of Hull, be corrected in the following manner:

The sentence preceding immediately Section I is to be read as follows:

"be rendered obligatory for the employers and employees of the contemplated trade according to the following conditions:"

Certified,

A. MORISSET,

2876—o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 8 mai 1936, approuvé par le Lieutenant-gouverneur le 9 mai 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 8th, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 9th, 1936.

Concernant l'industrie de la ganterie dans la province de Québec.

Concerning the glove industry in the Province of Quebec.

No 1417

No. 1417

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 8 mai (1936) expose:

Attendu que, conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56 amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64), le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal, le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Loretteville et le Syndicat des Gantiers des Trois-Rivières, lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated May 8th (1936), sets forth:

Whereas, pursuant to article 4 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64), "Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal", "Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Loretteville" et "Le Syndicat des Gantiers des Trois-Rivières" have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

Acme Glove Works, Ltd., Montréal; Balcer Glove Mfg. Co., Trois-Rivières; Galibert Paul, Montréal; Gallin Glove Co., Ltd., Montréal; Perrin Glove Co. (Canada), Ltd., Montréal; St. Lawrence Glove Works, Ltd., Québec; Solid Glove Co., Ltd., Montréal; Unique Glove Co. (Canada), Ltd., Montréal;

Acme Glove Works, Ltd., Montreal; Balcer Glove Mfg. Co., Three Rivers; Galibert Paul, Montreal; Gallin Glove Co., Ltd., Montreal; Perrin Glove Co. (Canada), Ltd., Montreal; St. Lawrence Glove Works, Ltd., Quebec; Solid Glove Co., Ltd., Montreal; Unique Glove Co. (Canada), Ltd., Montreal;

ET, D'AUTRE PART:

AND, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal, le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Loretteville et le Syndicat des Gantiers des Trois-Rivières, soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs des métiers visés suivant les conditions ci-après:

"Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal", "Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Loretteville" et "Le Syndicat des Gantiers des Trois-Rivières", be rendered obligatory for the employees and employers of the trade concerned, according to the following conditions:

I.—Les taux de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

I.—The rate of wages to be the following for each of the following trades:

a. Coupe à la table:—
Gants non doublés pour Hommes: *Pression Slip on*

a. *Table cut:*
Men's unlined gloves:— Dome Slip on

1.—Mouton, suède domestique et américain:			
(Couture sellier.....)	\$1.25	\$1.35	
(Couture triple.....)	1.25	1.35	
(Couture à la main.....)	1.25	1.35	
2.—Mouton importé Cabrettas.	1.30	1.40	
3.—Peau de chèvre.....	1.40	1.50	
4.—Peau de porc et peau de daim No 1, en entier.....	1.60	1.70	
5.—Peau de porc et peau de daim No 2, et toute qualité autre que No 1, en entier dans lesquelles entre de la peau No 1 ainsi que pour le No 2 seulement.....	1.50	1.60	
6.—Peau de porc et peau de daim en deux morceaux.....	1.90	2.00	
7.—Chair de peau.....	1.35	1.45	
8.—Suède anglais et français.....	1.40	1.50	
9.—Mocha d'Arabie.....	1.75	1.85	
10.—Peau de renne, mocha.....	1.60	1.70	
11.—Chamois.....	1.30	1.40	
12.—Chair de peau de porc.....	1.40	1.50	
13.—Les gants dessus en fourrure, cuir seulement.....	1.00	\$1.85	complet
Les gants dessus en fourrure, fourrure seulement.....	0.85		
Les gants dessus en fourrure ne sont pas sujets aux suppléments.....			

1.—Cape, domestique and American suède:			
(PXM.....)	\$1.25	\$1.35	
(Tribble stitch.....)	1.25	1.35	
(Handsewn.....)	1.25	1.35	
2.—Imported cape Cabrettas.....	1.30	1.40	
3.—Goatskin.....	1.40	1.50	
4.—Peccary and Deerskin full die No. 1.....	1.60	1.70	
5.—Peccary and Deerskin full die No. 2, and other than number 1 when cut with No. 1 and 2 cut alone.....	1.50	1.60	
6.—Peccary and Deerskin half die.....	1.90	2.00	
7.—Flesher.....	1.35	1.45	
8.—English and French suède.....	1.40	1.50	
9.—Arabian Mocha.....	1.75	1.85	
10.—Buskskin.....	1.60	1.70	
11.—Chamois.....	1.30	1.40	
12.—Peccary suède.....	1.40	1.50	
13.—Fur back leather palm only.....	1.00	\$1.85	complete
Fur back only.....	0.85		
Those gloves (fur back) are not subject to extras.....			

- 14.—Gantelets auto pour hommes, manchettes, doubles avec entre-doublure et bordure 2.00 la douz.
- 15.—Gantelets auto pour hommes, manchettes, grain de cuir, pas de bordure 1.50 " "
- 16.—Gantelets auto pour hommes, manchettes, grain de cuir et avec bordure 1.75 " "
- Les gantelets auto pour hommes ne sont pas sujets aux suppléments
- 17.—Mouffles: \$0.15 de moins la douzaine que les gants

Suppléments:

- 18.—Tous les gants doublés indépendamment de la doublure comprenant la soie, soufflet inclus. 0.10 " "
- 19.—Courroie et soufflet 0.20 " "
- 20.—Toute bandelette au-dessus de 20 pouces, par paire. 0.10 " "

Remarques:

- 21.—Toute quantité de 1 et deux paires 0.15 la paire

Suppléments:

- 22.—Collage de la soie fait par un coupeur 0.40 "
- 23.—Fente à la machine 0.05 "
- 24.—Carabin et "Button pieces", quand taillés indépendamment du gant. 0.05 "

Gants non doublés pour dames:

Pressure Slip on

- 25.—Mouton domestique, 2 à 3 pouces et moins. \$1.10 \$1.15
- 26.—Mouton domestique au-dessus de 3 et jusqu'à 4 pouces 1.15 1.25
- 27.—Mouton importé Cabrettas, 4 pouces et moins 1.20 1.30
- 28.—Peau de chèvre, 4 pouces et moins 1.30 1.40
- 29.—Peau de porc et de daim, 4 pouces et moins, qualité No 1 1.60 1.70
- Peau de porc, de daim, 4 pouces et moins, qualité No 2 et toute qualité autre que No 1 1.50 1.60
- 30.—Suède chair de peau, chamois américain, peau de daine et chair de peau de porc, 4 pouces et moins. 1.20 1.30
- 31.—Chamois européen, 4 pouces et moins 1.20 1.30
- 32.—Mocha d'Arabie, 4 pouces et moins 1.60 1.70
- 33.—Gants surjetés de dames, chevreau 4 pouces et moins 1.65 1.75
- 34.—Gants de dames, dessus en fourrure, cuir seulement 1.00 } \$1.85
- Dessus en fourrure 0.85 } complet
- 35.—Peau de renne, 4 pouces et moins 1.60 1.70
- 36.—Gantelets auto pour dames, doublés avec bordure 1.75 la douz.

- 14.—Men's auto gauntlets cuff with interlined with banding. 2.00 per doz.
- 15.—Men's auto gauntlets cuff grain, slip, no banding 1.50 "
- 16.—Men's auto gauntlets cuff grain, split, with banding. 1.75 "
- There is no extra for auto gauntlets
- 17.—Mitts: \$0.15 less than gloves.

Extras:

- 18.—All lined gloves irrespective of lining including silk, gore included 0.10 per doz.
- 19.—Strap and gore. 0.20 "
- 20.—All binding, over 20 inches, per pair. 0.10 "

Remarks:

- 21.—All lot of 1 and 2 pairs. 0.15 per pair

Extras:

- 22.—22.—Pasting silk if done by a cutter 0.40 per doz.
- 23.—Slitting by machine. 0.05 "
- 24.—Quirks and button pieces, when cut separately 0.05 "

Ladies' unlined gloves:

Dome Slip on

- 25.—Domestic cape, 2 to 3 inches and less. 1.10 1.15
- 26.—Domestic cape, above 3 inches to 4 inches 1.15 1.25
- 27.—Imported cape Cabrettas, 4 inches and less. 1.20 1.30
- 28.—Goatskin, 4 inches and less. 1.30 1.40
- 29.—Peccary, deerskin, 4 inches and less, quality No. 1. 1.60 1.70
- Peccary, deerskin, 4 inches and less, quality No. 2, and any other quality than No.1 1.50 1.60
- 30.—Suede flesher chamois, deerskin, peccary-suede, 4 inches and less 1.20 1.30
- 31.—European chamois, 4 inches and less. 1.20 1.30
- 32.—Arabian mocha, 8 inches and less. 1.60 1.70
- 33.—Ladies' overseam, kid, 4 inches and less 1.65 1.75
- 34.—Ladies' fur back leather only. 1.00 } 1.85
- Fur back only 0.85 } complete
- 35.—Buckskin, 4 inches and less. 1.60 1.70
- 36.—Ladies' auto gauntlets cuff lined with binding. 1.75 per doz.

- 37.—Gantelets auto pour dames, manchettes grain de cuir, avec bordure 1.50 “
- 38.—Gantelets auto pour dames, manchettes grain de cuir, sans doublure 1.25 “
- Les gantelets ne sont pas sujets aux suppléments.

Suppléments:

- 39.—Tous les gants doublés indépendamment de la doublure comprenant la soie, soufflet inclus. 0.10 la douz.
- 40.—Courroie et soufflet. 0.20 la douz.

Remarques:

- 41.—Toute quantité de 1 et 2 paires. 0.15 la paire

Suppléments:

- 42.—Toute bandelette, au-dessus de 20 pouces par paire de gants. 0.10 la douz.
- 43.—Gants au-dessus de 4 pouces de rebars; supplément par pouces. 0.10 “
- 44.—Dentelage 0.05 “
- 45.—Manchettes de fantaisie, deux ou quatre morceaux; de plus que les gants “pression” 0.30 “
- 46.—“Bound top with flare”; de plus que le prix régulier du gant “pression” 0.30 “

Gants non doublés pour garçons:

- | | <i>Pression</i> | <i>Slip on</i> |
|---|-----------------|----------------|
| 47.—Mouton domestique et mouton importé. | \$0.90 | \$1.00 |
| 48.—Peau de chèvre. | 1.10 | 1.20 |
| 49.—Peau de porc et peau de daim. | 1.25 | 1.35 |

Suppléments:

- 50.—Tous les gants doublés, soufflets inclus. 0.05 la douz.
- 51.—Dentelage. 0.05 “

*b. Coupe alentour du patron et au couteau:**Pour gants d'hommes, cadets, adolescents:*

- | | | |
|---|------|------|
| 52.—Mouton et suède domestique, pas doublés. | 0.90 | 0.95 |
|---|------|------|

Suppléments:

- 53.—Gants doublés. 0.10 la douz.
- 54.—Courroies et soufflets. 0.20 “
- 55.—Mouffles de toutes sortes (en moins). 0.15 “

Dispositions spéciales:

- 56.—Gants doublés pour dames, coupés au couteau, élastiques au poignet et soufflet. 0.90 0.95
- 57.—Quand les gants seront taillés au couteau ou autour du patron, dans tout cuir autre que le mouton domestique, les prix de la coupe seront les mêmes que ceux payés pour les gants taillés à la table.

- 37.—Ladies' auto gauntlets, grain split cuff with binding. 1.50 “
- 38.—Ladies' auto gauntlets, grain split cuff without binding. 1.25 “

There is no extra for gauntlets.

Extras:

- 39.—All lined gloves irrespective of lining, including silk, gore included. 0.10 “
- 40.—Strap and gore. 0.20 “

Remarks:

- 41.—All lot of 1 and 2 pairs. 0.15 per pair

Extras:

- 42.—All banding over 20 inches, per pair. 0.10 per doz.
- 43.—Over 4 inches top; extra per inch. 0.10 “
- 44.—Scalloping 0.05 “
- 45.—Fancy cuffs, 2 or 4 pieces; more than “dome top” 0.30 “
- 46.—Bound top with flare; more than “dome top”. 0.30 “

Unlined boy gloves:

- | | <i>Dome</i> | <i>Slip on</i> |
|---|-------------|----------------|
| 47.—Domestic cape and imported cape. | 0.90 | 1.00 |
| 48.—Goatskin. | 1.10 | 1.20 |
| 49.—Peccary and deer. | 1.25 | 1.35 |

Extras:

- 50.—All lined gloves including gore. 0.05 per doz.
- 51.—Scalloping 0.05 “

*b. Around the pattern and knife cut:**For men's gloves, cadets, youths:*

- | | | |
|--|------|------|
| 52.—Cape and suede domestic, unlined. | 0.90 | 0.95 |
|--|------|------|

Extras:

- 53.—Lined gloves. 0.10 per doz.
- 54.—Straps and gore. 0.20 “
- 55.—All mitts (less). 0.15 “

Special provisions:

- 56.—Ladies' lined, knife cut, elastic wrist and gore. 0.90 0.95
- 57.—When gloves are cut from any leather other than domestic, the table cut prices will prevail.

Pour gants de garçons:—Doublés et non doublés, For boy gloves: lined and unlined, binding handelette comprise: included:

58.—Mouton domestique, non doublé	0.70	0.75	58.—Domestic cape, unlined	0.70	0.75
59.—Mouton domestique, doublé	0.75	0.85	59.—Domestic cape, lined	0.75	0.85
60.—Mouffles de toutes sortes en moins que les gants doublés, taillés au couteau)	0.15	la douz.	60.—All mitts (less than lined gloves, knife cut)	0.15	per doz.
61.—Gantelets pour garçons, manchettes doublées, pas de bordure	1.25	"	61.—Boys gauntlets, lined cuffs, no banding	1.25	"
Gantelets pour garçons, manchettes grain de cuir, pas de bordure	1.00	"	Boys' gauntlets, cuff grain split, no banding	1.00	"
Les gantelets ne sont pas sujets aux suppléments.					

c.—Coupe au bloc et à la machine:

c.—Block cut and clicking machine.

Cuir:—Tout cuir autre que le mouton domestique:— Leather: all leather except domestic cape.

62.—Hommes } Dames } Enfants }	Même prix que ceux fixés au contrat pour la coupe à la table.	62.—Men } Ladies } Boys }	Same prices as those fixed in the contract for table cut.
--------------------------------------	---	---------------------------------	---

Cuir:—Mouton domestique:

Leathers: domestic cape.

Pression Slip on

Dome Slip on

63.—Hommes, doublés	\$0.70	\$0.80	63.—Men, lined	0.70	0.80
64.—Hommes, non doublés. Dames, doublés et non doublés. Enfants, doublés et non doublés. <i>Même prix que ceux fixés au contrat pour la coupe à la table.</i>			64.—Men, unlined. Ladies lined and unlined. Boys, lined and unlined. <i>Same price as those fixed in the contract for table cut.</i>		
65.—A compter de la date de la publication de la présente convention dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> , tout nouvel employé appelé à faire ces opérations, devra être un coupeur de gants fins.			65.—From the date of the publication of the present agreement in the <i>Quebec Official Gazette</i> , the employer shall engage only fine glove cutters if he needs new employees for these operations.		

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL PROVISIONS

- | | |
|---|--|
| 65a.—Les prix stipulés dans le présent contrat sont pour la douzaine de paires, sauf quand c'est spécifié autrement. | 65a.—The prices stipulated in the present contract are for dozen of pairs, when not otherwise specified. |
| 66.—Les prix déterminés dans cette clause seront appliqués, que le pouce du gant soit mesuré ou non, excepté pour le gant pour homme taillé à la table où il sera déduit \$0.10 par douzaine si les pouces ne sont pas mesurés. | 66.—The rates specified in this clause shall be in force, the thumbs being measured or not, except for men's table cut, where \$0.10 per dozen shall be deducted if thumbs are not measured. |
| 67.—Les prix ci-haut mentionnés concernant les gants pour hommes s'appliqueront aussi aux gants pour adolescents et cadets. | 67.—The aforesaid prices shall also apply to youth gloves and to cadet gloves. |

II.—Une fois coupé, un gant de fantaisie ne devra pas être travaillé par un coupeur. II.—After it has been cut, a fancy glove shall not be worked by a cutter.

III.—La question de l'apprentissage sera laissée à l'initiative du comité conjoint qui sera chargé d'appliquer la présente convention. III.—Apprenticeship will be fixed by the Joint Committee to be appointed.

IV.—Le comité conjoint qui sera chargé de faire appliquer la présente convention décidera si un coupeur doit rembourser le coût d'un gant mal taillé ou gaspillé. Les manufacturiers devront soumettre leurs réclamations audit comité. IV.—The Joint Committee to be appointed shall decide whether a cutter should pay or not a glove that has been ruined. Manufacturers will then have to submit their claims to the Joint Committee to be appointed.

V.—Dans le présent contrat, le mot "employeur" signifie toute personne engageant des tailleurs ou coupeurs de gants; le mot "employé" signifie toute personne taillant des gants pour un employeur ou pour lui-même. V.—In the present agreement, the term "employer" means manufacturers who engage glove cutters; the term "employee" means glove cutters working for manufacturers or working for themselves.

VI.—Les cités et villes dont la population était de moins de 15,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada bénéficieront d'une réduction de 10% sur les taux de salaires mentionnés plus haut. VI.—The cities and towns the population whereof was less than 15,000 souls at the last census of the Dominion of Canada, shall benefit by a reduction of 10% in connection with the rate of wages hereinabove mentioned.

VII.—Les heures de travail ne dépasseront pas 49 par semaine; il y aura neuf (9) heures de travail par jour à l'exception du samedi où ils n'y aura que 4 heures de travail. Les ouvriers ne commenceront pas le travail avant 7 heures a.m. et ne devront pas quitter l'atelier plus tard que 5 heures p.m. Les employeurs accorderont une (1) heure à leurs employés pour le repas du midi. Si un employeur est dans la nécessité, durant une certaine période de temps, de faire travailler ses employés plus longtemps, il devra soumettre son cas au comité conjoint chargé d'appliquer la présente convention qui décidera de l'attitude à prendre. Dans de tels cas, le salaire régulier sera payable pour tout travail supplémentaire.

VIII.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend toute la province de Québec.

IX.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur pour un an. Elle se renouvellera automatiquement pour une autre année à moins que l'une des parties ne notifie l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins 30 jours avant son expiration.

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaire et à la durée du travail dans les métiers et l'industrie concernés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 avril 1936 et qu'une correction a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 mai 1936;

Attendu que le soussigné a reçu toutes les objections que les intéressés ont désiré formuler contre ladite requête et qu'il les a soumises à l'appréciation des parties contractantes;

L'Honorable Ministre recommande son approbation, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56 amendée par la Loi 25-26 Geo. V, chapitre 64, avec toutefois, les amendements suivants agréés par les parties contractantes, les objectants et par lui-même:

1. Se joint aux parties contractantes de première part:

"The Gold Glove Works, Montréal";

2. Le titre de l'item 63, paragraphe "c" de l'article I est remplacé par le suivant: "Cuir-Mouton domestique, suède domestique, cowhide et horsehide";

3. L'item 63, paragraphe "c" de l'article I est remplacé par le suivant:

Pression Slip on

"63.—Hommes, doublés \$0.70 \$0.75

4. L'item 65, paragraphe "c" de l'article I est remplacé par le suivant:

"65. Pour l'exécution des travaux visés par les Nos 62, 63 et 64, tout employeur devra donner préférence d'emploi, après embauchage de ses ouvriers coupeurs au bloc (pas plus de 5 dans le cas de la "Gold Glove Works"), aux coupeurs de gants fins en chômage."

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2877-o

VII.—The hours of labour shall not exceed 49 per week; there will be nine (9) hours of labour per day with the exception of Saturday when there will be four (4) hours of labour. The workmen shall not begin work before 7 o'clock a.m. and shall not leave the work-shop later than 6 o'clock p.m. The employers shall allow one (1) hour to their employees for the noonday meal. If an employer be compelled during a certain lapse of time, to keep his employees at work for a longer time, he shall submit his case to the Joint Committee to be appointed that will decide what attitude shall be taken. In such cases, the regular salary shall be paid for any extra work.

VIII.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the whole province of Québec.

IX.—The present agreement shall be in force from the date of the publication, in the *Quebec Official Gazette*, of the Order in Council approving the present request and it shall remain in force during one year. It shall renew itself automatically for another year unless one of the parties notifies the other party of his intention of repealing the same, at least 30 days before the expiration.

Whereas the provisions respecting the rate of wages and the duration of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired preponderant significance and importance;

Whereas the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of April 4th, 1936 and a correction has been published in the *Quebec Official Gazette* of May 2nd, 1936;

Whereas the honourable Minister has received all the objections which interested parties desired to make against the said request and he submitted them to the appreciation of the contracting parties;

The honourable Minister recommends its approval, in conformity with the provisions of article 4 of the Act 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, with however, the following amendments agreed upon by the contracting parties, those objecting and by himself:

1. The following agrees to join with the contracting parties of the first part:

"The Gold Glove Works, Montreal";

2. The heading of item 63, sub-section "c" of section I is replaced by the following: "Leather—Domestic cape, domestic suede, cowhide and horsehide";

3. The item 63, sub-section "c" of section I is replaced by the following:

Dome Slip on

"63.—Men, lined \$0.70 \$0.75

4. The item 65, sub-section "c" of section I is replaced by the following:

"65.—For the execution of the works determined in Nos. 62, 63 and 64, every employer should prefer engaging, after hiring his block workmen cutters (not more than 5 in the case of the Gold Glove Works), fine glove cutters out of work."

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2878-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 8 mai 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 9 mai 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 8th., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 9th., 1936.

Concernant l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal.

Concerning the printing trades in the Montreal district

No 1418

No. 1418.

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 8 mai, (1936), expose:

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated May 8th., (1936), sets forth:

Attendu que, conformément à l'article 4 de la Loi des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), The Master Printers Association of Montreal et The Montreal Typographical Union, Local 176, lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

Whereas, pursuant to article 4 of the Act respecting the extension of collective labour agreements, (24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64), the Association of Master Printers and the Montreal Typographical Union Local 176, have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

The Master Printers Association of Montreal, une association non incorporée de Maîtres Imprimeurs, de la ville de Montréal, représentée aux présentes par Angus Cameron Barwick et Charles Hullett Desbarats, le Président et Directeur respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Association passée à Montréal, le 22^{ème} jour de janvier 1936;

The Association of Master Printers, an unincorporated association of Master Printers of the city of Montreal, herein represented by Angus Cameron Barwick and Charles Henry Hullett Desbarats, its President and Director, respectively, duly authorized by resolution of the said association, passed at the city of Montreal, on the 22nd. day of January, 1936;

L'Association des Maîtres Imprimeurs de Montréal, une autre association non incorporée de Maîtres Imprimeurs de la ville de Montréal, représentée aux présentes par Emile Arbour et Ernest Guénette, le Président et le Secrétaire respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite association passée à Montréal, le 22^{ème} jour de janvier 1936;

L'Association des Maîtres Imprimeurs de Montréal, another unincorporated association of Masters Printers of the city of Montreal, herein represented by Emile Arbour and Ernest Guénette, its President and Secretary, respectively, duly authorized by resolution of the said association, passed at the city of Montreal, on the 22nd day of January, 1936;

Et les Maîtres Imprimeurs particuliers suivants:

And the following individual Master Printers:

The Federated Press, Limited; Barwick, Limited; Plow & Watters, Limited; The A. F. King Press, Ltd.; Clen-Mathers Press, Limited; Church, Baines & Co.; Desbarats Printing Co.; International Railway Publishing Co., Limited; Woodward Press, Incorporated; Birch-Hinds Printing Co., Limited; Gahan Printing Co., Limited; D. Bentley & Company, Limited; Belgrave Press, Limited; Thos. V. Bell, Limited; The Regal Press, Limited; Shaw & Brown; Printing Service, Limited; Victoria Press, Limited; National Printing Co., Reg'd; John Dougall & Son; Powter's Prompt & Punctual Printery, Limited; Graphic Printing Co.; Mount Royal Press, Limited; Metcalfe, Robinson Press, Ltd.; La Cie de Publication de "La Patrie", Limitée; Arbour & Dupont; Villemaire & Frère; La Compagnie d'Imprimerie et de Lithographie Canadienne, Limitée; Imprimerie Bourguignon, Limitée; Thérien Frères, Limitée; J.-Emile Roy & Fils; Lachine Printing; Edmond Sawyer, Limited; Imprimerie Modèle, Limitée; Imprimerie du Messenger; Frères des Ecoles Chrétiennes; La Cie d'Imprimerie Perrault; U. Perrault & Cie; Montreal Ruling & Bookbinding Co., Ltd.; Imprimerie Atwater; L'Eclaireur de Montréal, Inc.; The Benallack Lithographing & Printing Co., Limited; Southam Press Montreal, Limited; C. R. Corneil, Limited; The Montreal Lithographing Co., Ltd.; Consolidated Lithograph Manufacturing Co., Limited; The Ronalds Company, Limited; Mercury Press, Limited; Typographic Craftsmen, Limited, représenté par M. Thomas Black, son président; Service Linotyping Co., représenté par M. J. Crown; Fred F. Esler

The Federated Press, Limited; Barwick, Limited; Plow & Watters, Limited; The A. F. King Press, Ltd.; Clen-Mathers Press, Limited; Church Baines & Co.; Desbarats Printing Co.; International Railway Publishing Co., Limited; Woodward Press, Incorporated; Birch-Hinds Printing Co., Limited; Gahan Printing Co., Limited; D. Bentley & Company, Limited; Belgrave Press, Limited; Thos. V. Bell, Limited; The Regal Press, Limited; Shaw & Brown; Printing Service, Limited; Victoria Press, Limited; National Printing Co., Reg'd.; John Dougall & Son; Powter's Prompt & Punctual Printery, Limited; Graphic Printing Co.; Mount Royal Press, Limited; Metcalfe, Robinson Press, Ltd.; La Cie de Publication de "La Patrie", Limitée; Arbour & Dupont; Villemaire & Frère; La Compagnie d'Imprimerie et de Lithographie Canadienne, Limitée; Imprimerie Bourguignon, Limitée; Thérien Frères, Limitée; J.-Emile Roy & Fils; Lachine Printing; Edmond Sawyer, Limited; Imprimerie Modèle, Limitée; Imprimerie du Messenger; Frères des Ecoles Chrétiennes; La Cie d'Imprimerie Perrault; U. Perrault & Cie, Montreal Ruling & Bookbinding Co., Ltd.; Imprimerie Atwater; L'Eclaireur de Montréal, Inc.; The Benallack Lithographing & Printing Co., Limited; Southern Press Montreal, Limited; C. R. Corneil, Limited; The Montreal Lithographing Co., Ltd.; Consolidated Lithograph Manufacturing Co., Limited; The Ronalds Company, Limited; Mercury Press, Limited; Typographic Craftsmen, Limited, represented by Mr. Thomas Black, its President; Service Linotyping Co., represented by Mr. J. Crown; Fred F. Esler, Limited, repre-

Limited, représenté par I. M. Esler, son président; Mercantile Printing, Limited, représenté par Gustave Franco, son président;

represented by I. M. Esler, its President; Mercantile Printing, Limited, represented by Gustave Franco, its President;

ET, D'AUTRE PART:

AND ON THE OTHER PART:

"The Montreal Typographical Union, Local 176", une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée aux présentes par William Skanes, James Phillip, Thomas-P. Keenan, le Président, le Secrétaire et le Secrétaire-Archiviste respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le 10ième jour de février 1936.

The Montreal Typographical Union, Local 176, an association of printing employees, having its head office at the city of Montreal, herein represented by William Skanes, James Phillip, Thomas P. Keenan, its President, Secretary-Treasurer and Recording Secretary, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the city of Montreal, on the 10th day of February, 1936.

Union des Pressiers et Assistants, Local 52, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée aux présentes par J.-A. Chartier et G.-R. Brunet, le Président et le Secrétaire respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le 22ème jour de janvier 1936.

The Montreal Printing Pressmen and Assistants Union, Local No. 52, an association of printing employees, having its head office at the city of Montreal, herein represented by J. A. Chartier and G. R. Brunet, its President and Secretary, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the city of Montreal, on the 22nd of January, 1936.

Union Internationale des Relieurs, Local 91, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la Cité de Montréal, représentée aux présentes par J.-A. Julien et Jos. Pelletier, le Président et le Secrétaire respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le 29ème jour de janvier 1936.

International Brotherhood of Bookbinders, Local 91, an association of printing employees having its head office at the city of Montreal, herein represented by J. A. Julien and Jos. Pelletier, its President and Secretary respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the city of Montreal, on the 29th. day of January, 1936.

Le Syndicat Catholique et National des Typographes, Inc., une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la Cité de Montréal, représentée aux présentes par Roméo Valois et Charles Paquette, le Président et le Secrétaire-trésorier respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le 20ème jour de janvier 1936.

Le Syndicat Catholique et National des Typographes, Inc., an association of printing employees having its head office at the city of Montreal, herein represented by Roméo Valois and Charles Paquette, its President and Secretary-Treasurer, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the city of Montreal, on the 20th. day of January, 1936.

Syndicat Catholique et National des Pressiers, No 1, Inc., une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée aux présentes par Adrien Morneau et Adélar Saulnier, le Président et le secrétaire-trésorier respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le vingtième jour de janvier 1936.

Syndicat Catholique et National des Pressiers No. 1, Inc., an association of printing employees having its head office at the City of Montreal, herein represented by Adrien Morneau and Adélar Saulnier, its President and Secretary-Treasurer, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Montreal, on the 20th day of January 1936.

Syndicat Catholique et National des Relieurs, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée aux présentes par Alphonse St-Charles et Marcel Huchet, le président et le secrétaire respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union, passée à Montréal, le vingtième jour de janvier 1936.

Syndicat Catholique et National des Relieurs, an association of printing employees, having its head office at the City of Montreal, herein represented by Alphonse St-Charles and Marcel Huchet, its President and Secretary, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Montreal, on the 20th day of January, 1936.

Conseil Syndical Catholique des Métiers Alliés de l'Imprimerie Incorporée, une fédération d'associations d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée aux présentes par Roland Thibodeau et Paul Brousseau, le président et le secrétaire-trésorier respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le vingtième jour de janvier 1936.

Conseil Syndical Catholique des Métiers Alliés de l'Imprimerie Incorporée, a federation of associations of printing employees, having its head office at the City of Montreal, herein represented by Roland Thibodeau and Paul Brousseau, its President and Secretary-Treasurer, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Montreal, on the 20th day of January, 1936.

Amalgamated Lithographers of America, Local 27, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée aux présentes par John Kelly et Thomas Hitchcock, le président et le secrétaire-financier respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le vingt-septième jour de janvier 1936.

Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27, an association of printing employees, having its head office at the City of Montreal, herein represented by John Kelly and Thomas Hitchcock, its President and Financial-Secretary, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Montreal, on the 27th day of January, 1936;

Union Typographique Jacques-Cartier No 145, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires dans la cité de Montréal, représentée aux présentes par J.-W. Blaquière et Henri Richard, le président et le secrétaire res-

Union Typographique Jacques-Cartier No. 145 an association of printing employees, having its head office at the City of Montreal, herein represented by J. W. Blaquière and Henri Richard, its President and Secretary, respectively, duly

pectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union passée à Montréal, le septième jour de mars 1936.

L'Union Typographique Internationale, Local No 856, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité des Trois-Rivières, représentée aux présentes par Luc Bergeron et Paul Le May, le président et le secrétaire respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union, passée à Trois-Rivières le premier jour d'avril 1936.

L'Union Typographique de Sherbrooke, Local 672, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Sherbrooke, représentée aux présentes par Albert Leclair et J.-E. Laliberté, le président et le secrétaire-trésorier respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union, passée à Sherbrooke, le vingt-neuvième jour de mars 1936.

Le Syndicat National Catholique des Imprimeurs de Saint-Hyacinthe, une association d'employés de l'imprimerie, ayant son siège d'affaires en la cité de Saint-Hyacinthe, représenté aux présentes par Stanislas Côté et Odilon Chabot, le président et le secrétaire respectivement, dûment autorisés par résolution de ladite Union, passée à Saint-Hyacinthe, le huitième jour d'avril 1936;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers de l'imprimerie suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 février 1936;

Attendu que des corrections ont été publiées dans la *Gazette officielle* des 14 et 21 mars et 2 mai 1936;

Attendu que l'honorable Ministre a reçu toutes les objections que les intéressés ont désiré formuler contre ladite requête;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaire et à la durée du travail pour les métiers concernés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête telle qu'amendée, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de ladite requête, conformément aux dispositions de l'article 4 de ladite Loi, avec toutefois les nouvelles conditions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans ladite requête:

I.—*Jurisdiction professionnelle*:—Pour les fins d'application de la présente convention, la juridiction professionnelle désigne et comprend:

1.—a) Toutes personnes employées à produire des imprimés par le procédé d'impression typographique (Letter Press Process), y compris les procédés à poly-copier de toute description; les régleurs et les relieurs, soit qu'ils soient employés dans un atelier spécialisé (Trade Plant), entreprise privée, ou industrielle, ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituent le commerce principal de telle entreprise ou qu'elles soient secondaires à tout autre commerce ou occupation.

b) Toutes personnes employées dans la production de lithographie commerciale par le procédé lithographique, planographique ou photo-lithographique, soit direct ou "offset", lorsque telle production est faite par une machine capable de recevoir des feuilles d'une grandeur moindre que 22 x 34 pouces; soit qu'elles soient employées dans une entreprise privée ou industrielle ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituent le principal commerce de l'entreprise ou qu'elles soient accessoires à tout autre commerce ou occupation.

authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Montreal, on the 7th day of March, 1936;

L'Union Typographique Internationale, Local No. 856, an association of printing employees, having its head office at the City of Three Rivers, herein represented by Luc Bergeron and Paul Le May, its President and Secretary, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Three Rivers, on the 1st day of April 1936;

L'Union Typographique de Sherbrooke, Local 672, an association of printing employees, having its head office at the City of Sherbrooke, herein represented by Albert Leclair and J. E. Laliberté, its President and Secretary, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Sherbrooke, on the 29th day of March, 1936;

Le Syndicat National Catholique des Imprimeurs de St-Hyacinthe, an association of printing employees, having its head office at the City of Saint Hyacinthe, herein represented by Stanislas Côté and Odilon Chabot, its President and Secretary, respectively, duly authorized by a resolution of the said Union, passed at the City of Saint Hyacinthe, on the 8th day of April, 1936; be rendered obligatory for the employers and employees of the printing trades, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of the 29th of February, 1936;

Whereas corrections have been published in the *Quebec Official Gazette* of the 14th and 21st of March and the 2nd of May, 1936;

Whereas the honourable Minister has received all the objections the interested parties desired to make against the said request;

Whereas the provisions respecting the rate of wages and the hours of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction in the said request, as amended, have acquired a preponderant significance and importance;

The honourable Minister recommends the approval of the said request, in conformity with the provisions of section 4 of the said Act, with however, the new following provisions to be substituted to the provisions set forth in the said request:

I.—*Professional jurisdiction*: For the purposes of the present agreement, the professional jurisdiction designates and comprises:

1. a) All persons engaged in the production of printing by "Letter Press" process, including multi-copying processes of every description; ruling and bookbinding; whether in trade plants, private, industrial or any other establishment, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

b) All persons engaged in the production of lithography by lithographic, planographic or photolithographic processes, whether direct or offset, when produced by machines of a press size up to but not including 22 x 34 inches; whether in trade plants, private, industrial or any other establishment and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

Si au cours de la durée de la présente convention, les lithographes s'entendent, pour signer leur propre convention, la clause (b) de l'article No 1, et toutes autres clauses qui les concernent, deviendront nulles et sans effet.

2. Toutefois, pour les fins d'application de la présente convention, la juridiction professionnelle ne désigne ni ne comprend les employés suivants:

a) Les chefs de bureau, les commis, les employés préposés à l'entretien de la bâtisse, les opérateurs d'ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les chauffeurs et autres salariés qui ne sont pas employés à la production de l'imprimerie, du réglage et de la reliure, ou de la lithographie.

b) Les personnes employées à la production de lithographie sur métal.

c) Les personnes employées à la production et à l'impression des journaux quotidiens.

d) Les dactylographes, les opérateurs de procédés à la gélatine, les opérateurs de machines à adresser.

e) Les opérateurs de multigraphes, de mimeographes, de ronéos, de rotaprints, de multilithes et autres machines à polycopier de tout genre, que ce soit dans des établissements à but commercial (*letter shops*) ou ailleurs, mais pourvu que ces opérateurs limitent leur travail à la production d'imitations de lettres dactylographées.

f) Les personnes, compagnons ou apprentis, s'occupant de reliure d'art; toutefois, la présente exemption ne vaudra pas pour les ouvriers ou apprentis s'occupant de reliure commerciale, même s'ils pratiquent leur métier dans une reliure d'art.

3. Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, les établissements d'imprimerie possédant et imprimant un journal hebdomadaire ou bi-hebdomadaire et situés dans les limites des zones II et III de la juridiction territoriale indiquée à l'article II, sont exemptés des dispositions du présent arrêté, jusqu'au 1er septembre 1936. Si, à cette date, lesdits établissements ne présentent au ministère du Travail aucune convention collective susceptible d'être rendue obligatoire en vertu de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56 amendée par la Loi 25-26 Geo. V, chapitre 64, les parties à la présente convention collective de travail pourront présenter un amendement en vue de radier le présent paragraphe.

II.—*Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale pour les fins d'application de la présente convention comprend l'Île de Montréal, et un rayon de cent milles des limites de l'Île dans la Province de Québec; cette juridiction territoriale est divisée en 3 zones comme suit:

Zone I.—Île de Montréal et un périmètre de 10 milles de rayon;

Zone II.—Les municipalités suivantes et un rayon de 2 milles de leurs limites: Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, St-Hyacinthe, Valleyfield, Joliette, Granby, Saint-Jean d'Iberville, Laprairie, Saint-Jérôme.

Zone III.—Toute la juridiction territoriale, à l'exception des zones I et II.

III.—*Définitions*: a) Un "Compagnon" est une personne qui a complété l'apprentissage requis dans la branche du métier dans lequel elle est employée et qui a obtenu un certificat de qualification conformément aux dispositions de ladite Loi.

b) Un "Apprenti" est une personne qui apprend son métier. Le nombre d'années d'apprentissage sera tel que mentionné plus bas dans la cédule des salaires.

If, as and when the lithographers in the Province of Quebec secure an agreement of their own under the provisions of the Act governing this agreement, Clause "B" of Section No. 1, and all other references to lithography, shall cease to have effect.

2. However, for the purpose of the enforcement of the present agreement, the professional jurisdiction neither designates nor comprises the following employees:

a) Office Executive and Clerks, Building Maintenance Men, Elevator Operators, Cleaners, Shippers, Chauffeurs and other employees not actually engaged in the processes of printing, ruling and bookbinding, or lithography.

b) Persons engaged in the production of lithography on metal.

c) Persons engaged in the production and printing of daily newspapers.

d) Operators on typewriters, operators on gelatine processes and addressograph operators.

e) Operators on multigraphs, mimeographs, roncos, rotaprints, multilithes or any multicopying machines of any description, in letter shops or elsewhere, provided such operators limit their works to the production of fac simile reproduction of typewritten letters.

f) Persons, journeymen or apprentices, engaged in art bookbinding; however, are not governed by the present exemption, workmen or apprentices engaged in commercial bookbinding, even if they carry on their trade in an art bookbinding establishment.

3. Notwithstanding any other provisions of the present agreement, printing plants owning and printing a weekly newspaper or newspaper published twice a week and operating within the limits of Zones II and III of the territorial jurisdiction indicated in section 2, are exempted from the provisions of the present Order until the 1st of September, 1936. If, at such date, the said establishments do not present to the Department of Labour, any collective labour agreement that might be declared obligatory under the Act 24, Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, the parties to the present collective labour agreement may present an amendment to repeal the present sub-section.

II.—*Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction for the purpose of the present agreement shall include the Island of Montreal, and a radius of one hundred miles from the boundaries of the Island, in the Province of Quebec; such territorial jurisdiction is divided into the three following zones:

Zone I.—Island of Montreal and a radius of 10 miles;

Zone II.—The following municipalities and a radius of 2 miles from their limits: Three Rivers, Sherbrooke, Sorel, Saint Hyacinthe, Valleyfield, Joliette, Granby, Saint Jean d'Iberville, Laprairie, Saint Jerome.

Zone III.—The whole territorial jurisdiction excepted Zones I and II.

III.—*Definitions*: a) A "journeyman" is one who has completed the term of years of apprenticeship required in the branch of the trade in which he or she has been engaged, and who has obtained a certificate of competency as a "Journeyman" in accordance with the said Act.

b) An "Apprentice" is one who is learning his or her trade. The number of years of his or her apprenticeship shall be as set forth in the scale of wages herein.

IV.—*Durée du Travail:* a) Le jour, les heures de travail seront réparties entre sept heures du matin et six heures du soir, les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et entre sept heures du matin et midi le samedi; quarante-huit heures ainsi réparties entre six jours constitueront une semaine régulière de travail. Tout travail exécuté en dehors des heures établies par un employé régulier ou surnuméraire sera considéré comme temps supplémentaire.

b) La nuit, les heures de travail seront réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de jour, et quarante-cinq heures ainsi réparties entre cinq nuits constitueront une semaine régulière de travail. Tout travail exécuté en dehors des heures établies par un employé régulier ou surnuméraire, sera considéré comme supplémentaire.

V.—Le salaire minimum pour le travail régulier du jour sera:

IV.—*Duration of labour:* a) For the day shift, the hours of labour shall be between seven a.m. and six p.m., for the first five working days of the week, and between seven a.m., and twelve noon on Saturdays; forty-eight hours during six days shall constitute a regular week's work. All work done outside of the regular shift within these specified hours, by regular or extra work-people, shall be considered as overtime.

b) For the night shift, the hours of labour shall be between the quitting and starting time of the day shift, and forty-five hours during five nights shall constitute a regular week's work. All work done outside of the regular shift, by regular or extra work-people, shall be considered as overtime.

V.—The minimum wages for the regular day work shall be:

		ZONE I	ZONE II	ZONE III			
		Semaine heure	Semaine heure	Semaine heure			
		Week hour	Week hour	Week hour			
a. ATELIER DE COMPOSITION:		a. COMPOSING ROOM:					
		\$	\$	\$	\$	\$	
Compagnons-typographes	Journey-men Compositors	31.20	0.65 26.52	0.55 24.96	0.52		
Compagnons - opérateurs de machines	Journeymen - Machine Operators	31.20	.65 26.52	.55 24.96	.52		
<i>Apprentis:</i>		<i>Apprentices:</i>					
1ère année, 1er 6 mois	1st year, 1st 6 months	7.68	.16 6.53	.14 6.14	.13		
2ème 6 mois	2nd 6 months	8.16	.17 6.94	.14 6.53	.14		
2ème année, 1er 6 mois	2nd year, 1st 6 months	8.64	.18 7.34	.15 6.91	.14		
2ème 6 mois	2nd 6 months	9.12	.19 7.75	.16 7.30	.15		
3ème année, 1er 6 mois	3rd year, 1st 6 months	10.56	.22 8.98	.19 8.45	.18		
2ème 6 mois	2nd 6 months	12.00	.25 10.20	.21 9.60	.20		
4ème année, 1er 6 mois	4th year, 1st 6 months	13.92	.29 11.83	.25 11.14	.23		
2ème 6 mois	2nd 6 months	15.84	.33 13.46	.28 12.67	.26		
5ème année, 1er 6 mois	5th year, 1st 6 months	19.68	.41 16.73	.35 15.74	.33		
2ème 6 mois	2nd 6 months	23.52	.49 19.99	.42 18.82	.39		
b. ATELIER D'IMPRESSION (Letter Press).—		b. PRESS ROOMS (Letter-Press):—					
Presses à plateau et machines à polycopier de toutes sortes, de tous formats, automatiques ou margées à la main.		Platen Presses, and Multi-Copying Machines. All sizes whether hand or automatic feed.					
Compagnons-pressiers	Journeymen-Pressmen	25.92	0.54 22.03	0.46 20.74	0.43		
Fileurs ou margeurs	Feeders	14.88	.31 12.65	.26 11.90	.25		
<i>Apprentis:</i>		<i>Apprentices:</i>					
1ère année, 1er 6 mois	1st year, 1st 6 months	7.68	.16 6.53	.14 6.14	.13		
2ème 6 mois	2nd 6 months	8.16	.17 6.94	.14 6.53	.14		
2ème année, 1er 6 mois	2nd year, 1st 6 months	8.64	.18 7.34	.15 6.91	.14		
2ème 6 mois	2nd 6 months	9.12	.19 7.75	.16 7.30	.15		
3ème année, 1er 6 mois	3rd year, 1st 6 months	9.60	.20 8.16	.17 7.68	.16		
2ème 6 mois	2nd 6 months	10.56	.22 8.98	.19 8.45	.18		
4ème année, 1er 6 mois	4th year, 1st 6 months	11.52	.24 9.79	.20 9.22	.19		
2ème 6 mois	2nd 6 months	12.48	.26 10.61	.22 9.98	.21		
5ème année, 1er 6 mois	5th year, 1st 6 months	13.44	.28 11.42	.24 10.75	.22		
2ème 6 mois	2nd 6 months	14.88	.31 12.65	.26 11.90	.25		
<i>Presses Cylindriques:</i>		<i>Cylinder Presses:</i>					
Une couleur, de tous formats, automatiques ou margées à la main.		All sizes, whether hand or automatic feed.					
Compagnons-pressiers	Journeymen-Pressmen	31.20	0.65 26.52	0.55 24.96	0.52		
Assistants-pressiers	Assistant-Pressmen	25.92	.54 22.03	.46 20.74	.43		
Fileurs ou margeurs, format 22 x 34 ou plus petites	Feeders, Presses up to and including 22 in. x 34 in.	18.24	.38 15.50	.32 14.59	.30		
Fileurs ou margeurs, format de plus de 22 x 34	Feeders, Presses over 22 in. x 34 in.	21.60	.45 18.36	.38 17.28	.36		
Presses à deux couleurs, presses "Perfecting", presses rotatives.		Two Colour Presses, Perfecting Presses and Rotary Presses.					
Compagnons-pressiers	Journeymen-Pressmen	33.60	0.70 28.56	0.60 26.88	0.56		
Assistants-pressiers	Assistant-Pressmen	25.92	.54 22.03	.46 20.73	.43		
Fileurs	Feeders	21.60	.45 18.36	.38 17.28	.36		
Aides	Helpers	14.88	.31 12.65	.26 11.90	.25		

		ZONE I		ZONE II		ZONE III	
		Semaine heure		Semaine heure		Semaine heure	
		Week hour		Week hour		Week hour	
<i>Apprentis:</i>		<i>Apprentices:</i>					
Tous les apprentis de l'atelier d'impression, excepté ceux qui travaillent aux presses à plateau margées à la main.		All Press Room apprentices except those on Platen Presses.					
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
1ère année, 1er 6 mois	1st year, 1st 6 months	7.68	0.16	6.53	0.14	6.14	0.13
2ième 6 mois	2nd 6 months	8.16	.17	6.94	.14	6.53	.14
2ième année, 1er 6 mois	2nd year, 1st 6 months	8.64	.18	7.34	.15	6.91	.14
2ième 6 mois	2nd 6 months	9.12	.19	7.75	.16	7.30	.15
3ième année, 1er 6 mois	3rd year, 1st 6 months	10.56	.22	8.98	.19	8.45	.18
2ième 6 mois	2nd 6 months	12.00	.25	10.20	.21	9.60	.20
4ième année, 1er 6 mois	4th year, 1st 6 months	13.92	.29	11.83	.25	11.14	.23
2ième 6 mois	2nd 6 months	15.84	.33	13.46	.28	12.67	.26
5ième année, 1er 6 mois	5th year, 1st 6 months	16.80	.35	14.28	.30	13.44	.28
2ième 6 mois	2nd 6 months	18.24	.38	15.50	.32	14.59	.30
c. ATELIER DE RELIURE:		c. BINDERY:					
Compagnons-relieurs, finisseurs, réglers et coupeurs:		Journeymen-Bookbinders, finishers, rulers and cutters:					
Hommes	Men	31.20	0.65	26.52	0.55	24.96	0.52
Femmes	Women	12.50	.26	10.63	.22	10.00	.21
<i>Apprentis, Hommes:</i>		<i>Apprentices, Men:</i>					
1ère année, 1er 6 mois	1st year, 1st 6 months	7.68	.16	6.53	.14	6.14	.13
2ième 6 mois	2nd 6 months	8.16	.17	6.94	.14	6.53	.14
2ième année, 1er 6 mois	2nd year, 1st 6 months	8.64	.18	7.34	.15	6.91	.14
2ième 6 mois	2nd 6 months	9.12	.19	7.75	.16	7.30	.15
3ième année, 1er 6 mois	3rd year, 1st 6 months	10.56	.22	8.98	.19	8.45	.18
2ième 6 mois	2nd 6 months	12.00	.25	10.20	.21	9.60	.20
4ième année, 1er 6 mois	4th year, 1st 6 months	13.92	.29	11.83	.25	11.14	.23
2ième 6 mois	2nd 6 months	15.84	.33	13.46	.28	12.67	.26
5ième année, 1er 6 mois	5th year, 1st 6 months	19.68	.41	16.73	.35	15.74	.33
2ième 6 mois	2nd 6 months	23.52	.49	19.99	.42	18.82	.39
<i>Apprentis, Femmes:</i>		<i>Apprentices, Women:</i>					
1ère année, 1er 6 mois	1st year, 1st 6 months	7.00		5.95		5.60	
2ième 6 mois	2nd 6 months	8.00		6.80		6.40	
2ième année, 1er 6 mois	2nd year, 1st 6 months	9.50		8.08		7.60	
2ième 6 mois	2nd 6 months	11.00		9.35		8.80	
3ième année, douze mois	3rd year, twelve months	12.50		10.63		10.00	
d. PRESSIERS (Lithographes):—		d. PRESSMEN (Lithograph):—					
Presses Offset, jusqu'à et y compris la grandeur de 12 x 19 pouces.		Offset Presses, up to and including press size 12 x 19 inches.					
Compagnons-pressiers	Journeymen-Pressmen	25.92	0.54	22.03	0.46	20.74	0.43
Fileurs et aides	Feeders and Helpers	14.88	.31	12.65	.26	11.90	.25
Presses Offset, plus de 12 x 19 et moindre que 22 x 34 pouces.		Offset Presses, over press size 12 x 19 inches and up to but not including press size 22 x 34 inches.					
Compagnons-pressiers	Journeymen-Pressmen	31.20	0.65	26.52	0.55	24.96	0.52
Fileurs et aides	Feeders and Helpers	14.88	.31	12.65	.26	11.90	.25
<i>Apprentis:—</i>		<i>Apprentices:—</i>					
1ère année, 1er 6 mois	1st year, 1st 6 months	7.68	0.16	6.53	0.14	6.14	0.13
2ième 6 mois	2nd 6 months	8.16	.17	6.94	.14	6.53	.14
2ième année, 1er 6 mois	2nd year, 1st 6 months	8.64	.18	7.34	.15	6.91	.14
2ième 6 mois	2nd 6 months	9.12	.19	7.75	.16	7.30	.15
3ième année, 1er 6 mois	3rd year, 1st 6 months	9.60	.20	8.16	.17	7.68	.16
2ième 6 mois	2nd 6 months	10.56	.22	8.98	.19	8.45	.18
4ième année, 1er 6 mois	4th year, 1st 6 months	11.52	.24	9.79	.20	9.22	.19
2ième 6 mois	2nd 6 months	12.48	.26	10.61	.22	9.98	.21
5ième année, 1er 6 mois	5th year, 1st 6 months	13.44	.28	11.42	.24	10.75	.22
2ième 6 mois	2nd 6 months	14.88	.31	12.65	.26	11.90	.25
e. DÉCALCOGRAPHES OU "TRANSFEREURS". (Lithographes):—		e. TRANSFERERS, LITHOGRAPH:—					
Ouvrage fait sur presses tel que démontré à la section "d".		Work done on presses as listed in section "d".					
Compagnons décalcographes (transfereurs) et reviseurs	Journeymen - Transferers and photolith plate makers	31.20	.65	26.52	.55	24.96	.52

		ZONE I		ZONE II		ZONE III	
		Semaine heure		Semaine heure		Semaine heure	
		Week hour		Week hour		Week hour	
Apprentis:—		Apprentices:					
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
1ère année, 1er 6 mois	1st year, 1st 6 months	7 68	0 16	6 63	0 14	6 14	0 13
2ième 6 mois	2nd 6 months	8 16	17	6 94	14	6 53	14
2ième année, 1er 6 mois	2nd year, 1st 6 months	8 64	18	7 34	15	6 91	14
2ième 6 mois	2nd 6 months	9 12	19	7 75	16	7 30	15
3ième année, 1er 6 mois	3rd year, 1st 6 months	10 56	22	8 98	19	8 45	18
2ième 6 mois	2nd 6 months	12 00	25	10 20	21	9 60	20
4ième année, 1er 6 mois	4th year, 1st 6 months	13 92	29	11 83	25	11 14	23
2ième 6 mois	2nd 6 months	15 84	33	13 46	28	12 67	26
5ième année, 1er 6 mois	5th year, 1st 6 months	19 68	41	16 73	35	15 74	33
2ième 6 mois	2nd 6 months	23 52	49	19 99	42	18 82	39

VI.—Les compagnons-pressiers, assistants et margeurs travaillant au cours d'une semaine sur différentes classes de presses, telles que décrites dans les sections Vb ou Vd, seront payés pour toutes les heures ouvrées au cours de cette semaine, sur la base de salaire de la classe la plus élevée.

VII.—Tous les salariés qui travaillent la nuit seront payés au taux de quinze pour cent de plus que ceux qui travaillent le jour.

VIII.—Deux qui travailleront soit avant ou après les heures régulières de travail du jour ou de nuit, seront considérés comme ayant fait du temps supplémentaire et seront payés au taux et demi pour les premières trois heures, et après cela ils recevront temps double.

IX.—Le temps double sera payé pour tout ouvrage fait le dimanche et les jours de fête suivants:

a) Dans les ateliers français: le jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, l'Immaculée-Conception, la Toussaint, le Jour de Noël.

b) Dans les ateliers anglais: le jour de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de l'Empire, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël.

c) Les employeurs devront observer un des deux groupes de jours fériés ci-haut mentionnés et faire connaître leur choix, par écrit, au Comité Conjoint, dans les soixante jours qui suivent la publication de l'arrêté ministériel sanctionnant la présente convention.

X.—Tout ouvrier qui sera appelé, après avoir quitté l'atelier, pour exécuter du travail, soit régulier, soit supplémentaire, devra recevoir une somme équivalente à au moins deux heures d'ouvrage.

XI.—Après avoir gradué de leur apprentissage, les hommes et les femmes auront droit au salaire indiqué au certificat de qualification qui leur sera accordé selon les dispositions de la présente convention.

XII.—On allouera un apprenti pour les trois premiers compagnons ou fraction d'iceux, et un apprenti pour chaque trois compagnons additionnels. Dans le département des presses, il faudra employer pas moins d'un pressier par trois presses au moins. Les autres pourront être des assistants-pressiers ou des fileurs, ou des apprentis, pourvu que ces derniers n'excèdent pas le nombre spécifié.

Les opérateurs de machines à photocopier ne sont pas assujettis aux dispositions du paragraphe précédent; leurs salaires seront réajustés d'après leurs années d'expérience de six mois en six mois conformément aux prescriptions du paragraphe "b" de l'article V du présent arrêté.

VI.—Journymen-Pressmen, assistants and feeders working on more than one of the classes of presses described in Section Vb or Vd, at any time during any work week, shall be paid for the full time worked at the highest rate applicable to any of the classes of presses upon which he has worked.

VII.—All employees working on night shifts shall receive wages at a rate fifteen per cent higher than day workers.

VIII.—Overtime shall consist of all time worked either before or after the regular hours of each working day or night and shall be paid at the rate of time and a half for the first three hours and double time thereafter.

IX.—Double time shall be paid for any work done on Sundays and the following holidays:

a) In French Shops:—New Year Day, Epiphany, Ascension, Saint John Baptiste, Labour Day, Immaculate Conception, All Saints Day and Christmas Day.

b) In English Shops:—New Year Day, Good-Friday, Empire Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

c) All employers must adopt either the French or English Holidays for observance in their plants, and must notify the Joint Committee in writing, within sixty days of the publication of the approval of this agreement by Order-in-Council, which group they desire to observe, failing which they shall be classified by the Joint Committee and be governed accordingly under the terms of this agreement.

X.—After having left the Employers' premises, any workman who may be recalled to do regular or overtime work, shall receive an amount equivalent to at least two hours' work.

XI.—After graduating from apprenticeship, men and women shall be entitled to the wages indicated by the certificate of competency granted to them under the terms of this agreement.

XII.—The number of apprentices allowed in any printing establishment shall be one apprentice to the first three journeymen or fraction thereof, and one apprentice to each three additional journeymen. In the press departments, not less than one pressman for every three presses or less must be employed. The remainder may be assistant pressmen, feeders, or apprentices, provided the latter do not exceed the number specified.

Multi-copying machines operators are not governed by the provisions of the preceding paragraph; their wages shall be set according to their experience every other six months, in conformity with subsection "b" of section V of the present Order.

XIII.—Il est entendu que dans les ateliers où la cédule normale des salaires actuellement payés est plus haute que le minimum fixé par la cédule qui précède, l'employeur n'aura pas le droit de réduire les salaires des employés de cet atelier tant que la présente convention restera en vigueur. Le même règlement s'applique aux ateliers où les heures normales de travail sont moindres que les heures spécifiées dans cette convention, l'employeur n'aura pas le droit d'augmenter les heures de travail.

XIV.—Il est entendu qu'il ne sera fait aucun travail à la pièce dans aucun atelier.

XV.—Si de nouvelles machines, ou de nouveaux procédés auxquels pourraient s'appliquer les dispositions des clauses 1, a et b viennent en usage pendant la durée de cette convention, la cédule de salaires et les conditions applicables à l'opération de ces machines ou à ces procédés seront déterminées par le Comité Conjoint.

XVI.—Le Comité Conjoint aura le pouvoir d'établir des salaires moins élevés que le minimum spécifié dans cette convention pour tout employé frappé d'incapacité partielle: par accident, vieillesse, maladie ou infirmité jugés de nature à rendre la personne affectée, dans l'impossibilité de gagner le salaire minimum spécifié dans cette convention. La majorité des employeurs et des employés, membres du Comité Conjoint, décidera de ces cas particuliers.

XVII.—Les employés réguliers d'un atelier ne devront pas faire de temps supplémentaire dans un autre atelier.

XVIII.—Les salaires devront être payés entièrement en argent.

XIX.—Une copie de cette convention sera affichée dans chaque département ou atelier afin que chaque intéressé puisse en prendre connaissance.

XX.—Un Comité Conjoint composé d'un nombre égal d'employeurs et de salariés sera immédiatement formé pour surveiller et assurer l'application de cette convention, conformément à la section 7 de la Loi de l'extension des conventions collectives de travail.

XXI.—La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel qui la sanctionne, et sera en force jusqu'au 1er novembre 1937. Après cette date elle se renouvellera d'année en année, à moins qu'elle ne soit terminée par un avis écrit donné par l'une ou l'autre des parties aux présentes, à l'autre partie, soixante jours avant l'expiration du terme original, et avant l'expiration d'aucune année subséquente. Cet avis ne sera considéré par le Ministre du Travail que si la partie qui la donne est jugée par lui comme constituant le groupe prépondérant, qu'il s'agisse de la partie de première part ou de celle de deuxième part.

Certifié.

2879-o

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 8 mai 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 9 mai 1936.

Concernant la Loi des mécaniciens de machines fixes

No 1416.

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 8 mai (1936), expose:

XIII.—It is agreed that in work shops where the standard shifts are shorter than provided in Clause IV, and or the regular scale of wages actually paid is higher than the minimum fixed in this agreement, the said shorter shifts, and or the said higher scale of wages, shall be maintained in those work shops until the expiration of this agreement.

XIV.—It is agreed that no piece work shall be done in any shop.

XV.—Should any new equipment or processes, within the meaning of Clauses Nos. 1a and b, come into use during the lifetime of this agreement, the wage scales and conditions governing such equipment or processes shall be determined by the Joint Committee.

XVI.—The Joint Committee shall have power to establish lower than the minimum rates of wages provided in this agreement for any employee who has been to any extent incapacitated by reason of accident, old age, permanent disability through illness or infirmity, which in the opinion of a majority of both employer and employee members of the Joint Committee, has impaired his or her efficiency to such an extent as to make it impossible for him or her to earn the minimum rate of wages.

XVII.—Regular employees of one shop shall not engage for overtime in another shop.

XVIII.—Wages shall be paid for fully in cash.

XIX.—A copy of this agreement shall be posted up in each department or shop, so that interested parties may take cognizance thereof.

XX.—A Joint Committee consisting of an equal number of employers and employees shall be formed forthwith to supervise the carrying out of this agreement in accordance with Section 7 of the Act respecting the extension of collective labour agreements.

XXI.—The present agreement shall be for the period from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the same until November 1st., 1937. Thereafter it shall remain in force from year to year unless terminated by notice in writing by either of the parties hereto given to the other sixty days prior to the expiry of the original term, or prior to the expiry of any subsequent year. The Minister of Labour shall consider this notice, only if the contracting party sending it is deemed as a preponderant group, whether it is sent by the contracting parties of either the first or the second part.

Certified,

2880-o

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of a Report of a Committee of the Executive Council dated the 8th. of May, 1936, approved by the Lieutenant-Governor the 9th. of May, 1936.

Concerning the Stationary Enginemen's Act

No. 1416.

The Honourable the Minister of Labour, Game and Fisheries, sets forth:

Attendu qu'il est devenu nécessaire d'adopter de nouveaux règlements en vertu de la Loi des mécaniciens de machines fixes (S. R. Q., 1925, ch. 184 et amendements);

L'honorable Ministre recommande l'adoption des nouveaux règlements, dont copie est annexée au présent mémoire, en exécution de ladite loi.

L'honorable Ministre recommande également la radiation des règlements adoptés par l'arrêté ministériel No 1586 du 21 juin 1934, et ce, à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* du présent arrêté.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Whereas, it has become necessary to adopt new regulations under Stationary Enginemen's Act (R. S. Q., 1925, ch. 184 and amendments);

The Honourable the Minister recommends the adoption of the new regulations, a copy whereof is annexed to the aforesaid memorandum, under the said Act.

The Honourable the Minister also recommends the repeal of the regulations adopted by order in Council No. 1586 of the 21st. of June, 1934, from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the present Order.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTS EN EXÉCUTION DE LA LOI DES MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES

SECTION 1

Dispositions générales

1. Tout membre du Bureau des Examineurs, sur présentation d'une autorisation signée par le Ministre ou le Sous-Ministre, pourra pénétrer dans tout endroit où, selon son opinion, il croit trouver une installation de force motrice; il pourra faire toute inspection requise pour vérifier si les dispositions de la Loi et de ces règlements sont observés.

2. Tout membre de la police provinciale ou municipale, ou tout inspecteur d'appareils sous pression ou d'établissements industriels ou commerciaux, ou tout inspecteur d'édifices publics, a le droit de demander à toute personne le ou les diplômes prévus par la Loi et ces règlements; il avertira immédiatement le Bureau des Examineurs de toute infraction à la Loi et à ces règlements.

3. Il est interdit à toute personne, compagnie, association ou corporation, leurs agents ou représentants, d'embaucher directement ou indirectement, de faire ou permettre de travailler de quelque manière que ce soit, comme mécanicien de machines fixes, quoique n'aura pas satisfait aux exigences du Bureau des Examineurs, et n'aura pu produire, sur demande, son diplôme attestant son droit d'opérer une installation de chauffage ou de force motrice "A" ou "AB", conformément aux dispositions des sous-paragraphes "a" et "b" du paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi.

Quiconque viole des dispositions du présent article sera passible des pénalités mentionnées à l'article 6 de la présente loi.

4. Les chaudières à vapeur chauffées au moyen d'un système à l'huile ou de chauffeurs mécaniques, seront manœuvrées par un mécanicien de machines fixes détenant un diplôme, conformément aux dispositions de la Loi et de ces règlements, à moins que la capacité de ces chaudières ne soit inférieure à celle que mentionnée dans ces règlements.

5. La capacité d'un compresseur ou d'un appareil frigorifique sera déterminée par la capacité du moteur qui l'actionne ou par la capacité fixée par le fabricant dudit appareil; les propriétaires ou les opérateurs de ces appareils devront fournir toutes les informations nécessaires à ce sujet. Le terme "capacité d'un engin à combustion" signifie le pouvoir de cet engin lequel sera déterminé au moyen de la formule apparaissant à l'article 7 des règlements.

6. Les constructeurs d'engins, les entrepre-

BY-LAWS AND REGULATIONS CONCERNING STATIONARY ENGINEMEN'S ACT.

SECTION 1

General Provisions

1. Any member of the Board of Examiners, on presentation of an authorization in writing, signed by the Minister or Deputy-Minister, may enter any premises where he has reason to believe there is a power plant, and make such inspection as may be necessary to determine whether the provisions of the Act and these Regulations are being complied with.

2. Any member of the Provincial or Municipal Police, or any boiler, or industrial or commercial establishments, or public buildings inspector, shall have the right to require any person to show him the certificate or certificates provided for by this Act and these Regulations; he shall immediately advise the Board of Examiners of any violation of the Act and these Regulations.

3. It shall be forbidden to any person or persons, company, association or corporation, their agents or representatives, to hire directly or indirectly, or to allow any person to work or be employed as enginemen, whoever has not met with the requirements of the Board of Examiners in obtaining the proper license and be able to produce same paid up-to-date, showing that he has a right to take charge or work as operator or assistant-operator in a motive power installation "A" or "AB", in conformity with paragraphs "a" and "b" of subsection 2 of section 2 of the Act.

Whoever contravenes the provisions of this section, shall be liable to penalties stated in articles 6 of the Law.

4. Steam boilers operated with mechanical stockers or oil fired, require the service of a qualified person holding a diploma according to the Act and regulations pertaining the same, unless the capacity of the boilers is inferior to those mentioned in the regulations.

5. Compressor equipment or refrigerating equipment capacity will be rated in accordance with the capacity of the prime mover or the capacity fixed by the manufacturers of the equipment concerned. This information will be furnished by the owners or operators of such apparatus. Capacity of an internal combustion engine shall mean the power as calculated according to the prescribed formula, mentioned in article 7 of these regulations.

6. Engine builders or contractors putting up

neurs en installation d'appareils de force motrice et les personnes préposées à l'installation et à la vérification des chaudières ne sont pas assujettis aux prescriptions de ces règlements.

Ne seront pas, non plus, assujetties aux dispositions des présents règlements les personnes préposées à la surveillance des chaudières en fonte (C.I.S.) utilisées pour le chauffage à basse pression, quelle que soit leur surface de chauffe, ainsi que celles utilisées dans les fabriques de beurre ou de fromage, si leur capacité de bouilloire n'exécède pas 25 chevaux-vapeur.

7. Ces règlements ne régiront pas les installations utilisées pour les procédés de raffineries reconnus par le Bureau des Examineurs, comme étant d'un type auxiliaire, pourvu que l'opération de ces installations ne constitue pas un danger pour l'opérateur ou le public en général. Toutefois, les pompes ayant plus de neuf pouces de diamètre et ayant une course excédant quatre cents pieds à la minute, seront manœuvrées par un mécanicien détenant un diplôme, conformément à la Loi et à ces règlements.

8. Les engins à combustion interne dont la capacité est inférieure à dix chevaux-vapeur ne sont pas assujettis aux prescriptions de la Loi et de ces règlements; la puissance de ces engins en chevaux-vapeur, est déterminée à l'aide de la formule suivante:

$$H. P. = \frac{D^2 \times N}{2.5}$$

où H. P. = représente le nombre de chevaux-vapeur

D. = le diamètre du cylindre (pouces),
N. = le nombre de cylindres, et en

2.5 = un invariable

9. Toute personne désirant prendre charge d'une installation de force motrice ou de chauffage, doit se présenter au Bureau des Examineurs où elle demandera de subir l'examen nécessaire pour l'obtention d'un diplôme.

10. Le Bureau des Examineurs pourra écrire aux anciens employeurs du requérant pour obtenir des renseignements sur ses connaissances, ou vérifier les recommandations que celui-ci a déjà fournies, conformément aux prescriptions du paragraphe "a" de l'article 11 de ces règlements.

SECTION 2

Exams

11. Un candidat qui n'est pas sujet britannique ne sera pas admis à subir l'examen requis pour l'obtention d'un diplôme.

12. Pour obtenir un diplôme, le candidat doit:

a) Présenter des lettres de recommandation en duplicata où seront mentionnées ses années d'expérience pratique comme assistant ou chauffeur, sous la surveillance d'un mécanicien de machines fixes détenant lui-même un diplôme conformément à la Loi et à ces règlements;

b) Fournir au Bureau des Examineurs des preuves satisfaisantes de bonne conduite et de sobriété;

c) Répondre correctement à au moins soixante-dix pour cent (70%) des questions qui lui seront posées;

d) Payer un honoraire d'admission en présentant sa demande d'examen; cet honoraire ne sera pas remboursable en cas d'échec.

13. Les réponses seront rédigées en français ou en anglais, et les candidats devront avoir une connaissance suffisante de ces deux langues.

14. Les candidats devront subir un examen écrit qui sera conservé dans les archives du ser-

power plants and persons engaged in installing or testing steam boilers, are exempt from the application of these regulations.

6a. Shall not be submitted to these regulations, all persons operating C. I. S. (cast iron sectional boilers) used for low pressure heating, whatever shall be their heating surface, also boilers used in all butter and cheese factories, where the capacity of boiler does not exceed twenty-five horsepower.

7. These regulations do not govern the installations used for refining processes, recognized as an auxiliary type by the Board of Examiners, providing that the operation of the said installation does not constitute a danger for the operator or the public in general. However, pumps over nine inches in diameter and having a piston speed of more than 400 feet per minute, shall be operated by a mechanic qualified within the meaning of this Act and these regulations.

8. Noting in this Act and these regulations shall apply to the operation of internal combustion engines of a lesser capacity than 10 H. P. and the horse-power of such engines shall be calculated by the following formula:

$$H. P. = \frac{D^2 \times N}{2.5}$$

H. P. = Number of H.P.

D. = Diameter of cylinder, in inches

N. = Number of cylinders

2.5. = Constant.

9. Any man who desires to take charge of a power plant must make application to the Board of Examiners, in person, stating his desire to pass an examination in order to obtain a certificate.

9a. The Board of Examiners may write to the candidate's employers in order to ascertain his knowledge, and also to verify the recommendations submitted, this as specified in subsection "a" of section 11 of these regulations.

SECTION 2

Examinations

11. No candidate shall be eligible for examination, unless he is a British subject.

12. A candidate for examination is required:

a) To furnish information in the form of letters of reference in duplicate, as to the length of his practical experience as a stationary engine-man, assistant or fireman, under the supervision of a competent stationary engine-man, qualified under the Act and these regulations;

b) To satisfy the Board of Examiners as to character and sobriety;

c) To answer correctly at least 70% of the questions asked;

d) To pay a fee at the time application is made for examination. (This fee will not be returned to the applicant should he fail to pass examination).

13. The examinations must be written in either the French or English language, and the candidate must be conversant with one of these languages.

14. Examinations are in writing and shall be kept in the records of the Department; however,

vice; toutefois, l'examineur pourra, s'il le juge à propos, faire subir un examen oral à tout candidat. Il pourra, également, exiger que le candidat démontre ses connaissances pratiques du fonctionnement des appareils de force motrice ou de chauffage.

15. Tout candidat désirant subir un examen d'une classe supérieure à la quatrième devra pouvoir lire et écrire, et être en mesure de remplir lui-même sa formule d'examen. Un candidat à l'examen de la quatrième classe pourra, si nécessaire, requérir l'aide d'une autre personne pour rédiger son examen; cependant, le choix de cette personne devra être agréé par les examinateurs, et ladite personne ne devra pas être un mécanicien de machines fixes.

16. Les candidats pourront subir leur examen en tout temps, durant les heures fixées, soit au Bureau des Examineurs, soit en tout autre endroit déterminé.

17. Les examinateurs pourront faire subir des examens, chaque année, ou aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaire, dans les villes suivantes:

Montréal, Québec, Hull, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe et Trois-Rivières, ou en tout autre endroit, à la discrétion de l'examineur en chef sur les instructions du Ministre. Les dates d'examen seront fixées par les examinateurs qui aviseront les candidats résidant dans le district, de l'endroit et de la date de ces examens.

18. Les candidats à l'examen d'inspecteur de bouilloires et de première classe auront l'autorisation de se servir de livres techniques; ces livres devront toutefois avoir été soumis au préalable au Bureau des Examineurs pour approbation. Il sera également permis aux candidats d'utiliser une table de logarithme et une règle de calcul (slide-rule).

19. Il est interdit de parler ou de copier dans la salle d'examens; aucun candidat ne devra quitter cette salle sans l'autorisation des examinateurs.

20. Une violation des dispositions des articles 17 et 18 de ces règlements annulera l'examen du candidat et provoquera son renvoi.

21. Le candidat doit répondre aux questions aussi clairement que possible; il pourra demander aux examinateurs toutes les explications nécessaires au sujet d'une question qu'il n'aura pas comprise.

22. Les candidats devront suivre les directives suivantes quant à la durée des examens:

<i>Classe</i>	<i>Durée de l'examen</i>
4ième classe	1 jour
3ième classe	2 jours consécutifs
2ième classe	3 jours consécutifs
1ère classe	4 jours consécutifs
Inspecteur	6 jours consécutifs

23. Le candidat devra, autant que possible, illustrer ses réponses par des croquis.

24. Les inspecteurs de chaudières suivront les directives données par les examinateurs en ce qui concerne l'examen des mécaniciens de machines fixes de troisième et quatrième classe. L'examineur en chef lui-même donnera les instructions requises concernant l'examen des candidats à la première ou deuxième classe.

25. En cas d'échec, un candidat ne pourra subir un nouvel examen avant l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix heures. Dans l'intervalle il lui sera interdit de travailler dans une

the examiners may submit the candidate to an oral examination, if necessary. He may also require the candidate to demonstrate his practical experience in the operation of power plant apparatuses.

15. Any candidate who desires to pass a class higher than the 4th class, must know to read and write and must be able to fill in his own examination papers. A candidate for a fourth class engine-man examination may, if necessary, request the assistance of another person to fill in his examination form; however, the choice of such person must be acceptable to the examiners and the said person must not be a stationary engineman.

16. Candidates may be examined at any time, during the office hours, at the Board of Examiners' office, or any place that may be designated.

17. The examiners may conduct examinations each year, or as often as they think necessary, in the following cities:

Montreal, Quebec, Hull, Sherbrooke, St. Hyacinthe and Trois-Rivières, or any other municipality if deemed necessary by the Chief Examiner, upon the instructions of the Minister. The dates of examinations shall be fixed by the Board, and a notice shall be sent to all candidates, in each particular district, of the date and place of such examinations.

18. The candidates for the first class and boiler inspector's qualifications shall be permitted the use of technical books, but these books shall be submitted to the Board of Examiners and approved by the latter. It will also be permitted to use table of logarithm and slide-rule.

19. No copying or talking shall be allowed in the examination room, and no candidate shall leave this room without the examiner's permission.

20. Any violation of the provisions of articles 16 and 17 of the present regulations shall be considered sufficient reason for the cancellation of the examination and expulsion of the candidate.

21. The candidate must answer all questions as clearly as possible; he may ask the examiner to explain any question he does not understand.

22. The candidates must comply with the following directives as to the length of time allowed to pass the examination:

<i>Class</i>	<i>Time of examination.</i>
4th class	one day
3rd class	two consecutive days
2nd class	three consecutive days
1st class	four consecutive days
Inspector	six consecutive days.

23. The candidate should, as far as possible, illustrate his answers with sketches.

24. The boiler inspectors shall comply with the instructions that will be given to them by the examiners regarding the examination of stationary engine-men of the third and fourth classes. Instructions will be issued by the Chief Examiner, regarding the examination of candidates of the first and second classes.

25. In the event of a candidate failing in his examination, ninety days shall elapse before he can become eligible for re-examination. In the meantime, he shall not be permitted to work in

installation de force motrice ou de chauffage, à moins qu'il n'y ait été employé durant les vingt-quatre mois précédents; de plus, si le candidat ne se présente pas à l'expiration du terme de quatre-vingt-dix jours, son premier examen sera annulé.

a motive power or heating installation, unless he has been employed there for, at least, twenty four months. Furthermore, should the candidate fail to appear at the termination of this time, the first examination will be considered null and void.

Honoraires

26. a) L'honoraire d'examen pour l'obtention d'un diplôme d'inspecteur de chaudière à vapeur est de vingt-cinq dollars (\$25.00);

b) L'honoraire d'examen pour l'obtention d'un diplôme de première classe de mécanicien de machines fixes est de quinze dollars (\$15.00);

c) L'honoraire d'examen pour l'obtention d'un diplôme de deuxième classe de mécanicien de machines fixes est de dix dollars (\$10.00);

d) L'honoraire d'examen pour l'obtention d'un diplôme de troisième classe de mécanicien de machines fixes est de cinq dollars (\$5.00);

e) L'honoraire d'examen pour l'obtention d'un diplôme de quatrième classe de mécanicien de machines fixes est de deux dollars (\$2.00);

f) L'honoraire d'examen pour l'obtention d'un diplôme spécial sera de deux dollars (\$2.00).

Fees

26. a) The examination fee for a boiler inspector's certificate is twenty five dollars (\$25.00);

b) The examination fee for a first class stationary engine-man's certificate is fifteen dollars (\$15.00);

c) The examination fee for a second class stationary engine-man's certificate is ten dollars (\$10.00);

d) The examination fee for a third class stationary engine-man's certificate is five dollars (\$5.00);

e) The examination fee for a fourth class stationary engine-man's certificate is two dollars (\$2.00);

f) The examination fee for a special certificate is two dollars (\$2.00).

SECTION 3

Diplômes

27. Les diplômes sont en vigueur à compter de la date d'émission au 30 juin suivant.

28. Le ou les diplômes doivent être affichés dans la chambre des bouilloires, des moteurs ou des engins, où travaillent le ou les détenteurs; l'omission d'afficher ce diplôme constitue une violation de la Loi et ces règlements.

29. Sur réception de son diplôme tout mécanicien de machines fixes doit y apposer sa signature dans l'espace réservé à cette fin.

30. Tout détenteur de diplôme doit aviser le Bureau des Examineurs de tout changement d'adresse.

SECTION 3

Diplomas

27. Diplomas are valid from the date of their issue to the 30th. of June, following.

28. The diploma shall at all times be exposed to view, in either the boiler, motor or engine room in which the holder thereof is employed, and failure to keep such certificate exposed shall be a violation of the Act and these regulations.

29. Upon the receipt of his diploma, a stationary engine-man shall sign his own name in the reserved space on the said diploma.

30. Every holder of a diploma must advise the Board of Examiners of any change of address.

DROIT DES DÉTENTEURS DE DIPLOMES.

31a) Le détenteur d'un diplôme "A" de la première classe peut prendre charge de toute installation de chauffage, quelle que soit la grandeur de la surface de chauffe ou la capacité en chevaux-vapeur des chaudières. De plus, si dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satisfaisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, quelle que soit leur capacité en tonnes;

b) Le détenteur d'un diplôme "AB" de la première classe peut prendre charge de toute installation de force motrice ou de chauffage quelle que soit la capacité des bouilloires ou la force des engins. De plus, si dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satisfaisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, quelle que soit leur capacité en tonnes.

32a. Le détenteur d'un diplôme "A" de la seconde classe peut prendre charge de toute installation de chauffage, pourvu que la capacité des bouilloires n'exécède pas 600 chevaux-vapeur. De plus, si, dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satis-

Rights of Holders of Diplomas

31. a) The holder of a first class engineman's diploma of the grade "A", "B" may take charge of any heating plant installation, whatever may be the capacity. Furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed, the latter may, after having passed a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installation, take charge of same, whatever may be the capacity in tons.

b) The holder of a first class engine-man's diploma of the grade "A B" may take charge of any heating or power plant installation, whatever may be the capacity of boiler or engine horsepower. Furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed, the latter may, after having passed a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installation, take charge of same, whatever may be the capacity in tons.

32. a) The holder of a second class engine-man's diploma of the grade "A" may take charge of any heating plant providing the boiler capacity does not exceed 600 horse-power; furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed, the latter may, after having passed

faisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, pourvu toutefois que leur capacité n'exécède pas 150 tonnes; il pourra également agir comme assistant d'un mécanicien de machines fixes détenteur d'un diplôme "A" de la première classe seulement;

b. Le détenteur d'un diplôme "AB" de la seconde classe peut prendre charge de toute installation de force motrice ou de chauffage, pourvu que la capacité des bouilloires n'exécède pas 600 chevaux-vapeur et la capacité d'engin, 380 chevaux-vapeur indiqués. De plus, si, dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satisfaisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, à moins toutefois que leur capacité n'exécède pas 150 tonnes; il pourra également agir comme assistant d'un mécanicien de machines fixes porteur d'un diplôme "A" ou "B" de la première classe;

33a. Le détenteur d'un diplôme "A" de la troisième classe peut prendre charge de toute installation de chauffage, pourvu que la capacité des bouilloires n'exécède pas 400 chevaux-vapeur. De plus, si, dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satisfaisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, pourvu toutefois que leur capacité n'exécède pas 50 tonnes; il pourra également agir comme assistant d'un mécanicien de machines fixes porteur d'un diplôme "A" de la troisième classe seulement;

b. Le détenteur d'un diplôme "AB" de la troisième classe peut prendre charge de toute installation de force motrice ou de chauffage, pourvu que la capacité des bouilloires n'exécède pas 400 chevaux-vapeur et la capacité d'engin, 180 chevaux-vapeur indiqués. De plus, si, dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satisfaisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, pourvu toutefois que leur capacité n'exécède pas 50 tonnes; il pourra également agir comme assistant d'un mécanicien de machines fixes porteur d'un diplôme "A" ou "B" de la seconde classe;

34a. Le détenteur d'un diplôme "A" de la quatrième classe peut prendre charge de toute installation de chauffage pourvu que la capacité des bouilloires n'exécède pas 200 chevaux-vapeur. De plus, si dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satisfaisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, pourvu toutefois que leur capacité n'exécède pas 20 tonnes; il pourra également agir comme assistant d'un mécanicien de machines fixes porteur d'un diplôme "A" de la troisième classe seulement;

b. Le détenteur d'un diplôme "AB" de la quatrième classe peut prendre charge de toute installation de force motrice ou de chauffage, pourvu que la capacité des bouilloires n'exécède pas 200 chevaux-vapeurs et la capacité d'engin, 50 chevaux-vapeur indiqués. De plus, si, dans l'usine où le détenteur est employé, il y a une installation de réfrigération, ce dernier pourra, après avoir subi un examen satisfaisant concernant ses connaissances des machines frigorifiques et de leur

a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installation, take charge of same, providing the capacity does not exceed 150 tons; he may also work as assistant to a person holding a first class diploma of the grade "A" only.

b) The holder of a second class diploma of the grade "A B" may take charge of any motive power or heating installation, providing the boiler capacity does not exceed 600 horse-power and 380 indicated engine horse-power. Furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed the latter may, after having passed a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installation, take charge of same, providing the capacity does not exceed 150 tons; he may also work as assistant to a person holding a first class diploma of the grade "A" or "B".

33. a) The holder of third class diploma of the grade "A" may take charge of any heating plant installation, providing the boiler capacity does not exceed 400 horse-power. Furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed, the latter may, after having passed a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installation, take charge of same, providing the capacity does not exceed 50 tons; he may also work as assistant to a person holding a second class diploma of the grade "A" only.

b) The holder of a third class diploma of the grade "A B" may take charge of any motive power or heating installation, providing the boiler capacity does not exceed 400 horse-power and 180 indicated engine horse-power. Furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed, the latter may after having passed a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installation, take charge of same, providing the capacity does not exceed 50 tons; he may also work as an assistant to a person holding a second class diploma of the grade "A" or "B".

34. a) The holder of fourth class diploma of the grade "A" may take charge of any heating plant installation, providing the boiler capacity does not exceed 200 horse-power. Furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed, the latter may, after having passed a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installation, take charge of same, providing the capacity does not exceed 20 tons; he may also work as assistant to a person holding a third class diploma of the grade "A" only.

b) The holder of a fourth class diploma of the grade "A B" may take charge of any motive power or heating installation providing the boiler capacity does not exceed 200 horse-power and 50 indicated engine horse-power. Furthermore, in the event that a refrigerating installation is used where the holder of said diploma is employed, the latter may, after having passed a satisfactory examination concerning his knowledge of refrigerating machines and their installa-

installation, prendre charge des appareils qui s'y trouvent, pourvu toutefois que la capacité n'exécède pas 20 tonnes; il pourra également agir comme assistant d'un mécanicien de machines fixes porteur d'un diplôme "A" ou "B" de la troisième classe.

PERMIS PROVISOIRES.

35. Tout mécanicien de machines fixes détenteur d'un diplôme émis par les autres provinces du Dominion, peut obtenir un permis l'autorisant à prendre charge d'une installation de force motrice ou de chauffage dans cette province; il devra fournir les preuves de sa compétence, de sa bonne conduite et de sa sobriété, et payer un honoraire de cinq dollars (\$5.00). Ce permis ne sera valable que pour une période d'un an à compter de la date de son émission.

Si, lors de l'expiration de son permis provisoire il désire continuer de travailler dans une installation de force motrice ou de chauffage dans cette province, il devra subir l'examen prévu par la Loi et ses règlements.

DIPLÔMES SPÉCIAUX.

36. Un diplôme spécial sera octroyé aux opérateurs de machines portatives ainsi qu'aux opérateurs de machines frigorifiques mues par tout autre pouvoir que la vapeur, s'ils subissent avec succès un examen concernant ces genres d'appareils.

ANNULATION DE DIPLÔMES.

37. Tout diplôme peut être suspendu ou annulé par le Bureau des Examineurs, pour les raisons suivantes:

- a) Si le détenteur a des habitudes d'intempérance, ou s'il fait usage de drogues;
- b) S'il perd la raison ou s'il devient impotent;
- c) S'il fait preuve d'incompétence ou de négligence grave dans l'exécution de ses devoirs;
- d) S'il a obtenu son diplôme par fraude ou sous de fausses représentations;
- e) S'il permet à une autre personne d'utiliser son diplôme.

SECTION 4

Renouvellements

38. Tout mécanicien de machines fixes qui désire renouveler son diplôme doit se présenter au Bureau des Examineurs avant le premier octobre de chaque année.

39. Tout mécanicien de machines fixes qui aura omis de renouveler son diplôme devra payer les arrérages dus à date, à moins qu'il ne puisse fournir la preuve écrite qu'il n'a pas travaillé comme mécanicien de machines fixes durant la période de temps où son diplôme n'était pas en vigueur.

40. Tout mécanicien de machines fixes qui n'aura pas renouvelé son diplôme durant cinq années consécutives devra subir un nouvel examen; le nouveau diplôme qui lui sera octroyé sera basé sur le pourcentage obtenu au cours de ce dernier examen.

41. Tout inspecteur de chaudières désirant travailler comme mécanicien de machines fixes, devra, au préalable, renouveler son diplôme de première classe. Toutefois, il ne lui sera pas nécessaire de payer les arrérages pour les années durant lesquelles il a exercé la fonction d'inspecteur de chaudières.

tion, take charge of same, providing the capacity does not exceed 20 tons; he may also work as assistant to a person holding a third class diploma of the grade "A" or "B".

PROVISIONAL PERMITS

35. Any stationary engine-man holding a certificate issued by another province of the Dominion, may obtain a permit authorizing him to take charge of a motive or heating power plant in this province. He shall furnish proof of his competency, good conduct and sobriety. A fee of \$5.00 will be charged. This permit will be good only for a period of one year from the date of its issuance.

If at the expiration of the time limit specified above, this man desires to continue to work in a power or heating installation in this province, he must pass an examination as provided for by the Law and By-laws.

Special Diplomas

36. A special diploma will be granted to steam portable machine operators, also to operators of refrigerating machines driven by all other power than steam after they have passed a satisfactory examination concerning the various apparatuses.

CANCELLATION OF DIPLOMAS

37. Any certificate may be suspended or cancelled by the Board of Examiners, for the following reasons:

- a) If the holder is habitually intemperate or addicted to the use of drugs;
- b) If he becomes insane or physically incapacitated;
- c) If he has proved incompetent or grossly negligent in the discharge of his duties;
- d) If he has obtained his certificate through fraud or misrepresentation;
- e) If he allows another person to operate under his certificate.

SECTION 4

Renewals

38. Every stationary engine-man desiring a renewal of his certificate, must apply in person to the Board of Examiners, before the 1st of October of each year.

39. Every stationary engine-man who neglects to renew his certificate must pay the arrears due to date, unless he can furnish a written proof that he has not worked as stationary engine-man during the time his certificate was not in force.

40. Any stationary engine-man who has not renewed his certificate during five consecutive years, must pass a new examination; the certificate granted will be based on the percentage obtained in the course of the last examination.

41. Any boiler inspector desiring to work as a stationary engine-man must first renew his first class certificate. However, it will not be necessary for him to pay the arrears for the years wherein he worked as boiler inspector.

*Honoraires**Fees*

42. a) L'honoraire du renouvellement d'un diplôme de première classe est de trois dollars (\$3.00);
- b) L'honoraire de renouvellement d'un diplôme de deuxième classe est de deux dollars (\$2.00);
- c) L'honoraire de renouvellement d'un diplôme de troisième classe est de un dollar (\$1.00);
- d) L'honoraire de renouvellement d'un diplôme de quatrième classe est de un dollar (\$1.00);
- e) L'honoraire de renouvellement d'un diplôme spécial est de un dollar (\$1.00).

42. a) The fee for the renewal of a first class certificate shall be three dollars (\$3.00);
- b) The fee for the renewal of a second class certificate shall be two dollars (\$2.00);
- c) The fee for the renewal of a third class certificate shall be one dollar (\$1.00);
- d) The fee for the renewal of a fourth class certificate shall be one dollar (\$1.00);
- e) The fee for a special certificate shall be one dollar (\$1.00).

SECTION 5

SECTION 5

*Qualifications requises**Required qualifications**Opérateurs d'engins à combustion interne:**Internal combustion engine operator:*

43. Le candidat à l'examen pour l'obtention d'un diplôme d'opérateur d'engins à combustion interne doit connaître la construction et le fonctionnement de ces engins; toutefois, il n'est pas tenu, au cours de cet examen, de répondre aux questions relatives aux chaudières.

43. The candidate to an examination for internal combustion engine operator diploma must have a knowledge of the construction and operation of internal combustion engines; he is not required to answer the questions relating to stationary boilers.

*Mécaniciens de machines fixes de quatrième classe:**Fourth class stationary engine-men:*

44. Le candidat qui désire obtenir un diplôme comme mécanicien de machines fixes de quatrième classe, doit:

44. The candidate who desires to obtain a diploma as fourth class stationary engine-man must:

- a) Etre âgé d'au moins vingt et un ans;
- b) Avoir travaillé au moins trois ans comme chauffeur, par périodes consécutives d'au moins trois mois, sous la surveillance d'un mécanicien diplômé;
- c) Etre en mesure de répondre oralement et par écrit aux questions se rapportant à la quatrième classe.

- a) Be at least 21 years of age;
- b) Have worked at least three years as fireman or stoker by consecutive periods of, at least, three months, under the supervision of a qualified stationary engine-man;
- c) Be able to answer verbally and in writing to the questions pertaining to the fourth class examination.

*Mécaniciens de machines fixes de troisième classe:**Third class stationary engine-men:*

45. Le candidat qui désire obtenir un diplôme de mécanicien de machines fixes de troisième classe, doit:

45. The candidate who desires to obtain a diploma as third class stationary engine-man must:

- a) Avoir travaillé au moins vingt-quatre mois, par périodes consécutives de trois mois, comme mécanicien de machines fixes, sous la surveillance d'un mécanicien détenant un diplôme d'une classe plus élevée, et dans une installation de chauffage ou force motrice nécessitant au moins un diplôme de la troisième classe;

- b) Etre en mesure de répondre oralement et par écrit aux questions se rapportant à l'examen de troisième classe;

Le candidat qui aura fait un stage de quatre années d'apprentissage dans la construction ou réparation d'engins à vapeur et de chaudières, sera éligible à l'examen de la troisième classe, sans être tenu, au préalable, de subir un examen de quatrième classe.

*Mécaniciens de machines fixes de deuxième classe:**Second class stationary engine-men:*

46. Le candidat qui désire obtenir un diplôme de mécanicien de machines fixes de deuxième classe, doit:

46. The candidate who desires to obtain a diploma as second class stationary engine-man must:

- a) Avoir travaillé au moins vingt-quatre mois, par périodes consécutives de trois mois, comme mécanicien de machines fixes, de troisième classe, sous la surveillance d'un mécanicien détenant un diplôme d'une classe plus élevée, et dans une installation de chauffage ou force motrice nécessitant au moins un diplôme de la deuxième classe;

- b) Etre en mesure de répondre oralement et par écrit aux questions se rapportant à l'examen de la deuxième classe.

- a) Have worked, at least, twenty-four months, by consecutive periods of, at least, three months, as a third class stationary engine-man, under the supervision of a person holding a higher grade diploma, and in a heating or motive power plant requiring, at least, a second class certificate;

- b) Be able to answer verbally and in writing to the questions concerning the second class examination.

*Mécaniciens de machines fixes de première classe:**First class stationary engine-men:*

47. Le candidat qui désire obtenir un diplôme

47. The candidate who desires to obtain a

de mécanicien de machines fixes de première classe, doit :

a) Avoir travaillé au moins vingt-quatre mois, par périodes consécutives de trois mois, comme mécanicien de machines fixes de deuxième classe, sous la surveillance d'un mécanicien de première classe; de plus, il doit être en mesure de prouver qu'il possède une expérience d'au moins trois ans dans les travaux de construction ou de réparation des chaudières ou des engins;

b) Connaître d'une façon satisfaisante les règlements interprovinciaux canadiens relatifs à la fabrication et à l'inspection des chaudières et des appareils sous pression.

c) Être en mesure de répondre oralement et par écrit aux questions se rapportant à l'examen de la première classe;

d) Pouvoir dessiner à l'échelle, toutes parties d'engins ou de bouilloires, au choix des examinateurs.

Inspecteur de chaudières

48. Le détenteur d'un diplôme de mécanicien de machines fixes, de la première classe, qui désire obtenir un diplôme d'inspecteur de chaudières, doit, en plus des états de service requis pour les autres classes de mécaniciens :

a) Être âgé de plus de vingt-six ans;

b) Avoir travaillé au moins trois ans dans une installation dont, seul, un mécanicien de machines fixes de première classe est autorisé à prendre charge;

c) Être en mesure de faire tous les calculs nécessaires et jugés à propos par les examinateurs;

d) Connaître parfaitement les Règlements interprovinciaux canadiens relatifs à la fabrication et l'inspection des chaudières et des appareils sous pression et la Loi et les règlements relatifs aux mécaniciens de machines fixes;

e) Posséder le français et l'anglais, de manière à pouvoir converser avec les mécaniciens et les chauffeurs, et les mettre au courant de leurs fonctions respectives.

49. Il est interdit à tout mécanicien de machines fixes de remplir toute autre fonction simultanément, si ces fonctions sont de nature à entraîner la négligence de ses devoirs, comme mécanicien de machines fixes;

50. Le Ministre du Travail pourra, dans le cas d'un diplômé ayant suivi un cours régulier de quatre années à une école technique de la province de Québec et ayant obtenu son diplôme, réduire le stage d'apprentissage nécessaire pour les diverses classes.

2881-o

diploma as first class stationary engineman must:

a) Have worked, at least, twenty-four months by consecutive periods of three months, as a second class stationary engine-man under the supervision of a person holding a first class diploma, and in a heating or motive power plant requiring a first class certificate; furthermore, he must be able to prove that he possesses at least, three years experience in the construction or repairs of engines or boilers;

b) Have a satisfactory knowledge of the Canadian Interprovincial Code;

c) Be able to answer verbally and in writing to questions pertaining to the first class examination;

d) Be able to make to scale drawings of all parts of engines or boilers, upon instructions from the inspectors.

BOILER INSPECTOR

48. The candidate who desires to obtain a diploma as boiler inspector must, besides possessing the same qualifications of all other classes of stationary engine-men:

a) Be at least twenty-six years of age;

b) Have worked at least three years in a plant that may be operated only under the supervision of a first class stationary engine-man;

c) Must be able to make all necessary calculations that may be judged fit by the examiners;

d) Have a thorough knowledge of the Canadian Interprovincial Code and of the Law and Regulations respecting stationary engine-men;

e) Must be conversant in both English and French languages, in order to be capable of instructing engine-men and firemen of their respective duties.

49. It is forbidden to any stationary engine-man to fill other duties simultaneously, if said duties are of a nature to lead to the neglect of his work as a stationary engine-man.

50. The Minister of Labour may, in the case of a person having undergone a four years' course in a technical school of the Province of Quebec and holding a diploma, decrease the period of apprenticeship necessary for each class.

2882-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 2 mai 1936.

M. J.-Hector-Aug. Chevrette, notaire, de Vaudreuil: greffier de la Cour de circuit dans et pour le district électoral de Vaudreuil, à Vaudreuil.

Québec, le 4 mai 1936.

MM. Adélar Cantin, officier préposé à la distribution des secours directs dans la ville de La Tuque, de La Tuque: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, Gaston

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, May 2nd., 1936.

Mr. J. Hector Aug. Chevrette, notary, of Vaudreuil: to be clerk of the Circuit Court in and for the electoral district of Vaudreuil, in Vaudreuil.

Quebec, May 4th., 1936.

Messrs. Adélar Cantin, officer in charge of the distribution of direct relief in the town of La Tuque, of La Tuque: to be justice of the peace with jurisdiction over the whole Province of

Leury, de la cité de Montréal, registraire de l'Institut Bruchési de Montréal Inc.: juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, tous deux, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q. 1925, chapitre 145).

M. François Harbour, comptable, du Village d'Oka: juge de paix pour le district de Terrebonne.

M. Alphonse Pelletier, cultivateur, de Saint-Marcel-de-L'Islet: juge de paix pour le district de Montmagny.

MM. David Hill, marchand de Bourlamaque, Armand Montpetit, agent d'assurance, de Val D'Or: juges de paix pour le district d'Abitibi.

M. John Willecott, de La Tabatière, dans le district électoral de Saguenay, inspecteur de pêcheries: juge de paix pour le district de Saguenay.

Québec, le 9 mai 1936.

M. Alexandre Blais, négociant, de Lévis: juge de paix avec juridiction sur le district de Saguenay, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q. 1925, chapitre 145).

M. Patrick Côté, de Cloridorme, cantonnier: juge de paix pour le district de Gaspé.

M. William-Henry Hart, de Mont-Royal, assistant vice-président du Chemin de fer National du Canada: juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 11 mai 1936.

M. Roland Fradette, avocat, de la ville de Chicoutimi: recorder de la ville de Port-Alfred.

MM. A. Gaudet, membre de la commission scolaire de Rockforest: juge de paix avec juridiction sur le district de Saint-François, Félix Desrosiers, de la cité de Montréal, inspecteur du service postal, à Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q. 1925, chapitre 145).

2919-o

Quebec, Gaston Leury, of the city of Montreal, registrar of the Institut Bruchési de Montreal Inc.: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Montreal, both for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1925, chapter 145).

Mr. François Harbour, accountant, of the Village of Oka: to be justice of the peace for the district of Terrebonne.

Mr. Alphonse Pelletier, farmer, of Saint Marcel de L'Islet: to be justice of the peace for the district of Montmagny.

Messrs. David Hill, merchant, of Bourlamaque, Armand Montpetit, insurance agent, of Val D'Or: to be justices of the peace for the district of Abitibi.

Mr. John Willecott, of La Tabatière, in the electoral district of Saguenay, inspector of fisheries: to be justice of the peace for the district of Saguenay.

Quebec, May 9th., 1936.

Mr. Alexandre Blais, trader, of Lévis: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Saguenay, for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1925, chapter 145).

Mr. Patrick Côté, of Cloridorme, section man: to be justice of the peace for the district of Gaspé.

Mr. William Henry Hart, of Mont Royal, assistant Vice-president of the Canadian National Railways: to be justice of the peace for the district of Montreal.

Quebec, May 11th., 1936.

Mr. Roland Fradette, advocate, of the town of Chicoutimi: to be recorder of the Town of Port Alfred.

Messrs. A. Gaudet, member of the School Commission, of Rockforest: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Saint Francis, Félix Desrosiers, of the city of Montreal, inspector of the postal service, in Montreal: to be justice of the peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, both for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1925, chapter 145).

2920

Avis divers

Miscellaneous Notices

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 152

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 7 mai 1936, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Hyacinthe;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 152

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, May 7, 1936, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint-Hyacinthe;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person

personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

2. La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe et les municipalités de Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.40 net. F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.30 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous la chopine et six sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 140 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 25 avril 1936, et entre en vigueur le jour de sa publication.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.
Québec, 7 mai 1936. 2885-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 153

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 7 mai 1936, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière à Mont-
réal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G.
Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Charny:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Charny.

2. La région de Charny comprend la munici-

who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Saint Hyacinth.

2. The region of Saint Hyacinth includes the
town of Saint Hyacinth and the municipalities
of Saint Joseph, Saint Hyacinth the Confessor
and Providence.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to
his producer-suppliers, for each hundred pounds
of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which
he receives from them, \$1.40 net F.O.B. business
place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay di-
rectly to his producer-suppliers, for each hundred
pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or
more, which he receives from them, \$1.30 net
F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 here-
under, no person shall, within the limits of said
region of Saint Hyacinth, offer, sell or deliver, at
his home or at his business place or at the home
of the purchaser, milk at prices inferior to three
cents and a half a pint and seven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Saint Hyacinth, offer, sell or deliver
bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer
or to any other business establishment, at a price
inferior to three cents a pint and six cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled
at a price inferior to twenty cents a gallon, if the
quantity sold is two gallons or more. If the
quantity does not reach two gallons, the price will
be the one fixed by article 6.

The present order cancels Order No. 140 of said
Commission, published in the *Official Gazette of
Quebec*, for April 25, 1936, and comes into force
on the day of its publication.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of said order in the next
issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIÈRE.

Certified,

M. H. HUDON,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.
Québec, May 7, 1936. 2886-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 153

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Québec.

Meeting of Thursday, May 7, 1936, held at
the office of the Dairy Industry Commission at
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G.
Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Charny:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Charny.

2. The region of Charny includes the munici-

palité du village de Charny et celle de la paroisse de Saint-Romuald-d'Échemin, toutes deux dans le comté de Lévis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.70 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Charny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine, sept sous la pinte, quatorze sous le pot et vingt-huit sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 100 de cette Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 30 novembre 1935 et entre en vigueur le 25 mai 1936.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président.
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.

Québec, le 7 mai 1936.

2887-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 154

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Séance du jeudi, 7 mai 1936, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière à Mont-
réal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G.
Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Drummondville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Drummondville.

2. La région de Drummondville comprend la
ville de Drummondville et les municipalités de
Grantham et de Saint-Joseph-de-Grantham.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-

palité of the Village of Charny and that of the
parish of Saint Romuald d'Échemin, both in
the county of Lévis.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each hundred pounds
of milk on a 3.25% butterfat basis or more which
he receives from them, \$1.70 net F.O.B. farm of
producer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 here-
under, no person shall, within the limits of said
region of Charny, offer, sell or deliver, at his
home or his business place or at the home of the
purchaser, milk at prices inferior to four cents a
pint, eight cents a quart and thirty-two cents a
gallon.

5. No person shall, within the limits of said
region of Charny, offer, sell or deliver milk to a
grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house,
a dealer or to any other business establishment,
at a price inferior to three and a half cents a pint,
seven cents a quart and twenty-eight cents a
gallon. As far as concerns boarding-houses, the
present article includes only establishments com-
monly known as boarding-houses where, for
monetary consideration, thirty meals or more a
day are served.

6. No person shall, within the limits of said
region of Charny, offer, sell or deliver milk in
bulk at prices inferior to twenty-eight cents a
gallon.

The present order cancels Order No. 100 of
said Commission, published in the *Official Gazette
of Quebec* for November 30, 1935, and comes into
force on May 25, 1936.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of said order in the next
issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president.
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIÈRE.

Certified,

M. H. HUDON,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

Quebec, May 7, 1936.

2888-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 154

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, May 7, 1936, held at the
office of the Dairy Industry Commission, at
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G.
Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

After having considered the conditions of the
dairy industry within the region of Drummond-
ville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the
town of Drummondville and the municipalities
of Grantham and Saint Joseph de Grantham.

3. Any milk dealer must pay directly to his

ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de \$1.60 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre, ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 98 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 26 octobre 1935 et entre en vigueur pour ladite région de Drummondville, le 25 mai 1936.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.
Québec, le 7 mai 1936. 2889-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 155

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi 7 mai 1936, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière à Mont-
réal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G.
Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Rimouski;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Rimouski.

2. La région de Rimouski comprend la ville
de Rimouski.

3. Tout marchand de lait doit payer direct-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait dosant au moins 3.25% de
matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.85
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite ré-
gion de Rimouski, offrir, vendre ou livrer, à son
domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile
de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à qua-
tre sous la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région

producer-suppliers, for each hundred pounds of
milk on a 3.5% butterfat basis, which he receives
from them, \$1.60 net F.O.B. business place of
said dealer. It is understood that the said price
of \$1.60 is subject to increase or decrease accord-
ing to the butterfat basis of the milk, pursuant
to the "Regulation concerning the payment of
milk and cream".

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Drummondville, offer, sell or deliver, at his
home or at his business place or at the home of
the purchaser, milk at prices inferior to four cents
a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Drummondville, offer, sell or deliver
milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any
other business establishment, at a price inferior
to three and a half cents a pint and seven cents a
quart.

The present order cancels Order No. 98 of said
Commission, as published in the *Official Gazette
of Québec* for October 26, 1935, and comes into
force, for said region of Drummondville, on May
25, 1936.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of said order in the next
issued of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIÈRE.
Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry
Commission.
Québec, May 7, 1936. 2890-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 155

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Québec.

Meeting of Thursday, May 7, 1936, held at the
office of the Dairy Industry Commission at
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G.
Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Rimouski;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town
of Rimouski.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each hundred pounds of
milk on a 3.25% butterfat basis or more which he
receives from them, \$1.85 net F.O.B. business
place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said
region of Rimouski, offer, sell or deliver, at his
home or his business place or at the home of the
purchaser, milk at prices inferior to four cents a
pint and seven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said

de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous la chopine et six sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 103 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 16 novembre 1935, et entre en vigueur le 25 mai 1936.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président.

R.-G. DAVIDSON,

THEO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 7 mai 1936.

2891-o

region of Rimouski, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three cents a pint and six cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 103 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* of November 16, 1935, and comes into force on May 25, 1936.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president.

R. G. DAVIDSON,

THEO. J. LAFRENIÈRE.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 7, 1936.

2892-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 157

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi 7 mai 1936, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sorel:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2. La région de Sorel comprend la cité de Sorel.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.50 net.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à trois sous la chopine et six sous la pinte.

6. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-quatre sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 46 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 mars 1935 et entre en vigueur le 25 mai 1936.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 157

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, May 7, 1936, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sorel:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$1.50 net.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and seven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to three cents a pint and six cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty four cents a gallon, if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 46 published in the *Official Gazette of Quebec*, dated March 2, 1935, and comes into force on May 25, 1936.

Le secrétaire de ladite commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.
Québec, le 7 mai 1936. 2895-o

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIÈRE.
Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry
Commission.
Quebec, May, 7 1936. 2896-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 156

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, le 7 mai 1936, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rivière-du-Loup;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rivière-du-Loup.

2. La région de Rivière-du-Loup comprend la cité de Rivière-du-Loup.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et sept sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous la chopine et six sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 104 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle* du 16 novembre 1935, et entre en vigueur le 25 mai 1936.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.
Québec, le 7 mai 1936. 2893-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 156

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, May 7th., 1936, held at the office of the Dairy Industry Commission at Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rivière du Loup;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rivière du Loup.

2. The region of Rivière du Loup includes the city of Rivière du Loup.

3. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and seven cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver, milk, to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three cents a pint and six cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels order No. 104 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* of November 16th., 1935, and comes into force on May 25th., 1936.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIÈRE.
Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry
Commission.
Quebec, May 7th., 1936. 2894-o

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE BEAUCE.

Avis est donné que la compagnie ci-dessus a, le 8 janvier 1936, adopté un règlement pour la distribution à ses actionnaires de tout son actif, conformément à l'article 165 de la loi des compagnies de Québec.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE BEAUCE.
Par le secrétaire,
2903-o P.-E. GAGNON.

LA COMPAGNIE DE TELEPHONE DE BEAUCE.

Notice is given that the above company has, on January 8th., 1936, adopted a by-law for the distribution to its shareholders of all its assets, in conformity with article 165 of the Quebec Companies' Act.

LA COMPAGNIE DE TELEPHONE DE BEAUCE.
Per P. E. GAGNON,
2904 Secretary.

Ventes—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE

Canada, Province de Québec, District de Saint-François-Bedford, Cour Supérieure (en faillite), No 612, dans l'affaire de Paul-Emile Fontaine, Collinsville, Québec, cédant autorisé, et Albert Comtois et J.-W. Genest, syndics.

AVIS DE VENTE.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance d'un juge de la Cour Supérieure (en faillite), en date du seizième (16ième) jour d'avril 1936, sera vendu par encan public au bureau des sous-signés, le MARDI, le SEIZIEME jour de JUIN 1936, à DIX (10) heures de l'avant-midi (heure avancée), l'immeuble ci-après décrit:

DÉSIGNATION.

Ce certain morceau de terre situé dans le canton d'Ascot, connu comme étant le lot de subdivision numéro cent vingt-neuf (129) de partie du lot numéro seize "B" (16-b) dans le neuvième rang, sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour ledit Canton d'Ascot—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Ladite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite et des articles 716, 717 et 719 et suivants du C. P. C., et équivaldra à une vente au shérif.

Conditions de vente: argent comptant.
Sherbrooke, le 22 avril 1936.

Les syndics,
ALBERT COMTOIS & J.-W. GENEST,
Bureau: Ch. 201, Edifice Banque de Commerce,
4, rue Wellington nord,
Sherbrooke, Qué. 2897-20-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 134, Cour Supérieure, "En Faillite".

Dans l'affaire de Pierre Leclerc, débiteur, et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, district de Montréal, en date du 12 mai, 1936, seront vendus en bloc par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le DIX-HUITIEME jour de JUIN, 1936, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée, les immeubles ci-après décrits:

Sales—Bankruptcy Act

BANKRUPTCY ACT.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis-Bedford, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 612, in the matter of Paul Emile Fontaine, Collinsville, Quebec, authorized assignor, and Albert Comtois and J. W. Genest, trustees.

NOTICE OF SALE.

Notice is hereby given that pursuant to an order from a Judge of the Superior Court (Sitting in Bankruptcy), dated the sixteenth (16th.) day of April, 1936, shall be sold by public auction at the office of the undersigned, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1936, at TEN (10) o'clock in the forenoon (daylight saving), the immovable hereinafter described:

DESCRIPTION.

That certain parcel of land situate in the Township of Ascot, known as being subdivision lot number one hundred and twenty nine (129) of part of lot number sixteen "B" (16-b) in the ninth range on the official cadastral plan and in the book of reference for the said Township of Ascot—with the buildings and improvements thereon erected and made.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

The said sale shall be made in conformity with Article 45 of the Bankruptcy Act and Articles 716, 717 and 719 and following of the C. C. P. and is equivalent to a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.
Sherbrooke, April 22nd., 1936.

ALBERT COMTOIS & J. W. GENEST,
Trustees.
Office: R. 201, Bank of Commerce Building,
4 Wellington Street, North,
Sherbrooke, Que. 2898-20-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No 134, Superior Court "In Bankruptcy".

In the matter of Pierre Leclerc, debtor, and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, District of Montreal, dated May 12th 1936, there will be sold *en bloc* by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time, the immovables hereinafter designated.

DÉSIGNATION

1. Un emplacement faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, borné, ledit emplacement, en front par la rue Notre-Dame, d'un côté, vers l'est, par la lisière de terre ci-après décrite, de l'autre côté, vers l'ouest, par la 19ième Avenue, en arrière, au nord-ouest, par le terrain de la Compagnie de Chemin de Fer Canadien National.

2. Une lisière de terre mesurant neuf pieds de largeur à être extraite des immeubles connus et désignés sous les numéros trois cent vingt-sept, trois cent vingt-huit et trois cent vingt-neuf (Nos 327, 328 et 329) sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine, à l'extrémité ouest des immeubles appartenant à Dame Patrick Wall ou représentants, le long de la ligne de division qui sépare lesdits lots du lot No 294 dudit cadastre, depuis la rue Notre-Dame qui borne la lisière de terre vers le sud jusqu'au terrain de la Compagnie de chemin de fer de Montréal et Champlain; laquelle lisière de terre forme en sa totalité une superficie de cinq cent trente-cinq pieds, mesure anglaise, et est bornée comme suit: vers le sud par la rue Notre-Dame, qui est aujourd'hui le lot No 809 sur le plan et au livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, vers l'ouest par le lot No 294 dudit cadastre, vers le nord, par le lot No 803 du même cadastre et enfin vers l'est par le résidu desdits lots Nos 327, 328 et 329 du cadastre de la ville de Lachine.

Avec toutes les bâtisses érigées sur lesdits emplacements, incluant celles portant les Nos civiques 260, 262, 262a, 264, 266, 268 et 270 de ladite rue Notre-Dame.

A déduire cependant desdits emplacements les parties qui auraient pu en être expropriées pour la dite rue Notre-Dame. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes ses circonstances et dépendances.

Chaque enchérisseur sera requis de faire avec son enchère un dépôt de 10% de l'évaluation municipale dudit immeuble, en argent ou par chèque accepté à l'ordre du syndic.

Ladite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7, et 8 des Statuts Révisés du Canada 1927, chap. 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Pour cahier des charges et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J. ALBERT LEJOUR,
10 Saint-Jacques-Est, Montréal.
HA. 0138. 2899-20-2-0

DESIGNATION

1. An emplacement forming part of lot known and designated under number two hundred ninety-four (No. 294) of the official plan and book of reference of the town of Lachine, bounded the said emplacement, in front by Notre-Dame Street, on one side, towards East, by the strip of land hereafter designated, on the other side, towards West, by 19th Avenue, at rear, at North-West, by the land of the Canadian National Railway.

2. A strip of land measuring nine feet in width taken from immovables known and designated under numbers three hundred and twenty seven, three hundred and twenty-eight and three hundred and twenty-nine (Nos. 327, 328 and 329) on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Lachine, at the extremity West of the immovables, belonging to Mrs. Patrick Wall or representatives, alongside of the division line separating the said lots of lot No. 294 of the said cadastre, from Notre Dame Street, bounding the strip of land towards the South, as far as the land of Montreal and Champlain Railway Company; the said strip of land forming in its totality an area of five hundred and thirty-five feet, English measure and is bounded as follows: towards South by Notre Dame Street, which is to-day lot number 809 on the official plan and book of reference of the town of Lachine, towards West, by lot number 294 of the said cadastre, towards North by the lot No. 803 of the same cadastre and finally towards East by the residue of said lots numbers 327, 328 and 329 of the cadastre of the town of Lachine.

With all the buildings erected on the said emplacements, including those bearing civic numbers 260, 262, 262a, 264, 266, 268 and 270 of the said Notre Dame Street.

To deduct however from the said emplacements the parts which could have been expropriated for the said Notre Dame Street.

As the whole is at present with all its circumstances and dependencies.

A deposit of 10% of the municipal value of the said immovables must accompany each tender, either cash or certified cheque to the order of the trustee.

The said sale will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada 1927, chap. 11 and following and will have the effects of a Sheriff's sale.

For book of charges and other information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.
10, Saint James East, Montreal.
HA. 0138. 2900-20-2-0

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } WILFRID F O R -
No 1460. } TIER, deman-
deur; vs DAME VVE O.-P. CARRIER, (née
Camille Grégoire), défenderesse.

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } WILFRID F O R -
No. 1460. } TIER, plaintiff;
vs DAME WIDOW O. P. CARRIER, (born
Camille Grégoire), defendant.

Comme appartenant à la défenderesse:

Une terre située sur le chemin Craig, dans le canton d'Irlande, contenant 100 acres en superficie environ, connue et désignée sous le No 23 du cadastre officiel du dit canton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le VINGT-SIXIEME jour de MAI 1936, à DIX heures de l'avant-midi, (Heure solaire).

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., le 24 avril 1936.
[Première publication, le 25 avril 1936]
2373—17-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Arthabaska, à savoir: } THE EASTERN
No 146443. } TRUST CO., LTD,
demanderesse; vs ST. FRANCIS HYDRO
ELECTRIC CO., LIMITED, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

1. Un certain emplacement situé dans le canton de Grantham, dans le comté de Drummond, et faisant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Grantham comme étant le lot No 55, borné à l'est par la Rivière Saint-François, au sud par le chemin public, entre le lot No 55 et le lot No 53, à l'ouest par le chemin du 1er rang du canton de Grantham et au nord par une partie du dit lot appartenant à Ludger Lahaie ou représentants.

2. Un tiers indivis d'un certain emplacement ou île généralement connue comme l'île Jersey située dans la dite Rivière Saint-François, connu et désigné comme étant le lot No 54 du cadastre officiel du canton de Grantham.

3. Un certain emplacement situé dans le 1er rang du canton de Grantham, faisant partie des lots connus au cadastre officiel du dit canton de Grantham, comme étant les lots Nos 59 et 60, ayant une superficie totale de 700 acres, plus ou moins, borné, ledit emplacement, en front par la Rivière Saint-François, en arrière par une autre partie desdits lots, d'un côté au sud par Delles Carol ou représentants et de l'autre côté au nord par Léon Farly ou représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Majorie de Grantham, le DIX-SEPTIEME jour de JUN 1936, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 7 mai 1936. 2845—20-2-o
[Première publication, 16 mai, 1936]

As belonging to the defendant:

A piece of land situated on Craig Road, in the Township of Ireland, containing about 100 acres in superficies, known and designated under the No. 23 of the official plan and book of reference for the said Township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand d'Halifax, on the TWENTY SIXTH day of MAY, 1936, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's Office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, April 24th., 1936. Sheriff.
[First publication, April 25th., 1936]
2374—17-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Arthabaska, to wit: } THE EASTERN
No. 146,443. } TRUST CO., LTD,
plaintiff; vs ST. FRANCIS HYDRO ELEC-
TRIC CO., LIMITED, defendant.

As belonging to the defendant:

1. That certain emplacement situate in the Township of Grantham, in the County of Drummond, and forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the Township of Grantham as lot No. fifty-five (55), said emplacement being bounded to the East by the River St. Francis, to the South by the public road lying between said lot No. fifty-five and lot No fifty-three (53), to the West by the homologated road of the first range of the Township of Grantham and to the North by a portion of said lot belonging to Ludger Lahaie or representatives.

2. An undivided one-third of that certain emplacement or island commonly known as Jersey Island situate in the said Saint Francis River, being known and designated as lot No. fifty four (54) on the official plan and book of reference of said township of Grantham.

3. That certain emplacement situate in the first range of the said Township of Grantham, forming part of the lots known on the official plan and book of reference of said Township of Grantham, as Nos. fifty-nine and sixty, and having a total superficies of seven hundred acres, more or less, bounded, said emplacement, in front by said River Saint Francis, in rear by another part of said lots, on one side to the South by the Misses Carol or representatives, and on the other side to the North by Leon Farly or representatives.

To be sold at the parochial church door of Saint Majorie de Grantham, on the SEVENTEENTH day of JUNE 1936, at ONE o'clock in the afternoon, (Standard time).

Sheriff's Office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, May 7th, 1936. 2846—20-2-o
[First publication, May 16th., 1936]

BEAUCE

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } DAME ALPHONSINE
No 15153. } BUTEAU et Vir, de-
manderesse; contre GODFROY MATHIEU,
défendeur.

Le lot numéro vingt-trois (23) et un arpent et demi de large sur le lot numéro vingt-quatre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } DAME ALPHONSINE
No. 15153. } BUTEAU et Vir, plain-
tiff; against GODFROY MATHIEU, Defendant.

Lot number twenty three (23) and one arpent and one half in width out of lot number twenty

(Ptie 24) du cadastre officiel, pour le douzième rang du canton de Shenley-Sud, comté de Frontenac, borné des deux bouts aux lignes rectangulaires du dit rang, d'un côté au terrain de Napoléon Lessard, et de l'autre côté à celui de Dame Vve David Caouette—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain (1936), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT,
Saint-Joseph, Beauce, 21 avril 1936.
[Première publication, le 25 avril 1936]
2347—17-2-0

four (Pt. 24) of the official cadastre for the twelfth range of the township of South Shenley, county of Frontenac, bounded at both ends by the rectangular lines of the said range, on one side by the land of Napoléon Lessard, and on the other side by that of Dame Wid. David Caouette—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Evariste, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, April 21st., 1936.
[First publication, April 25th., 1936]
2348—17-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } CHARLES CLOUTIER
District de Joliette, } demandeur; vs WIL-
No 5552. } FRID ROY, défendeur.

Une terre située dans le second rang Saint-Guillaume, de la paroisse de Saint-Jean de Matha, dans le comté de Joliette, de deux arpents et demi de largeur sur vingt-quatre arpents de profondeur, étant le lot numéro cent trente-cinq (No 135) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean de Matha—bâtie de maison et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le SEIZIEME jour du mois de JUIN 1936, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES,
Ce 9e jour du mois de mai 1936.
[Première publication, le 16 mai 1936]
2847—20-2-0

Cour Supérieure.

Province de Québec, } M^{LE} DELIA RON-
District de Joliette, } DEAU, demande-
No 5523. } resse; vs LEANDRE
ROY et WILFRID ROY, défendeurs.

Immeubles appartenant à Léandre Roy:

1. Une terre dans la deuxième concession Saint-Pierre, de 5 arpents et demi de large sur 20 arpents de profondeur, bornée en front aux terres de la première concession Saint-Pierre, en arrière au No 522, d'un côté au No 445 et d'autre côté au No 447—avec maison et dépendances, étant connue sous le numéro 446 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean de Matha;

2. Une terre au même lieu, de 1 arpent et demi de front sur 20 arpents de profondeur, connue et désignée sous le No 447 du dit cadastre;

3. Une autre terre au même lieu de trois arpents de largeur 20 arpents de profondeur connue sous les Nos 448 et 449 du susdit cadastre.

Immeubles appartenant à Wilfrid Roy:

4. Une terre dans le rang Saint-Guillaume, dans la paroisse de Saint-Jean de Matha, de 7 arpents et demi de large par 20 arpents de profondeur, étant connue sous les numéros 66, 67 et 68 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean de Matha, dans le district de Joliette—avec cabane à sucre et autres bâtisses;

5. Une terre dans le premier rang Sainte-Louise, à extraire, du lot No 185 du dit cadastre, de 2 arpents et un quart de large sur 15 arpents de pro-

Superior Court.

Province of Quebec, } CHARLES CLOUTIER
District of Joliette, } plaintiff; vs WIL-
No. 5552. } FRID ROY, defendant.

A farm situate in the second Saint Guillaume range, of the parish of Saint Jean de Matha, in the county of Joliette, of two and one half arpents in width by twenty four arpents in depth, being lot number one hundred and thirty five (No. 135) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Jean de Matha—with a house and dependencies built thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on the SIXTEENTH day of the month of JUNE, 1936, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office,
This 9th. day of the month of May, 1936.
[First publication, May 16th., 1936]
2848—20-2

Superior Court.

Province of Quebec, } MISS DELIA RON-
District of Joliette, } DEAU, plaintiff; vs
No. 5523. } LEANDRE ROY and
WILFRID ROY, defendants.

Immovables belonging to Léandre Roy:

1. A farm in the second Saint Pierre concession, of 5 arpents and one half in width by 20 arpents in depth, bounded in front by the lands of the first Saint Pierre concession, in rear by No. 522, on one side by No. 445 and on the other side by No. 447—with the house and dependencies, being known under number 446 of the cadastre for the parish of Saint Jean de Matha;

2. A farm at the same place of 1 arpent and one half in front by 20 arpents in depth, known and designated under No. 447 of said cadastre;

3. Another farm at the same place, of three arpents in width by 20 arpents in depth, known under Nos. 448 and 449 of the aforesaid cadastre.

Immovables belonging to Wilfrid Roy:

4. A farm in the Saint Guillaume range, in the parish of Saint Jean de Matha, of 7 arpents and one half in width by 20 arpents in depth, being known under numbers 66, 67 and 68 of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette—with a sugary and other buildings thereon erected;

5. A farm in the first range of Sainte Louise, to be deducted from lot No. 185 of said cadastre, measuring 2 arpents and one quarter in width by

fondeur, savoir: la profondeur qu'il peut y avoir depuis le deuxième rang Saint-Guillaume à une distance de 5 arpents et demi du milieu du chemin de front du rang Sainte-Louise, mesure française, bornée par un bout au deuxième rang Saint-Guillaume, à l'autre bout à la susdite réserve des 5 arpents et demi, d'un côté au No 184 et d'autre côté au No 187.

Pour être le tout vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le SEIZIÈME jour du mois de JUIN 1936, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Ce 9e jour de mai 1936.

[Première publication, le 16 mai 1936]
2849—20—2-o

Cour Supérieure.

Canada, } E MERY CHAPUT,
Province de Québec, } demaudeur; vs
District de Joliette, } GEORGE MARSO-
No 5107. } LAIS & JOSEPH
BEAUDOIN, défendeurs; et Lesdits GEORGE
MARSOLAIS *et al.*, mis-en-cause.

La juste moitié nord-ouest d'un emplacement situé dans le village de Saint-Alexis, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alexis, contenant 71 pieds de largeur sur un arpent et 42 pieds de profondeur, borné en front au chemin de front, en profondeur à Ernest Liard, d'un côté à l'autre moitié du dit lot de terre et de l'autre côté à Ignace Aumont, avec la moitié nord-ouest de la maison et de la grange construites sur la dite moitié du dit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis, comté Montcalm, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1936, à DIX heures A.M. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Ce 11e jour de mai 1936. 2859—20—2-o

[Première publication, 16 mai, 1936]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { JOSEPH DE SEVE; vs
B-151113. } ROMÉO CHALI-
FOUX.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-onze de la subdivision du lot originaire deux mille six cent quarante-trois (2643-71) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot, aux charges ordinaires d'entretien—avec une maison à trois étages en bois et brique, contenant cinq logements et avec la mitoyenneté du mur nord-ouest entre les lots numéros soixante-dix et soixante-onze des dits plans, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 avril 1936. 2349—17—2-o

[Première publication, le 25 avril 1936]

15 arpents in depth, namely: whatever depth there may be from the second Saint Guillaume range, to a distance of 5 arpents and one half from the middle of the front road of the Sainte Louise range, French measurement, bounded at one end by the second Saint Guillaume range, at the other end by the aforesaid reserve of 5 arpents and one half, on one side by No. 184 and on the other side by No. 187.

The whole to be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on the SIXTEENTH day of the month of JUNE, 1936, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 9th. day of May, 1936.

[First publication, May 16th., 1936]

2850—20—2

Superior Court.

Canada, } E MERY CHAPUT,
Province of Québec, } plaintiff; vs GEOR-
District of Joliette, } GE MARSOLAIS and
No. 5107. } JOSEPH BEAUDOIN,
defendants; and the said GEORGE MARSO-
LAIS *et al.*, mis-en-cause.

The exact Northwest half of an emplacement situate in the village of Saint Alexis, known and designated as being lot of land number two hundred and ninety four (294) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Alexis, measuring 71 feet in width by one arpent and 42 feet in depth, bounded in front by the front road, in depth by Ernest Liard, on one side by the other half of the said lot of land and on the other side by Ignace Aumont, with the Northwest half of the house and the barn erected on the said half of the said lot of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis, County of Montcalm, on the EIGHTEENTH day of JUNE 1936, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 11th day of May 1936. 2860—20—2

[First publication, May 16th., 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { JOSEPH DE SEVE; vs
B-151113. } ROMÉO CHALI-
FOUX.

An emplacement fronting on Saint Denis Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number seventy one of the subdivision of original lot two thousand six hundred and forty three (2643-71) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, with right of way in common in the lane in rear of said lot, subject to ordinary charges of maintenance—with a three story wood and brick house, containing five dwellings and with mitoyenneté of the Northwest wall between lots numbers seventy and seventy one of said plans, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 21st., 1936. 2350—17—2

[First publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MELINA RAIN-
149851. } VILLE, veuve de feu
Odilon Beaupré; vs OVILA DAVID.

a) Cet immeuble ayant front rue William David, en la cité de Montréal, formant partie du lot numéro cent quatre-vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro quatre aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant trente-neuf pieds et trois pouces de largeur par la profondeur de trente pieds dudit lot, et étant borné en front par la rue William David, en arrière par partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro quatre, d'un côté par partie de la ruelle y existant, et de l'autre côté par le résidu dudit lot cent quatre-vingt-sept.

b) Cet immeuble situé en la cité de Montréal, formant partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro quatre aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant vingt-deux pieds du côté du lot numéro cent quatre-vingt-neuf par quatorze pieds et six pouces et borné d'un côté par partie dudit lot numéro cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle dudit lot numéro quatre, d'un côté par un passage commun et des deux autres côtés par les immeubles appartenant à Léonie David.

Avec les bâtisses s'y trouvant érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 avril 1936. 2351-17-2-o
[Première publication, 25 avril, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } VILLE DE GREEN-
812. } FIELD PARK; vs
DANIEL LORTIE.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Parker, dans la ville de Greenfield Park, mesurant cinq cent quatre pieds de largeur par deux cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, et étant composé:

a) Du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro deux cent vingt-neuf (229-2-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;

b) D'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision numéro trois du dit lot originaire numéro deux cent vingt-neuf (229-3-2) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, et les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 avril 1936. 2353-17-2-o
[Première publication, 25 avril 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MELINA RAIN-
149851. } VILLE, widow of the
late Odilon Beaupré; vs OVILA DAVID.

a) That immovable fronting on William David Street, in the city of Montreal, forming part of lot number one hundred and eighty seven of the official subdivision of lot number four of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, measuring thirty nine feet and three inches in width by the depth of thirty feet of said lot, and being bounded in front by William David Street, in rear by part of lot number one hundred and eighty eight of the official subdivision of lot number four, on one side by part of the lane there situated, and on the other side by the residue of said lot one hundred and eighty seven.

b) That immovable situate in the city of Montreal, forming part of lot number one hundred and eighty eight of the official subdivision of lot number four of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, measuring twenty two feet on the side of lot number one hundred and eighty nine by fourteen feet and six inches and bounded on one side by part of said lot number one hundred and eighty nine of the official subdivision of said lot number four, on one side by a common passage and on the other two sides by the immovables belonging to Léonie David.

With the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 21, 1936. 2352-17-2
[First publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } TOWN OF GREEN-
812. } FIELD PARK; vs
DANIEL LORTIE.

An emplacement fronting on Parker Avenue, in the Town of Greenfield Park, measuring five hundred and four feet in width by two hundred and ninety two feet in depth, English measure, and being composed of:

a) The lot of land known and designated as being subdivision number two of subdivision number two of original lot number two hundred and twenty nine (229-2-2) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil;

b) Another lot of land known and designated under number two of subdivision number three of said original lot number two hundred and twenty nine (229-3-2) of said official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil—with a house and other buildings thereon erected, and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at the Registry office for the County of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 21, 1936. 2354-17-2
[First publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **BANQUE CANADIENNE**
E-142328. } **NATIONALE;**
vs **BERNARD KLEKER.**

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Papineau, contenant 52 pieds de largeur par 160 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et composé:

1. Des lots Nos 8, 9 et 10 de la subdivision officielle du lot 159A, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, les dits lots contenant 40 pieds de largeur par 160 pieds de profondeur;

2. De la partie sud-est du lot No 11 de la dite subdivision du lot No 159A des dits plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant la dite partie de lot 12 pieds de largeur par 160 pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise, bornée en front par l'avenue Papineau, d'un côté, au sud-est, par le lot No 159A-10, et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu du dit lot No 159A-11—avec maisons portant les Nos civiques 5335, 5337 et 5339 de la dite avenue Papineau, et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,250.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 18 avril 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 21 avril 1936. 2355—17-2-o
[Première publication, le 25 avril 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALFRED PELLETIER;**
C-146969. } **vs JOSEPH McNICOLL.**

Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue Daragon, portant les numéros civiques 6227 et autres, connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro trois mille six cent dix-sept (3617-397)—avec bâtisses dessus érigées et droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière du dit immeuble, aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$300. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 15ième jour d'avril 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 21 avril 1936. 2357—17-2-o
[Première publication, 25 avril 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CRÉDIT FONCIER**
E-148929. } **FRANCO - CANADIEN;**
vs **DAME MARIE EMMA LEDUC,**

épouse séparée de biens de Joseph Aubertin et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes.

Un emplacement ayant front sur la rue Jacques-Hertel, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros dix-neuf et vingt de la subdivision officielle du lot numéro quatre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **BANQUE CANADIENNE**
E-142328. } **NATIONALE;**
vs **BERNARD KLEKER.**

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Papineau Avenue, measuring 52 feet in width by 160 feet in depth, more or less, English measure, and composed of:

1. Lots Nos. 8, 9 and 10 of the official subdivision of lot 159A, on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, the said lots measuring 40 feet in width by 160 feet in depth;

2. The Southeast part of lot No. 11 of the said subdivision of lot No. 159A, on said official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation, said part of lot measuring 12 feet in width by 160 feet in depth, more or less, English measure, bounded in front by Papineau Avenue, on one side on the Southeast by lot No. 159A-10, and on the other side, on the Northwest, by the residue of said lot No. 159A-11—with houses bearing civic Nos. 5335, 5337 and 5339 of said Papineau Avenue, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,250.00 shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated April 18th, 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 21st, 1936. 2356—17-2
[First publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALFRED PELLETIER;**
C-146969. } **vs JOSEPH McNICOLL.**

An emplacement situate at Montreal, fronting on Daragon Street, bearing civic numbers 6227 and others, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Montreal under number three hundred and ninety seven of the official subdivision of lot number three thousand six hundred and seventeen (3617-397)—with buildings thereon erected, and right of way in common, in the lane at the rear of the said immovable, subject to the customary charges of maintenance.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$300. shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated the fifteenth day of April 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 21st, 1936. 2358—17-2
[First publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CRÉDIT FONCIER**
E-148929. } **FRANCO - CANADIEN;**
vs **DAME MARIE EMMA LEDUC,**

wife separate as to property of Joseph Aubertin, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof.

An emplacement fronting on Jacques-Hertel Street, in the city of Montreal, known and designated as being lots numbers nineteen and twenty of the official subdivision of lot number four

mille six cent soixante-neuf (4669-19 et 20) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,200.00 sera requis de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Judge Curran, daté le 18 avril 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 22 avril 1936. 2389-17-2 o
[Première publication, le 25 avril 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **D**ELLE OLIVA LAGUE;
B-145064. } vs DAME GLADYS
PEPPER es-nom et es-qual., et al., es-qual.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros mille seize, mille dix-sept et mille dix-huit, (1016, 1017 et 1018) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la Cité et du district de Montréal—avec les bâtisses et dépendances y érigées portant les numéros civiques 26 à 36 de la rue des Manufactures.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 22 avril 1936. 2391-17-2 o
[Première publication, 25 avril, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **D**AAME MATHILDE
150108. } CHARPENTIER,
épouse séparée de biens de Joseph-Victorien
Desaulniers, et ce dernier pour autoriser son
épouse; vs LUCIEN-J.-A. TREPANIER.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Pélouin, à Ahuntsic, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros deux cent soixante-dix et deux cent soixante-et-onze, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent vingt-huit (228-270 et 271) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant chaque lot vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées et avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière des dits lots.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 11 mai 1936. 2851-20-2 o
[Première publication, 16 mai, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **L**E CREDIT FONCIER
B-145772. } FRANCO-CANA-
DIEN; vs ABRAHAM GREENBERG.

Ce certain emplacement situé sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, étant les lots connus et désignés sous les numéros deux mille cent quatre-vingt, deux mille cent quatre-vingt-un et deux mille cent quatre-vingt-deux, de la

thousand six hundred and sixty nine (4669-19 and 20) on the official plan and book of reference for the Parish of Montréal—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,200.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated April 18th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, April 22nd., 1936. 2390-17-2
[First publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **M**ISS OLIVA LAGUE; vs
B-145064. } DAME GLADYS PEP-
PER, es-nam and es-qual., et al., es-qual.

An emplacement situate in the City of Montréal, composed of those lots of land known and designated under numbers one thousand and sixteen, one thousand and seventeen and one thousand and eighteen (1016, 1017 and 1018) on the official plan and book of reference for Saint Ann's Ward in the City and District of Montréal—with buildings and dependencies thereon erected, bearing civic numbers 26 to 36 of Manufacturers Street.

To be sold at my office, in the City of Montréal, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, April 22nd, 1936. 2392-17-2
[First publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **D**AAME MATHILDE
150108. } CHARPENTIER,
wife separate as to property of Joseph Victorien
Desaulniers, and the latter to authorize his
wife; vs LUCIEN J. A. TREPANIER.

An emplacement fronting on Pélouin Avenue, at Ahuntsic, in the city of Montréal, known and designated under numbers two hundred and seventy and two hundred and seventy one, of the official subdivision of lot number two hundred and twenty eight (228-270 and 271) on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, each lot measuring twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure, more or less—with a house and other buildings thereon erected and with right of way in common in the lane in rear of the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, May 11, 1936. 2852-20-2
[First publication, May 16th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **L**E CREDIT FONCIER
B-145772. } FRANCO-CANA-
DIEN; vs ABRAHAM GREENBERG.

That certain emplacement situate on Saint Dominique Street, in the City of Montréal, being the lots known and designated under the numbers two thousand one hundred and eighty, two thousand one hundred and eighty-one and

subdivision du lot numéro dix (10-2180, 2181 et 2182) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 5394 à 5422 de la dite rue Saint-Dominique.

Avec le droit en commun avec d'autres dans la ruelle connue comme étant la subdivision numéro cent quatre-vingt-quatre du dit lot officiel numéro dix (10-184), située en arrière de la dite propriété, et avec le droit de passage et le droit de vue en faveur de la dite subdivision numéro deux mille cent quatre-vingt du dit lot officiel numéro dix (10-2180) et les édifices sus-érigés, sur une lisière de terre mesurant vingt pieds en largeur, mesurée à partir de la dite rue Saint-Dominique, sur toute la profondeur, et étant partie de la subdivision numéro deux cent deux du dit lot officiel numéro dix (10-202), pour communiquer de la dite rue Saint-Dominique, avec la dite ruelle en arrière de la dite propriété. Avec aussi le droit en commun dans l'escalier à l'arrière des maisons érigées sur les lots numéros deux mille cent quatre-vingt-deux et deux mille cent quatre-vingt-trois de la subdivision du dit lot numéro dix (10-2182 et 2183), de manière à ce que le dit escalier serve aux dites propriétés voisines et aux maisons sus-érigées pour tous les usages ordinaires d'habitation. Avec aussi les droits résultant d'un acte de convention entre Herbert Alexander Matley, *ès-qual.*, et John W. Peck & Company, Limited, par devant M^{re} H. B. Hutcheson, notaire, le deuxième jour du mois de septembre mil neuf cent vingt-cinq, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, sous le No 90833.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$2,900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 7 mai 1936.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 mai 1936. 2853—20-2
[Première publication, 16 mai, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: MOISE BRAIS; vs
155137. } DAME VVE BER-
NADETTE DASYLVA.

Un emplacement ayant front sur la rue Désery, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds (25) de front par quatre-vingt-huit pieds (88) de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec une maison en bois et briques, à trois étages, contenant cinq logements, et autres dépendances dessus construites, portant les Nos 2150, 2152, 2154, 2154A et 2156 de la dite rue Désery, et avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur, le dit emplacement étant connu et désigné comme lot numéro cinquante-trois, subdivision vingt (53-20) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 mai 1936. 2861—20-2-o
[Première publication, le 16 mai 1936]

two thousand one hundred and eighty-two of the subdivision of the lot number ten (10-2180, 2181 and 2182) of the official plan and book of reference of the village of la Côte Saint Louis—with buildings thereon erected bearing the civic numbers 5394 to 5422 of said Saint Dominique Street.

With the right in common with others in the lane known as subdivision number one hundred and eighty-four of the said official lot number ten (10-184), situate in rear of the said property, and with the right of passage and the right of view in favor of the said subdivision number two thousand one hundred and eighty of the said official lot number ten (10-2180) and the buildings thereon erected, in, over and upon a strip of land measuring twenty feet in width, measured from said Saint Dominique Street, by the whole depth of, and being part of subdivision number two hundred and two of the said official lot number ten (10-202), to communicate from said Saint Dominique Street with the said lane at the rear of the said property; with also the right in common in the stair-way at the rear of the houses erected on the lots numbers two thousand one hundred and eighty-two and two thousand one hundred and eighty-three of the subdivision of the said lot number ten (10-2182 and 2183), so that the said stair-way shall serve the said neighbouring properties and the houses thereon erected for all ordinary uses of habitation. With also the rights resulting from a deed of agreement between Herbert Alexander Matley, *ès-qual.*, and John W. Peck & Company, Limited, before Me H. B. Hutcheson, Notary, on the second day of the month of September, one thousand nine hundred and twenty-five, registered in the registry office for the registration division of Montreal, under No. 90833.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,900.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated May 7th 1936.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 11th, 1936. 2854—20-2-o
[First publication, May 16th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: MOISE BRAIS; vs
155137. } DAME WIDOW
BERNADETTE DASYLVA.

An emplacement fronting on Désery Street, in Hochelaga Ward, in the city of Montreal, measuring twenty five feet (25) in front by eighty eight feet (88) in depth, the whole English measure and more or less—with a three story wood and brick house, containing five dwellings, and other dependencies thereon erected, bearing Nos. 2150, 2152, 2154, 2154A and 2156 on the said Désery Street, and with right of way in the lane bounding the said emplacement at its depth, the said emplacement being known and designated as lot number fifty three, subdivision twenty (53-20), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, in the county of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 12, 1936. 2862—20-2
[First publication, May 16th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CREDIT FONCIER**
F-149786. } **FRANCO-CANA-**
DIEN; vs MAX PERLMUTTER.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Urbain, en la cité de Montréal, et composé:

(a) Du lot numéro huit de la subdivision du lot numéro quatre cent cinquante-huit (458-8) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste;

(b) De la partie sud-est du lot numéro neuf de la subdivision dudit lot numéro quatre cent cinquante-huit (458 P.S.E. 9) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, la dite partie mesurant trois pieds de largeur par toute la profondeur du dit lot, et étant bornée en front au sud-ouest par la rue Saint-Urbain, à l'arrière par la ruelle, du côté nord-ouest par le résidu dudit lot No 9, et au sud-est par le lot No 8.

Le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$700. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 20 avril 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 12 mai 1936. 2863—20-2-o
[Première publication, 16 mai, 1936]

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. ABONDIUS LACHA-**
D-153065. } **J. PELLE, demandeur;**
vs HERMAS PERRAS, ès-qualité, défendeur; et
DAME OZINA GERVAIS, curatrice au délaissement.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, tenant en front la rue Hutchison, mesurant vingt-sept pieds de largeur, plus ou moins, mesure anglaise, par cent dix pieds et six pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, comme étant la partie nord du lot numéro vingt-quatre de la resubdivision du lot numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro douze (ptie N. No 12-17-24), cette dite partie présentement vendue étant bornée comme suit: tenant en front la rue Hutchison, derrière, la ruelle connue sous le No 12-17-20, d'un côté le lot No 12-17-23, et de l'autre côté le résidu ou partie sud du dit lot numéro 12-17-24, avec droit de passage dans la dite ruelle en arrière du dit emplacement, en commun avec tous autres y ayant droit et aux conditions ordinaires d'entretien.—Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 2649 (cinq logements) de la dite rue Hutchison. (Les numéros actuels sont 5979, 5981, 5983, 5985 et 5987 rue Hutchison).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 12 mai 1936. 2865—20-2-o
[Première publication, le 16 mai 1936]

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. DINHAM MOLSON**
D-147985. } **J. et al, es-qual.; vs HE-**
RITIERS DE FEU ELZEAR DAoust.

Ce certain emplacement situé à Molson Park,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CREDIT FONCIER**
F-149786. } **FRANCO-CANA-**
DIEN; vs MAX PERLMUTTER.

An emplacement fronting on Saint Urbain Street, in the City of Montreal, and composed of:

(a) Lot number eight of the subdivision of lot number four hundred and fifty eight (458-8) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Saint Jean Baptiste;

(b) The Southeast part of lot number nine of the subdivision of said lot number four hundred and fifty eight (458-S.E.Pt. 9) of said official plan and book of reference of the Incorporated Village of Saint Jean Baptiste, the said part measuring three feet in width by the whole depth of the said lot, and being bounded in front on the Southwest by Saint Urbain Street, in rear by the lane, on the Northwest side by the residue of said lot No. 9, and on the Southeast by lot No 8.

The whole with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$700. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 20, 1936.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, May 12, 1936. 2864—20-2
[First publication, May 16th., 1936]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. ABONDIUS LACHA-**
D-153065. } **J. PELLE, plaintiff; vs**
HERMAS PERRAS, ès-qualité, defendant; and
DAME OZINA GERVAIS, curatrix to the abandonment.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Hutchison Street, measuring twenty seven feet in width, more or less, English measure, by one hundred and ten feet and six inches in depth, more or less, English measure, known and designated on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Saint Louis, as being the North part of lot number twenty four of the resubdivision of lot number seventeen of the official subdivision of lot number twelve (N. Pt. No. 12-17-24), this said part presently sold being bounded as follows: in front by Hutchison Street, in rear by the lane known under No. 12-17-20, on one side lot No. 12-17-23, and on the other side by the residue or Southern part of said lot number 12-17-24, with right of way in the said lane in rear of the said emplacement, in common with all others having a right thereto under ordinary conditions of maintenance. With all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2649 (five dwellings) of said Hutchison Street. (The actual numbers are 5979, 5981, 5983, 5985 and 5987 Hutchison Street).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, May 12, 1936. 2866—20-2
[First publication, May 16th., 1936]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. DINHAM MOLSON**
D-147985. } **J. et al, es-qual.; vs THE**
HEIRS OF THE LATE ELZEAR DAoust.

That certain emplacement situate at Molson

en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fullum, connu et désigné comme étant la subdivision cinq cent dix-neuf des subdivisions officielles du lot numéro deux cent huit (208-519) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par cent cinq pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec l'édifice sus-érigé ne portant jusqu'ici aucun numéro civique, rue Fullum. (Présentement 6742, rue Louis Hémon, Montréal.)

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, le 12 mai 1936. 2867-20-2
[Première publication, le 16 mai 1936]

Park, in the city of Montreal, fronting on Fullum Street, known and designated as subdivision five hundred and nineteen of the official subdivisions of lot number two hundred and eight (208-519) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing as yet no civic number, Fullum Street. (Now 6742 Louis Hémon Street, Montreal.)

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Sheriff.
Montreal, May 12th., 1936. 2868-20-2-o
[First publication, May 16th., 1936]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAME MARY-EMEREN-
No 28508. } CIENNE BLOUIN,
épouse séparée de biens de Adélaré Côté, marchand, de Château-Richer, et le dit ADELARD COTÉ, mis-en-cause, pour autoriser et assister sa dite épouse; contre DAME ANTOINETTE BOURQUE, épouse séparée de biens de P.-Anselme Juneau, avocat, de la cité de Québec, mis-en-cause, pour autoriser sa dite épouse, à savoir:

1. La subdivision 7 du lot No 46-1 (sept, quarante-six-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Pétronille de Beaulieu, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, étant un emplacement situé dans la dite paroisse, mesurant 50 pieds de front sur 100 pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Les subdivisions 2, 3 et 4 du lot No 44 (deux, trois, quatre-quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Pétronille de Beaulieu, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, étant un emplacement situé dans la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. La moitié nord-ouest de la subdivision 8 du lot No 46-1 (quarante-six-un-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Pétronille de Beaulieu, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, étant un emplacement situé dans la dite paroisse, mesurant 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, bornée au sud-est par David Gosselin, au sud-ouest à une rue projetée de 40 pieds de largeur, au nord-ouest par le lot 46-1-7 et au nord-est par le lot No 1-44-3, circonstances et dépendances.

Pour être vendues "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Pétronille de Beaulieu, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
L. LAPIERRE.
Québec, ce 29 avril 1936. 2593-18-2-o
[Première publication, 2 mai, 1936]
[Deuxième publication, 16 mai, 1936]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAME MARIE-LOUISE
No 32,666. } JULIEN, de Saint-Léonard, comté de Portneuf, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Hardy, culti-

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DAME MARY EMEREN-
No. 28508. } CIENNE BLOUIN, wife separate as to property of Adélaré Côté, merchant, of Château Richer, and the said ADELARD COTE, mis-en-cause, to authorize and assist his said wife; against DAME ANTOINETTE BOURQUE, wife separate as to property of P. Anselme Juneau, advocate, of the city of Quebec, mis-en-cause, to authorize his said wife, to wit:

1. Subdivision 7 of lot No. 46-1 (seven-forty six-one) on the official cadastre for the parish of Sainte Pétronille de Beaulieu, Island of Orleans, county of Montmorency, being an emplacement situate in the said parish, measuring 50 feet in front by 100 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Subdivisions 2, 3 and 4 of lot No. 44 (two, three, four-forty four) on the official cadastre for the parish of Sainte Pétronille de Beaulieu, Island of Orleans, county of Montmorency, being an emplacement situate in the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The Northwest half of subdivision 8 of lot No. 46-1 (forty six-one-eight) on the official cadastre for the parish of Sainte Pétronille de Beaulieu, Island of Orleans, county of Montmorency, being an emplacement situate in the said parish, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, bounded on the Southeast by David Gosselin, on the Southwest by a projected street of 40 feet in width, on the Northwest by lot 46-1-7 and on the Northeast by lot No. 1-44-3, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Sainte Petronille de Beaulieu, Island of Orleans, county of Montmorency, on the FIFTH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 29, 1936. 2594-18-2-o
[First publication, May 2nd., 1936]
Second publication, May 16, 1936]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DAME MARIE LOUISE
No. 32,666. } JULIEN, of Saint Léonard, county of Portneuf, wife separate as to property by marriage contract of Pierre Hardy, culti-

vateur, du même lieu, dûment autorisée par le dit Pierre Hardy, à ester en justice, aux fins des présentes; contre J.-RAOUL JULIEN, de Saint-Léonard, comté de Portneuf, savoir:

Les lots Nos 218 et 219 (deux cent dix-huit et deux cent dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant des lots de terre maintenant situés à Saint-Léonard, contenant 4 arpents de largeur sur 28 arpents de profondeur—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léonard, comté de Portneuf, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
L. LAPIERRE.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE, Sheriff's Office,
Québec, 29 avril 1936. 2595—18-2-o
[Première publication, le 2 mai 1936] Quebec, April 29th., 1936. 2596—18-2
[Deuxième publication, le 16 mai 1936] [First publication, May 2nd., 1936]
[Second publication, May 16th., 1936]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } McCOLL FRONTENAC
No 25405. } OIL COMPANY
LIMITED, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à Montréal et un bureau d'affaires à Québec; contre LUCIEN CAMPEAU, garagiste, de Sainte-Anne-de-Beaupré, à savoir:

Partie du lot No 219 (deux cent dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, étant un terrain situé dans la dite paroisse, mesurant 82 pieds anglais de front au sud, 76 pieds au nord et 51 pieds de profondeur en suivant la pente de la côte, borné au sud à l'acquéreur Lucien Campeau, représenté par McColl Frontenac Oil Co., Ltd., au nord et à l'est au vendeur, Ernest Paré ou représentants, et à l'ouest à Joseph Giguère ou représentants—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-de-Beaupré, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
L. LAPIERRE.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE, Sheriff's Office,
Québec, le 29 avril 1936. 2597—18-2-o
[Première publication, le 2 mai 1936] Quebec, April 29th., 1936. 2598—18-2
[Deuxième publication, le 16 mai 1936] [First publication, May 2nd., 1936]
[Second publication, May 16th., 1936]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } EUGENE PROULX,
District de Richelieu, } rentier, domicilié et
No 9235. } résidant en les ville et
district de Nicolet, demandeur; contre BRUNO BELLEROSE, cultivateur et commerçant, résidant en les ville et district de Nicolet, défendeur, à savoir:

Une terre située en la paroisse de La Visitation, sur l'île à la Fourche, contenant sept arpents et demi de front par quatorze à vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant les numéros cinq cent quarante, cinq cent quarante et un et Partie de cinq cent quarante-deux, (Nos 540-541 et Ptie 542) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Monique, maintenant annexés au comté d'Yamaska pour les fins d'enregistrement, Bornée au sud et au nord par Monsieur Joseph Dupuis, à l'ouest par la rivière Nicolet, à l'est

farmer, of the same place, duly authorized by the said Pierre Hardy, to ester en justice, for the purposes hereof; against J. RAOUL JULIEN, of Saint Léonard, county of Portneuf, to wit:

Lots Nos. 218 and 219 (two hundred and eighteen and two hundred and nineteen) on the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being lots of land now situate at Saint Léonard, measuring 4 arpents in width by 28 arpents in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Léonard, county of Portneuf, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 29th., 1936. 2596—18-2
[First publication, May 2nd., 1936] Quebec, April 29th., 1936. 2598—18-2
[Second publication, May 16th., 1936] [First publication, May 2nd., 1936]
[Second publication, May 16th., 1936]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } McCOLL FRONTE-
No. 25405. } NAC OIL COM-
PANY LIMITED, a body politic and corporate, having its principal place of business at Montreal, and a business office at Quebec; against LUCIEN CAMPEAU, garage-owner, of Sainte Anne de Beaupré, to wit:

Part of lot No. 219 (two hundred and nineteen) on the official cadastre for Sainte Anne de Beaupré, county of Montmorency, being a lot of land situate in the said parish, measuring 82 feet, English measure, in front, on the South, 76 feet on the North by 51 feet in depth, following the slope of the hill, bounded on the South by the purchaser, Lucien Campeau, represented by McColl Frontenac Oil Co., Ltd., on the North and East by the vendor, Ernest Paré, or representatives and on the West by Joseph Giguère or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne de Beaupré, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 29th., 1936. 2598—18-2
[First publication, May 2nd., 1936] Quebec, April 29th., 1936. 2598—18-2
[Second publication, May 16th., 1936] [First publication, May 2nd., 1936]
[Second publication, May 16th., 1936]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } EUGENE PROULX,
District of Richelieu, } annuitant, domiciled
No. 9235. } and residing in the town
and district of Nicolet, plaintiff; against BRUNO BELLEROSE, farmer and trader, residing in the town and district of Nicolet, defendant, to wit:

A farm situate in the parish of La Visitation, on Ile à la Fourche, measuring seven arpents and one half in front by fourteen to twenty arpents in depth, the whole more or less, being numbers five hundred and forty, five hundred and forty one and Part of five hundred and forty two (Nos. 540, 541 and Pt. 542) of the official cadastre for the parish of Sainte Monique, now annexed to the county of Yamaska for registration purposes. Bounded on the South and on the North by Mr. Joseph Dupuis, on the West by the Nicolet river,

par les terres de la concession Saint-Joseph—avec maison, granges et étables.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de La Visitation, comté d'Yamaska, MARDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heure de l'après-midi. (Heure Solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sorel, le 22 avril 1936. 2393—17-2-o
[Première publication, le 25 avril 1936]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } WILLIE GRON-
District de Richelieu, } DIN, cultiva-
No 9081. } teur, de la paroisse de
Saint-Joachim-de-Courval, district de Richelieu, demandeur; contre HENRI YERGEAU, de la dite paroisse de Saint-Joachim-de-Courval, dit district, défendeur; et EDOUARD GEOFFROY, journalier, du canton de Grantham, district d'Arthabaska, Mis-en-cause, à savoir:

Une portion de terre en la paroisse de Saint-Joachim-de-Courval, sur le troisième rang, de forme triangulaire, de la contenance de quatre-vingts arpents en superficie, plus ou moins; tenant d'un bout, vers le sud-ouest, au chemin de front, de l'autre bout à Eugène Turcotte ou représentants, d'un côté à la ligne seigneuriale de Courval, et de l'autre côté à un nommé Héroux ou représentants—avec les bâtisses, étant une partie du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Wendover sous le numéro quatre-vingt-neuf (Ptie No 89).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joachim-de-Courval, JEUDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de JUN, mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heure de l'après-midi. (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sorel, le 13 mai 1936. 2913—20-2-o
[Première publication, le 16 mai 1936]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } EUCLIDE LAN-
District de Richelieu, } GLAIS, cultivateur,
No 9238. } de Saint-David, et al,
demandeurs; contre ARTHUR DROLET, de Woonsocket, Rhode-Island, Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-David, en la quatrième concession, connue et désignée comme étant les lots Nos 157 et 158 du cadastre officiel de la dite paroisse, circonstances et dépendances;

2. Une portion de terre située en la même paroisse, en la troisième concession, connue et désignée comme étant le lot No 295 du dit cadastre, circonstances et dépendances;

3. Une portion de terre située en la même paroisse, en la quatrième concession, connue et désignée comme étant les lots Nos 146, 147, 148, 149, 150 et 151 du dit cadastre, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de Saint-David, MARDI, le SEIZIEME jour du mois de JUN mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sorel, le 13 mai 1936. 2915—20-2-o
[Première publication, le 16 mai 1936]

on the East by the farms of the Saint Joseph Concession—with a house, barns and stables.

To be sold at the parochial church door of La Visitation, county of Yamaska, TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, April 22nd., 1936. 2394—17-2
[Première publication, April 25th., 1936]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, } WILLIE GRON-
District of Richelieu, } farmer, of the
No. 9081. } parish of Saint Joa-
achim de Courval, district of Richelieu, plaintiff; against HENRI YERGEAU, of the said parish of Saint Joachim de Courval, said district, defendant; and EDOUARD GEOFFROY, laborer, of the township of Grantham, district of Arthabaska, Mis-en-cause; to wit:

A parcel of land in the parish of Saint Joachim de Courval, in the third range, of triangular figure, containing eighty arpents in superficies, more or less; bounded at one end, towards the South-west, by the front road, at the other end by Eugène Turcotte or representatives, on one side by the Seigniorial line of Courval, and on the other side by a party named Héroux or representatives—with the buildings being a part of the lot of land described on the official plan and book of reference for the township of Wendover under number eighty nine. (Pt. No. 89).

To be sold at the parochial church door of Saint Joachim de Courval, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of JUNE, nineteen hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

MICHEL SAINT GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, May 13th., 1936. 2914—20-2
[First publication, May 16th., 1936]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, } EUCLIDE LAN-
District of Richelieu, } GLAIS, farmer, of
No. 9238. } Saint David, et al,
plaintiffs; against ARTHUR DROLET, of Woonsocket, Rhode-Island, United States of America, defendant, to wit:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint David, in the fourth concession, known and designated as being lots Nos. 157 and 158 of the official cadastre of the said parish—circumstances and dependencies;

2. A parcel of land situate in the same parish, in the third concession, known and designated as being lot No. 295 of said cadastre—circumstances and dependencies;

3. A parcel of land situate in the same parish, in the fourth concession, known and designated as being lots Nos. 146, 147, 148, 149, 150 and 152 of said cadastre, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Saint David, TUESDAY, the SIXTEENTH day of the month of JUNE, nineteen hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

MICHEL SAINT GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, May 13, 1936. 2916—20-2
[First publication, May 16th., 1936]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 5753,) DAME BERNADETTE LÉGARÉ, épouse de Rosario Brunet, journalier, de la Ville de Saint-Jérôme, dit district, demanderesse; et HERMANN BARRETTE, avocat, de la Ville de Saint-Jérôme, dit district, avocat-distrayant; vs ROSARIO BRUNET, journalier, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement connu comme faisant partie du lot de terre numéro quatre cent soixante-dix-neuf (Pt. No 479) des plan et livre de renvoi officiels faits pour la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; cet emplacement mesurant cent neuf pieds de largeur sur la rue Laviolette, à partir de la ligne de séparation d'avec le terrain de M. Arthur Nadon, et quatre-vingt-onze pieds de largeur en arrière, aussi à partir de la dite ligne de séparation d'avec le terrain dudit Arthur Nadon, et cent cinquante-six pieds de longueur ou profondeur à partir de la dite rue Laviolette, côté nord, c'est-à-dire dans la ligne de séparation d'avec le reste dudit No 479 (propriété d'Eugène Bastien); de sorte que l'emplacement ci-dessus décrit se trouve borné comme suit: vers l'est par la dite rue Laviolette, vers l'ouest et vers le nord par le reste dudit No 479 (propriété d'Eugène Bastien), et vers le sud par la propriété du dit Arthur Nadon, ou leurs représentants; les mesures ci-dessus sont mesures anglaises—avec toutes les bâtisses érigées sur ce dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau d'affaires, au Palais de Justice, dans la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du shérif, Saint-Jérôme, le 21 avril 1936. 2395-17-2-o
[Première publication, le 25 avril 1936]

Le shérif,
J.-W. CYR.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District of Terrebonne, No. 5753,) DAME BERNADETTE LEGARE, wife of Rosario Brunet, laborer, of the Town of Saint Jérôme, said district, plaintiff; and HERMANN BARRETTE, advocate, of the Town of Saint Jérôme, said district, advocate distracting for costs; vs ROSARIO BRUNET, laborer, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

An emplacement known as forming part of the lot of land number four hundred and seventy nine (Pt. No. 479) of the official plan and book of reference made for the town of Saint Jérôme, county of Terrebonne; the said emplacement measuring one hundred and nine feet in width on Laviolette Street, from the division line between it and the land of Mr. Arthur Nadon, and ninety one feet in width in rear, also starting from the said division line thereof and the line of the said Arthur Nadon, and one hundred and fifty six feet in length or depth starting at the said North side of Laviolette Street, that is to say in the division line between it and the residue of said No. 479 (the property of Eugène Bastien); so that the emplacement hereinabove described is bounded as follows: on the East by the said Laviolette Street, on the West, and on the North by the residue of said No. 479 (the property of Eugène Bastien), and on the South by the property of said Arthur Nadon, or their representatives; the foregoing measurements are all English measure—with all the buildings erected on the said emplacement.

To be sold at my business office in the Court House, in the Town of Saint Jérôme, said district, on the TWENTY SEVENTH day of MAY, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Saint Jérôme, April 21, 1936. 2396-17-2
[First publication, April 25th., 1936]

J. W. CYR,

Sheriff.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 20

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Lanoie vs Côté 1966

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 1917

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la Loi des mécaniciens de machines fixes..... 1980

Concernant le métier de tailleur de pierre dans la région de Hull..... 1967

Concernant l'industrie de la ganterie dans la province de Québec..... 1968

Concernant l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal..... 1973

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de Saint-Léon-le-Grand-de-Dumontier... 1956

Kamenetzer Protective Association..... 1967

National Liberty Ins. Co..... 1956

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Lanoie vs Côté 1966

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 1917

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the stationary enginemen's Act..... 1980

Respecting the stone cutting trade in the district of Hull..... 1967

Respecting the glove industry in the province of Quebec..... 1968

Respecting the printing trades in the district of Montreal..... 1973

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de Saint-Léon-le-Grand-de-Dumontier... 1956

Kamenetzer Protective Association..... 1967

National Liberty Ins. Co..... 1956

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière.....	1989
Commission de l'Industrie laitière.....	1990
Commission de l'Industrie laitière.....	1991
Commission de l'Industrie laitière.....	1992
Commission de l'Industrie laitière.....	1993
Commission de l'Industrie laitière.....	1994
La Compagnie de Téléphone de Beauce..	1995
Robichaud, Arthur.....	1961
Telephone Securities, Limited.....	1961

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission.....	1989
Dairy Industry Commission.....	1990
Dairy Industry Commission.....	1991
Dairy Industry Commission.....	1992
Dairy Industry Commission.....	1993
Dairy Industry Commission.....	1994
La Compagnie de Téléphone de Beauce..	1995
Robichaud, Arthur.....	1991
Telephone Securities, Limited.....	1961

BUREAUX-CHEFS:—

Consolidated Chibougamau Goldfields, Ltd.....	1958
McKay (Quebec) Exploration, Ltd.....	1958

CHIEF-OFFICES:—

Consolidated Chibougamau Goldfields, Ltd.....	1958
McKay (Quebec) Exploration, Ltd.....	1958

CHARTES—ABANDON DE:—

F. Walters & Company, Ltd.....	1959
Jos. Bonhomme, Limitée.....	1959
La Compagnie de Téléphone de Beauce..	1959
Silver Plan, Ltd.....	1959

CHARTERS—SURRENDER OF:—

F. Walters & Company, Ltd.....	1959
Jos. Bonhomme, Limitée.....	1959
La Compagnie de Téléphone de Beauce..	1959
Silver Plan, Ltd.....	1959

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

The Cudahy Packing Co.....	1959
United Factors Corporation.....	1960

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:—

The Cudahy Packing Co.....	1959
United Factors Corporation.....	1960

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Commissaires d'écoles de la ville de Montréal-est.....	1957
Quebec Saguenay & Chibougamau Rail- way Co.....	1958
Succession Céline Laurin.....	1957
Succession Hon. G.-E. Amyot.....	1957

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

School Commissioners of the town of Montreal-East.....	1957
Quebec Saguenay & Chibougamau Rail- way Co.....	1958
Estate Céline Laurin.....	1957
Estate Hon. G. E. Amyot.....	1957

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Bulwer, munic. scolaire protestante....	1966
Montréal-est, munic. scolaire de la ville.	1967
St-Elzéar, munic. scolaire.....	1966

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Bulwer, Protestant school munic.....	1966
Montreal-East, school munic. of the town	1967
Saint Elzear, school munic.....	1966

LETTRES PATENTES:—

Atlas Mines, Limited.....	1918
Auto Parts Warehousing Co., Ltd.....	1919
A. Villeneuve, Inc.....	1920
Better Theatres, Limited.....	1922
Bordet Glove Co., Ltd.....	1923
Chenor, Ltée.....	1925
Club Monsabre.....	1926
Gaston-J. Guay, Limitée.....	1927
Hogue & Lajeunesse, Inc.....	1951
I. Caron, Limitée.....	1930
Jos. Dufresne, Limitée (1936).....	1933
Laboratoire Pasteur, Limitée.....	1935
Martin Casa Club, Inc.....	1936
Place d'Armes Restaurant, Limited....	1938
Power & Mines, Limited.....	1940
Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners, Ltd.....	1941
Société de Livres Educationnels, Inc....	1944
Société Lufrolac de Paris, Ltée.....	1945
Sylvia's Beauty Salon, Inc.....	1947
Verdun Tennis Club, Inc.....	1949

LETTERS PATENT:—

Atlas Mines, Limited.....	1918
Auto Parts Warehousing Co., Ltd.....	1919
A. Villeneuve, Inc.....	1920
Better Theatres, Limited.....	1922
Bordet Glove Co., Ltd.....	1923
Chenor, Ltée.....	1925
Club Monsabre.....	1926
Gaston-J. Guay, Limitée.....	1927
Hogue & Lajeunesse, Inc.....	1951
I. Caron, Limitée.....	1930
Jos. Dufresne, Limitée (1936).....	1933
Laboratoire Pasteur, Limitée.....	1935
Martin Casa Club, Inc.....	1936
Place d'Armes Restaurant, Limited....	1938
Power & Mines, Limited.....	1940
Sherbrooke Laundry & Dry Cleaners, Ltd.....	1941
Société de Livres Educationnels, Inc....	1944
Société Lufrolac de Paris, Ltée.....	1945
Sylvia's Beauty Salon, Inc.....	1947
Verdun Tennis Club, Inc.....	1949

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Epiciers Unis, Inc.—United Grocers, Inc.	1956
Fortier Auto Service, Limited.....	1954
Pacona, Ltd.....	1954
R. & G. Dress, Incorporated.....	1955
Read-Authier Mine, Ltd.....	1955
Société de Placements, Inc.....	1955

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Epiciers Unis, Inc.—United Grocers, Inc.	1956
Fortier Auto Service, Limited.....	1954
Pacona, Ltd.....	1954
R. & G. Dress, Incorporated.....	1955
Read-Authier Mine, Ltd.....	1955
Société de Placements, Inc.....	1955

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—	DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—
Cercle agricole de la municipalité de la partie ouest du Canton Ely..... 1966	Farmers' Club of the municipality of the West part of the township of Ely... 1966
Société d'agriculture du district de Saint-Hyacinthe..... 1965	Agricultural Society of the district of Saint Hyacinthe..... 1965
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—	DEPARTMENT OF LABOUR:—
Relative à l'industrie de la construction de la région de Hull..... 1964	Relating to the building trades in the district of Hull..... 1964
MINUTES DE NOTAIRES:—	NOTARIAL MINUTES:—
Gagnon, Jean-Marie..... 1961	Gagnon, Jean-Marie..... 1961
NOMINATIONS:—	APPOINTMENTS:—
Diverses..... 1988	Miscellaneous..... 1988
VENTES, LOI DE FAILLITE:—	SALES, BANKRUPTCY ACT:—
Beauchamp, Mathias..... 1962	Beauchamp, Mathias..... 1962
Fontaine, Paul-Emile..... 1995	Fontaine, Paul-Emile..... 1995
Hamel, Albert..... 1962	Hamel, Albert..... 1962
Leclerc, Pierre..... 1995	Leclerc, Pierre..... 1995
VENTES PAR LICITATION:—	SALES BY LICITATION:—
Blanchard vs Lacroix <i>et al.</i> 1963	Blanchard vs Lacroix <i>et al.</i> 1963
Société d'Administration et de Fiducie vs Soulière <i>et al.</i> 1964	Société d'Administration et de Fiducie vs Soulière <i>et al.</i> 1964
VENTE POUR TAXES:—	SALE FOR TAXES:—
Hampstead, ville de..... 1960	Hampstead, town of..... 1960
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—	SHERIFFS' SALES:—
ARTHABASKA:—	ARTHABASKA:—
Fortier vs Carrier..... 1996	Fortier vs Carrier..... 1996
The Eastern Trust Co., Ltd. vs St. Francis Hydro Electric Co., Ltd..... 1997	The Eastern Trust Co., Ltd. vs St. Francis Hydro Electric Co., Ltd..... 1997
BEAUCE:—	BEAUCE:—
Buteau <i>et vir</i> vs Mathieu..... 1997	Buteau <i>et vir</i> vs Mathieu..... 1997
JOLIETTE:—	JOLIETTE:—
Chaput vs Marsolais <i>et al.</i> 1999	Chaput vs Marsolais <i>et al.</i> 1999
Cloutier vs Roy..... 1998	Cloutier vs Roy..... 1998
Rondeau vs Roy <i>et al.</i> 1998	Rondeau vs Roy <i>et al.</i> 1998
MONTREAL:—	MONTREAL:—
Banque Canadienne Nationale vs Kleker..... 2001	Banque Canadienne Nationale vs Kleker..... 2001
Brais vs Dasylva..... 2003	Brais vs Dasylva..... 2003
Charpentier <i>et vir</i> vs Trépanier..... 2002	Charpentier <i>et vir</i> vs Trépanier..... 2002
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Greenberg..... 2002	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Greenberg..... 2002
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Leduc <i>et vir.</i> 2001	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Leduc <i>et vir.</i> 2001
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Perlmutter..... 2004	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Perlmutter..... 2004
DeSève vs Chalifoux..... 1999	DeSève vs Chalifoux..... 1999
Lachapelle vs Perras..... 2004	Lachapelle vs Perras..... 2004
Lague vs Pepper <i>et al.</i> 2002	Lague vs Pepper <i>et al.</i> 2002
Molson <i>et al</i> vs Héritiers E. Daoust..... 2004	Molson <i>et al</i> vs Heirs E. Daoust..... 2004
Pelletier vs McNicoll..... 2001	Pelletier vs McNicoll..... 2001
Rainville vs David..... 2000	Rainville vs David..... 2000
Ville de Greenfield Park vs Lortie..... 2000	Town of Greenfield Park vs Lortie..... 2000

QUÉBEC:—

Blouin <i>et vir</i> vs Bourque <i>et vir</i>	2005
Julien <i>et vir</i> vs Julien.....	2005
McColl Frontenac Oil Co., Ltd. vs Cam- peau.....	2006

QUEBEC:—

Blouin <i>et vir</i> vs Bourque <i>et vir</i>	2005
Julien <i>et vir</i> vs Julien.....	2005
McColl Frontenac Oil Co., Ltd. vs Cam- peau.....	2006

RICHELIEU:—

Grondin vs Yergeau.....	2007
Langlais <i>et al</i> vs Drolet.....	2007
Proulx vs Bellerose.....	2006

RICHELIEU:—

Grondin vs Yergeau.....	2007
Langlais <i>et al</i> vs Drolet.....	2007
Proulx vs Bellerose.....	2006

TERREBONNE:—

Légaré vs Brunet.....	2008
-----------------------	------

TERREBONNE:—

Légaré vs Brunet.....	2008
-----------------------	------

